



GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
 DE DÉVELOPPEMENT
 AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

BUREAU NATIONAL DE RABAT

PROGRAMME AXE SUR LES RESULTATS DANS LES SECTEURS SOCIAUX

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE

RAPPORT FINAL

30 Octobre 2018

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABBREVIATIONS.....	5
RESUME.....	6
1 INTRODUCTION	16
1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME.....	16
1.2 OBJECTIFS DE L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EESS)	16
1.3 METHODOLOGIE	18
2 DESCRIPTION DU PROGRAMME ET DES IMPACTS	20
2.1 MISE EN CONTEXTE	20
2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME AXE SUR LES RESULTATS POUR L’AMELIORATION DE L’ACCES A L’EMPLOI (PARAAE)	22
2.2.1 Description du programme	22
2.2.2 Portée géographique du programme.....	23
2.2.3 PRINCIPAUX PARTENAIRES ET AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU PARAAE	25
2.3 IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROGRAMME	27
2.3.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs du programme.....	27
Le tableau ci-dessous résume les réalisations escomptées du programme avec un échelonnement des résultats escomptés sur les quatre années de mise en œuvre du programme.....	28
2.3.2 Principaux risques environnementaux du programme.....	32
2.3.3 Principaux risques sociaux.....	34
2.3.4 Bilan environnemental et social et mesures	34
2.4 EXPERIENCES ANTERIEURES DES INSTITUTIONS IMPLIQUEES DANS LE PROGRAMME.....	37
3 EVALUATION DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	38
3.1 CADRE REGLEMENTAIRE NATIONAL APPLICABLE AU PARAAE.....	38
3.2 EVALUATION DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	40
3.2.1 Système de gestion environnementale.....	40
3.2.2 Evaluation des systèmes de gestion sociale	45
3.3 ADEQUATION DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE APPLICABLE	46
3.3.1 Cadre juridique national de la gestion environnementale.....	46
3.3.2 Mécanisme de gestion environnementale	47
3.3.3 Institutions impliquées dans la gestion environnementale	48
3.4 ADEQUATION DU SYSTEME DE GESTION SOCIALE APPLICABLE.....	48
3.4.1 Cadre juridique de la gestion sociale.....	48
3.4.2 Mécanisme de gestion sociale.....	49
3.4.3 Institutions de la gestion sociale	50
3.5 ADEQUATION DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE ET DES MECANISMES DE COORDINATION	50
3.5.1 Capacités de gestion environnementale	50
3.5.2 Capacités de gestion sociale.....	50
4 CONCLUSION.....	51
4.1 ÉVALUATION DU SYSTEME DU PROGRAMME	51
4.1.1 Système de gestion environnementale.....	51
4.1.2 Système de gestion sociale.....	51
4.2 ÉVALUATION DU NIVEAU DE RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL.....	52
5 PLAN D’ACTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROGRAMME	52
5.1 RENFORCEMENT DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	52
5.2 RENFORCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE ET DU SUIVI DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	52
5.3 RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES EN GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	53
ANNEXES	55
ANNEXE 1 : LISTE DES INSTITUTIONS PARTIES PRENANTES	56
ANNEXE 2 : TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D’UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE L’ÉTUDE D’IMPACT SUR L’ENVIRONNEMENT.....	59

ANNEXE 3 : FICHES TECHNIQUES DES CENTRES DE FORMATION EN METIER DU SOCIAL ET DE L'ENTREPRENARIAT	65
ANNEXE 4 : PV REUNIONS	68
ANNEXE 5 : PROCEDURES DE L'EIE ET DE L'ENQUETE PUBLIQUE	75
ANNEXE 6 : MODELE DU PSSE	78
ANNEXE 7 : TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT FORMATEUR.....	85
ANNEXE 8 : MODELE DE CPS	87
ANNEXE 9 : LISTE DES PERSONNES CONTACTEES	97
ANNEXE 10 : LISTE DES DOCUMENTS CONSULTEES.....	98

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME-----	26
FIGURE 2 : ETAPES DU PROCESSUS DE VALIDATION ET ACCEPTABILITE ENVIRONNEMENTALE-----	41

LISTE DES TABLEAU

TABLEAU 1 : PORTEE GEOGRAPHIQUE DU PROGRAMME PARAAE PAR DOMAINE DE RESULTAT -----	23
TABLEAU 2: ARTICULATION DES DOMAINES DE RESULTATS AUX PILIERS DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL -----	24
TABLEAU 3 : COUT TOTAL DU PROGRAMME -----	25
TABLEAU 4 : CADRE DE RESULTATS POUR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT AXE SUR LES RESULTATS DU PROGRAMME-----	29
TABLEAU 5 : MATRICE IMPACT MESURES DES SOUS-PROJETS DE CONSTRUCTION-----	36

LISTE DES ENCADRES

ENCADRE 1 : CONSISTANCE D'UNE EESS.....	17
ENCADRE 2 : AXES DE DEVELOPPEMENT DU PARAAE.....	22
ENCADRE 3 : IMPACTS POSITIFS DU PARAAE	28
ENCADRE 4 : CONTENU REGLEMENTAIRE DE L'EIE	44

LISTE DES ABREVIATIONS

BAD	Banque Africaine de Développement
UE	Union Européenne
BM	Banque Mondiale
MCC	Millenium Challenge Corporation
MCA	Millenium Challenge Account
FAR	Financement Axé sur les Résultats
PPR	Prêt Programme axé sur les Résultats
DLI	Indicateurs lié au Décaissement
PARAAE	Programme Axé sur les Résultats pour l'Amélioration de l'Accès à l'Emploi
SSI	Système de Sauvegarde intégré
SO	Sauvegarde Opérationnelle
PPP	Politiques, Plans et Programmes
ODD	Objectifs du Développement Durable
CNEDD	Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable
EES	Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique
ESGES	Evaluation du Système de Gestion Environnementale et Sociale
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EIE	Étude d'Impact sur l'Environnement
INDH	Initiative Nationale pour le Développement Humain
ADS	Agence de Développement Social
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MTIP	Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle
SEFP	Secrétariat d'Etat Chargé de la Formation Professionnelle
DFP	Département de la Formation Professionnelle
ANAPC	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des Compétences
OFPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion de l'Emploi
SEDD	Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Durable
HCP	Haut-Commissariat au Plan
PNPE	Plan National de la Promotion de l'Emploi
SNE	Stratégie Nationale de l'Emploi
SNFP	Stratégie Nationale de la Formation Professionnelle
DSP	Document Stratégique du Pays
CSEFRS	Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation Professionnelle, et de la Recherche Scientifique
CPS	Cahier des Prescriptions Spéciales
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
PSSE	Programme de Surveillance et de Suivi Environnemental
CNEI	Comité National des Etudes d'Impact
CREI	Comité Régional des Etudes d'Impact
PNDM	Programme National des Déchets Ménagers
PAPMV	Programme d'appui au Plan Maroc Vert du Maroc
PPP	Politique – Plan – Programme
SNDD	Stratégie Nationale de Développement Durable
SCR	Secrétariat du Comité Régional
SNE	Stratégie Nationale pour l'Environnement
CNDH	Conseil National des Droits de l'Homme
UGP	Unité de Gestion de programme

RESUME

1 OBJECTIFS ET CONTEXTE

Objectif

La Banque Africaine de Développement (BAD), a lancé une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) du programme axé sur les résultats dans les secteurs sociaux qui adopte le modèle Prêt axé sur les Résultats, et dont l'objectif est d'évaluer les risques climatiques, environnementaux et sociaux du programme, et examiner les système de gestion environnementale et sociale du pays applicables au programme, afin d'évaluer leur conformité avec les dispositions du Système de Sauvegarde Intégré de la Banque, relative à l'instrument de financement axé sur les résultats.

Contexte

Le Maroc pays en plein essor économique et développement social, affiche encore u contraste entre les différentes classes sociales et qui entraine la marginalisation des couches les plus vulnérables, et une disparité territoriale en termes de ressources, d'emploi et de droits vitaux. Pour remédier à cet état de faits, et atteindre les objectifs d'un développement socio-économique équitable et durable, notamment en termes de croissance inclusive, les efforts sont consolidés et le modèle de développement économique est en train d'être repensé, pour être en conformité avec la constitution de 2011 qui énonce au niveau du préambule les fondements du modèle de développement marocain: état de droit, démocratie, pluralisme, bonne gouvernance, société solidaire articulée autour de la sécurité, la liberté, l'égalité des chances, la dignité et la justice sociale.

L'atteinte de ces objectifs se fait à travers une transition institutionnelle, économique et sociale par le biais de plusieurs réformes, et de nombreux chantiers lancés pour assurer un développement équitable et durable. En effet, cette transition a été marquée ces dernières décennies par l'enregistrement de résultats très satisfaisants dans les domaines de la bonne gouvernance et de la transparence. Le capital humain étant la clé de réussite, plusieurs programmes et stratégies sont en cours d'élaboration pour améliorer les conditions des populations, par la création d'emploi, l'amélioration de la qualité de la formation, l'adéquation formation- besoins du marché du travail qui souffre de l'incohérence des profils par rapport aux besoins et le manque de compétence. et l'insertion professionnelle.

Auparavant, l'initiative Nationale pour le Développement Humain a été lancée par sa majesté en 2005, et avait pour objectifs, la lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale à travers la réalisation de projets d'appui aux infrastructures de base, projets de formation et de renforcement de capacités, d'animation sociale, culturelle et sportive ainsi que la promotion d'activités génératrices de revenus et d'emplois.

Dans la même optique, le Plan National pour la promotion de l'Emploi la stratégie nationale pour l'emploi portés par le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP), et la stratégie nationale pour la formation professionnelle qui sera mise en œuvre par le Département de la Formation Professionnelle (DFP) viennent opérationnaliser les objectifs escomptés par le programme du gouvernement.

Pour soutenir ces programmes, le gouvernement marocain, a sollicité la BAD qui interviendra à travers la réalisation du Programme axé sur les Résultats pour l'Appui à l'Accès à l'Emploi (PARAAE). Ce programme est en cohérence avec la politique de la Banque en termes de financement, et sera réalisé dans le cadre d'investissement axé sur les résultats.

2 PRESENTATION GENERALE DU PROGRAMME

Le programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi (PARAAE), vise l'amélioration des conditions de vie de la population, l'absorption des disparités territoriales, et l'équité sociale, à travers des

actions œuvrant dans le sens de promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat, assurer l'adéquation entre formation et marché de l'emploi, améliorer les conditions de travail, accès à la couverture sociale. Le programme est articulé autour de trois domaines de résultats¹.

Domaine de Résultat 1. Faciliter l'accès à l'emploi aux jeunes et des femmes et améliorer la qualité et la pérennité de l'emploi dans les régions. Les activités inscrites sous ce domaine permettront d'élargir l'accessibilité des services d'intermédiation sur le marché du travail au profit des chercheurs d'emplois en particulier les plus défavorisés en zone péri-urbaine et dans les régions de l'intérieur du pays d'une part et de contribuer au développement de nouveaux programmes actifs d'emploi d'autre part. Deux thèmes ont été retenus dans ce domaine de résultat :

Domaine de Résultat 2 : Améliorer le capital humain pour l'employabilité et la qualité de la main d'œuvre. Il est attendu de ce domaine de résultat la mise en place de centres régionaux de développement des compétences et de l'emploi, la construction de centres de formation placés dans le cadre de partenariats public-privé axé sur un mode de pilotage par la demande du secteur privé (PPP) et la création d'au moins 60 000 place additionnelles de la PF.

- Construction ou réhabilitation d'un centre de formation professionnelle en entrepreneuriat, est jointe en annexes
- Construction d'un institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation ;
- Construction ou réhabilitation de dix centres sectoriels en régime Partenariat Public-Privé (PPP) dans le cadre du programme Charaka MCA Maroc

Domaine de Résultat 3 : Renforcer les capacités pour l'exécution du programme. Les activités retenues sous ce domaine de résultats visent à combler les lacunes identifiées dans les domaines de la gouvernance sectorielle, de la gestion fiduciaire, du suivi et du suivi évaluation du programme et des actions de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système pays en matière de sauvegarde environnementale et sociale.

Le programme est de portée nationale et sera opéré prioritairement dans les zones péri-urbaine et rurales en complémentarité avec le programme du gouvernement pour les 2 aspects : (i) faciliter l'accès aux services d'intermédiation sur le marché du travail et le développement de nouveaux programmes actifs et simples ; (ii) faciliter l'accès inclusif à la formation qualifiante pour les jeunes et les femmes ruraux, et l'amélioration de la qualité de la formation.

Le programme s'étale sur quatre années fiscales allant de septembre 2018 à décembre 2021. Le coût total s'élève à 2401 M Euros, avec une contribution de la Banque à hauteur de 85M Euros soit 3,5% du montant total, et 88M Euros qui seront financés par le Millenium Challenge corporation (MCC) dans le cadre du programme Charaka qui rentre dans le cadre du développement du projet «*Éducation et formation pour l'employabilité*», à travers MCA Maroc.

3 PRINCIPAUX PARTENAIRES ET AGENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PARAAE

La mise en œuvre du PARAAE impliquent plusieurs partenaires et agences dont les interventions sont déterminées en fonction des prérogatives de chacun. Les institutions impliquées dans la gestion du programme :

- Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) est désigné Chef de file du programme. Le MTIP et ses structures rattachées (l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNCS)) sera chargé de la mise en œuvre des activités liées à l'emploi. L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPPT), principal opérateur de la formation professionnelle se chargera de l'exécution

¹ Rapport d'évaluation du Programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi (PARAAE) ; BAD Septembre 2018

des activités de création des établissements et la formation en milieu professionnel ainsi que du développement partenariat public-privé (PPP) et rendra compte au Département de la Formation professionnelle (DFP).

- Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui se chargera de l'appui politique et budgétaire du MTIP.
- Le Département de la Formation Professionnelle DFP, qui sera responsable de la mise en œuvre des activités relatives à l'amélioration du capital humain pour l'employabilité et la qualification de la main d'œuvre. A cet effet, il exécutera toutes les activités retenues par le FAR dans le cadre du Développement et appui à la mise en œuvre de l'offre de formation.
- D'autres acteurs sont impliqués dans le PARAAE, telle la société civile représentée par les associations qui accompagneront les chercheurs d'emploi, les Conseils régionaux et les employeurs, les porteurs de projet et les demandeurs d'emploi.

Le programme FAR sera coordonné par un comité de pilotage intersectoriel présidé par le MEF et travaillera en collaboration étroite avec les deux unités de gestion opérationnelle (UGO) logées dans le MTIF et le DFP. Le comité intersectoriel sera chargé de :

- Superviser l'ensemble des activités liées à la mise en œuvre des trois domaines de résultats d'une part et s'assurer du renforcement des capacités pour l'exécution du programme d'autre part ;
- Assurer la coordination technique globale et le suivi-évaluation du programme en partenariat avec le MTIF et le Département de la formation professionnelle ; et Préparer les rapports périodiques d'exécution du programme

L'unité interne de suivi comprendra un coordonnateur des activités de la FP, un chargé de suivi évaluation et un responsable de l'exécution budgétaire.

Enfin l'Inspection générale de finances (IGF) sera l'agence de vérification, et à ce titre elle se chargera de vérifier les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs, conformément aux Indicateurs Liés aux Décaissement retenus. La vérification de l'IGF s'appuiera sur l'analyse de la documentation fournie par les départements sectoriels et les visites d'inspection physique sur le terrain. Cet audit technique vérifiera :

- La qualité des données et documents transmis ;
- L'exactitude des données transmises par les départements sectoriels ;
- La fiabilité des sources et des systèmes d'information en place ;
- La documentation pertinente et les procédures mis en place pour le suivi régulier des sept ILDs retenus ;
- Les preuves de réalisation des activités inscrites dans le cadre du plan d'actions.

4 OBJECTIFS ET DEMARCHES DE L'EES

Les objectifs de cette évaluation environnementale et sociale sont :

1. L'évaluation des risques et impacts pouvant découler du programme, portant sur tous les sous-projets en faisant parties, au cours des différentes phases de leur réalisation, et proposer les mesures de bonification pour les impacts positifs, et les mesures d'atténuation ou de compensation pour les impacts négatifs identifiés ;
2. L'évaluation du Système de gestion environnementale et sociale au maroc via :
 - a. L'identification et analyses des textes réglementaires nationaux applicables à la gestion environnementale et sociale ;

- b. L'identification des institutions et parties prenantes impliquées dans la gestion environnementale et sociale du programme ;
 - c. L'évaluation des capacités institutionnelles des parties prenantes ;
3. La vérification de conformité du système national avec les orientations du système de sauvegarde intégré de la Banque portant sur les Financements axés sur les résultats et identification des écarts
4. L'élaboration d'un plan actions à mettre en œuvre, absorber les écarts constatés, et le renforcement des capacités institutionnelles.

Cette évaluation va permettre en premier de s'assurer que la réalisation du programme ne comporte pas de risques majeurs, les impacts négatifs identifiés sont réversibles et atténuables, et que le système national permet l'identification et l'atténuation des impacts du programme.

De sa part, L'évaluation du Système de gestion environnementale et sociale nationale doit permettre de s'assurer qu'il est en conformité avec les sauvegardes opérationnelles du système de sauvegarde intégré (SSI) de la Banque, et de définir les écarts.

La réalisation de l'EESS a adopté une démarche consultative élargie auprès des différentes parties prenantes impliquées dans la réalisation et la gestion du programme, et une collecte d'informations diverses utiles à l'établissement de ce rapport, dont notamment :

- Le dépouillement de la documentation disponible portant sur la politique de la Banque en matière de sauvegarde, et celle relative à l'instrument de financement axé sur les résultats, la documentation relative au programme du gouvernement, les plans et stratégies pour l'amélioration de l'emploi et de la formation professionnelle (Aperçu sur le Plan National de la Promotion de l'Emploi (PNPE), la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE), Stratégie nationale de la Formation Professionnelle (SNFP) ;
- La consultation des documents sur (i) les procédures nationales en matière de gestion environnementale et sociale et les cadres réglementaires s'y rapportant applicables au programme, (ii) les stratégies et plans nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement et les actions de protection sociale ;
- Analyse des capacités des institutions impliquées dans la réalisation du programme, en termes de gestion climatique, environnementale et sociale, (entretiens avec les responsables, et consultation des dossiers d'appel d'offre relatifs à la construction) ;
- Entretien avec les responsables au niveau du Secrétariat d'Etat Chargé du Développement durable;
- Les ateliers et réunions dans le cadre de la mission programmée par la BAD (du 03 au 13 Septembre 2018).
- Validation de l'EESS avec le SEFP, qui portera la réalisation des différents centres et institut de formation tel que prévu par la politique
- Publication du rapport final sur le site de la Banque.

5 Risques et impacts environnementaux et sociaux du programme

L'identification des risques/impacts potentiels associés au programme sur son environnement naturel et humain constitue une étape clé dans l'élaboration de l'étude environnementale et sociale stratégique. Ces impacts seront évalués selon leur nature (positifs ou négatifs) et en fonction du cycle des sous-projets (préparation, travaux et exploitation). Par ailleurs, et suivant les thèmes, cette évaluation sera qualitative ou quantitative, chaque fois que cela sera possible.

Notant que La démarche du Programme axé sur les résultats exclut tout sous-projet posant un risque d'impacts environnementaux et/ou sociaux significatifs et irréversibles. A cet égard, serait exclu de

l'investissement tout sous-projet qui risque d'être classé en catégorie 1 selon de ISS de la banque et qui induira des risques environnementaux et/ou sociaux majeurs

La mise en œuvre de ce programme implique la réalisation de sous-projets de construction et/ou de réhabilitation de centres de formation, qui vont aider à l'opérationnalisation des axes du programme relatif à l'amélioration de la formation et de la qualité du capital humain. Ces centres seront implantés dans un contexte urbain dépourvu d'écosystème d'intérêt et desservi par toutes les utilités nécessaires (alimentation en eau potable, réseau électrique, réseau d'assainissement liquide et le système de collecte et de gestion des déchets solides).

Par ailleurs, il faut spécifier que les emprises des centres/instituts de formation projetés sont relativement limitées. Les terrains alloués aux sous-projets ont deux statuts fonciers : domanial ou propriété de l'état, et aucune expropriation ou déplacement de population n'est prévu dans le cadre du programme.

Le PARAAE a **considéré l'aspect genre**, en assurant l'équité d'accès aux différentes actions du programme entre homme et femme. En effet, les taux des femmes qui profiteront du PARAAE varient au minimum entre 40% et 50% selon le domaine de résultat.

5.1 Impacts positifs et avantages du programme

Le programme aura des impacts positifs, surtout en matière d'avantages sociaux et d'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, le PARAAE contribuera à l'amélioration des revenus dans les ménages par l'accès à l'emploi. De même, il permettra le développement des compétences et leur adaptation aux besoins du marché à travers la formation professionnelle.

Notons que d'une façon indirecte, le programme profitera aux entreprises et aux employeurs publics et privés à la recherche de profil qualifié correspondant aux besoins du marché.

Par ailleurs, le programme permettra le renforcement des capacités institutionnelles des structures décentralisées au niveau régional et local et l'amélioration des infrastructures d'accueil.

La réalisation du PARAAE va induire l'amélioration de la qualité de la formation, le renforcement de la qualité du capital humain pour l'employabilité à travers le renforcement des infrastructures physiques (correspondant aux centres de formation (14) et un institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation), l'insertion dans le marché d'emploi demandeur de compétences spécifiques, l'inclusion sociale, et le renforcement des capacités institutionnelles pour l'exécution et la gestion du programme (Formation d'au moins 700 agents).

Par ailleurs, la dimension genre est intégrée dans le programme PARAAE, en préconisant une égalité d'accès aux différentes activités programmées aussi bien pour les hommes que les femmes (Accès à au moins 210 000 jeunes chercheurs d'emplois dont 50% de femmes au contrat d'insertion ; Augmentation du nombre de bénéficiaires des programmes de soutien à l'employabilité à 66 000 dont 50% de femmes)

5.2 Impacts négatifs identifiés

Le programme PARAAE, présente les impacts environnementaux et sociaux négatif globalement faibles. Il s'agit principalement d'impacts environnementaux et sociaux liés aux chantiers de construction/réhabilitation des centres/instituts de formations. Les impacts négatifs relatifs au programme PARAAE sont identifiés pendant les différentes phases de réalisation du programme.

Phase préparatoire :

Cette phase consiste en la préparation des études techniques et les dossiers d'appel d'offres (DAO) associées à chaque sous-projet du programme.

En se référant à la loi 12-03 sur les études d'impact sur l'environnement (EIE), les sous-projets souscrits dans le programme ne sont pas assujettis à une étude d'impact sur l'environnement. Le risque qui en découle, est l'omission des aspects environnementaux et leur faible prise en charge dans les études techniques préalables

à la construction, et l'absence de clause environnementale dans les dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la construction, de suite de l'absence de l'EIE et du système de suivi et évaluation environnemental.

Ceci dit, il est à souligner que le Département de la Formation Professionnelle qui est l'organisme de tutelle qui veillera sur la réalisation du sous-projet relatifs à la construction des centres/instituts de formation, exige dans le cadre de tout financement par un bailleur de fonds, l'introduction dans les cahiers des dossier d'appels d'offres, de trois clauses pour la protection environnementale et sociale, la fraude et la corruption. Ces clauses stipulent que le fournisseur s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants les normes nationales et internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail applicables au Royaume du Maroc dont les conventions fondamentales ratifiées dans le cadre de l'Organisation Internationale du travail (OIT) ainsi que les conventions internationales en matière d'environnement.

Ainsi cet impact est jugé comme modéré à faible

Phase des travaux et des aménagements

Les impacts environnementaux sont ceux spécifiques aux chantiers de construction et sont similaires pour la majorité des chantiers réalisées en milieux urbains caractérisés par l'absence d'écosystème sensible. Ces impacts sont comme suit :

- Augmentation du niveau de bruit provenant de la circulation des gros engins, et du fonctionnement des engins du chantier (Malaxeur, compresseur d'air, marteaux piqueurs, etc),
- Augmentation des émissions de poussières (circulation, envol des matériaux fins de construction),
- Perturbation de la circulation et des accès initiaux à cause de la présence du chantier et de la circulation des engins,
- Rejets liquides et solides du chantier suite à la présence des ouvriers, de l'entretien et lavage de la machinerie et de la manipulation de produits dangereux sur le chantier,
- Risques santé-sécurité et conditions de travail : risque d'accident (Chute, blessure...), risque d'inhalation de produits dangereux, risque lié au paiement des salaires, couverture sociale, assurance AT, horaires de travail, risques LMNOP (lieu/matériels/nuisance/organisation/personnels).

Tenant compte du contexte décrit plus haut (absence d'expropriation et de déplacement de population, absence d'écosystème d'intérêt) et de l'expérience passée, les risques environnementaux et sociaux prévisibles des travaux sont considérés comme faibles à moyens

Phase exploitation :

Le programme n'aura pas d'impacts environnementaux et sociaux négatifs, vu que toutes les constructions ou réhabilitation programmées seront insérées dans un milieu urbain desservi par les utilités nécessaires, voirie, alimentation en eau potable, réseau d'assainissement, et gestion des déchets solides.

6 MESURES D'ATTENUATION ET DE BONIFICATION DU PROGRAMME

Phase préparatoire :

En phase préparation, les mesures d'atténuation préconisées consistent à

- Intégrer dans les dossiers d'appel d'offres des références aux dispositions des articles du code de travail (loi 65-99 de 2004) notamment l'hygiène et la sécurité des travailleurs.
- Prévoir la préparation d'un Plan de Gestion Environnementale et sociale qui identifie les impacts, les mesures et le niveau d'intervention, et le faire valider par l'autorité compétente.

Ainsi, tous les chantiers relatifs au sous-projet du programme seront soumis à un plan de suivi et de surveillance de la phase chantier qui détaillera les indicateurs de suivi et la périodicité des mesures. Ces plans

spécifiques à chaque sous-projet vont permettre de vérifier l'efficacité des mesures d'atténuation préalablement proposées et les ajuster en cas de problème.

Phase des travaux et des aménagements

En phase chantier, les mesures d'atténuations relatives aux impacts négatifs sont :

- Pour le bruit : Respecter les horaires de travail, mettre en place des mesures de contrôle régulier de l'intensité du bruit, installer les limiteurs de bruit sur les échappements des engins tels que le compresseur d'air, port des équipements de protection individuelle (EPI) par les ouvriers, et éventuellement construire un mur anti-bruit si proximité il y a par rapport à une zone sensible (Ex Hôpital),
- Pour les émissions de poussières : utilisation des abats poussière, l'arrosage des pistes et autres accès, stockage convenable des matériaux de construction, bâchage des camions et des matériaux, et port des EPI par les ouvriers ;
- Pour la perturbation de la circulation et des accès : mise en place un plan de circulation et de signalisation, éviter les stationnements des engins en dehors de l'emprise du chantier ;
- Pour le rejets liquides et solides du chantier : la mise en place de toilettes mobiles, d'un système de récupération des eaux usées de lavage ou d'entretien des engins, la mise en place d'un plan de gestion des déchets aussi bien ménagers et assimilés que dangereux (collecte et rejets au niveau des bacs destinés à cette fin sur le chantier pour les déchets ménagers qui seront mis en décharge par les services communaux, gestion déléguée des déchets dangereux par des sociétés spécialisées) et suivi des déchets dangereux par le biais d'un bordereau de suivi;
- Pour la gestion du risques santé-sécurité, et conditions du travail : application du code de travail et des bonnes pratiques en matière de santé-sécurité des chantiers, désignation d'un responsable Hygiène-Sécurité sur le chantier, Port des EPI, présence d'une infirmerie pour les premiers soins et intervention.

7 Evaluation des systèmes nationaux de gestion environnementale et sociale du programme

7.1 Evaluation du Système de gestion environnementale

Le Maroc dispose d'un arsenal juridique important concernant la gestion environnementale et sociale et l'évaluation des impacts des projets de développement, qui adopte des mesures d'anticipation, de prévention et d'atténuation à même d'éliminer et réduire les impacts négatifs de ces projets, et assurer leur viabilité dans une perspective de développement durable.

Le système national de gestion environnementale a connu une évolution depuis la promulgation de la loi 12-03 sur les études d'impact sur l'environnement, par l'adoption de ses décrets d'application relatifs aux attributions du Comité National des Etudes d'impact(CNEI) et les Comités Régionaux des Etudes d'Impact (CREI), et le décret relatif aux modalités de déroulement de l'enquête publique.

L'adoption en 2014 de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable n'a fait que renforcer ce système, et la mise en œuvre des objectifs de développement durable. La promulgation du décret d'application de la loi cadre portant charte nationale de l'environnement et du développement durable, relative à la police de l'environnement a permis de procéder à la vérification de la mise en œuvre des bonnes pratiques environnementales, et des mesures préconisées dans l'EIE au cours du cycle des projets.

Pour les projets qui sont soumis à une EIE, la validation de cette dernière et la délivrance d'une attestation d'acceptabilité environnementale est un processus obligatoire pour l'obtention de toute autorisation de construire. L'attestation d'acceptabilité environnementale est délivrée par le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable après l'examen et validation de l'EIE par le comité compétent.

La consultation des parties prenantes dans le processus de préparation et de revue de l'EIE se fait sous la forme d'une « enquête publique ». En effet, L'Article 9 de la Loi 12-03 met l'accent sur la nécessité de l'information et de la consultation de la population, et stipule que : « Chaque projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement donne lieu à une enquête publique. Cette enquête a pour objet de permettre à la population concernée de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement et de recueillir leurs observations et propositions y afférente. Ces observations et propositions sont prises en considération lors de l'examen de l'étude d'impact sur l'environnement. ». A cette fin, l'article 10 la Loi 12-03 pose le principe de l'accès des parties prenantes à l'information relative à l'EIE « L'administration doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les informations et les conclusions afférentes à l'étude d'impact sur l'environnement soient accessibles au public durant la période de l'enquête publique. ». Le Décret d'application de la loi 12-03, n° 2-04-564 fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement. L'enquête publique est une procédure administrative, au cours de laquelle on recueille l'avis de la population à travers un registre mis à sa disposition au niveau des communes concernées par le projet, accompagné d'un dossier d'enquête publique constitué d'un résumé non technique en arabe et en français, une fiche technique du projet en arabe et en français et un plan de situation. Elle est déclenchée par arrêté. L'information de la population se fait par publication de cet arrêté dans les journaux et par affichage au niveau des communes, 15 jours avant d'entamer l'enquête.

Pour les projets soumis à l'EIE, le suivi du projet se fait en se basant sur le Programme de Suivi et de surveillance Environnementale et Sociale (PSSE), un chapitre du rapport de l'EIE. Ce plan représente l'engagement du développeur à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des impacts identifiés et transcrit dans le cahier des charges des entreprises.

En se référant à la liste des projets assujettis à l'EIES dressée par la loi, on remarque que les sous-projets du programme PARAAE ne sont pas assujettis à l'EIE. Toutefois, en se basant sur les exigences du SSI de la banque, les sous-projets composant le programme PARAAE sont de catégorie 2 et chacun d'entre eux est soumis à un PGES spécifique qui sera validé par les autorités et intégré sous forme de clauses environnementales et sociales, aux cahiers des charges des entreprise de construction. .

Il faut noter aussi que la procédure nationale ne valide pas le Programme de Suivi et de surveillance Environnementale et Sociale dont le contenu est équivalent au contenu au Plan de Gestion Environnemental et Social, que dans le cadre d'une validation de l'EIE.

Pour contrecarrer cette lacune, le Programme, en concertation avec la SEDD, Division des Evaluations Environnementales, doit exiger l'élaboration des EIES pour tous les sous-projets de construction. La validation de ces études permettra la délivrance de l'attestation d'acceptabilité environnementale et la validation du Programme de Suivi et de surveillance Environnementale et Sociale (PSSE) et son transcription dans les cahiers des charges des entreprises.

En matière de gestion sociale, le Maroc dispose d'un cadre légal exhaustif. En particulier, la nouvelle Constitution de 2011 accorde une grande attention à la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes, la présentation de pétitions et l'accès à l'information, la gestion des requêtes. Tous les aspects relatifs à l'information et la participation du public sont garantis, d'une manière globale, par la constitution. Cette dernière accorde une grande attention à : (i) la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes (art 13é, 139) ; (ii) la présentation de pétitions (art 15) ; (iii) l'accès à l'information (art 27) ; (iv) la gestion des requêtes (art 15é). En matière d'équité et de non-discrimination, la Constitution consacre l'égalité femme-homme (art 19), l'accès équitable aux services sociaux, économiques et culturels (section 5) ainsi l'inclusion des personnes à besoins spécifiques (art 34).

Il faut bien noter que l'enquête publique prévue dans le cadre de la validation des EIE, même si elle constitue une démarche d'information et de consultation, ne répond pas bien aux exigences de la Banque en matière de participation des parties prenantes. En effet, l'enquête publique est plus un dispositif d'information du public au sujet des caractéristiques d'un projet et de ses impacts, qu'un mécanisme de consultation visant

l'implication et la participation active du public avec la diffusion large de l'information, et l'approche participative des différentes parties prenantes dans un projet (Population, société civile, administration, etc).

La loi Organique n° 113-14 relative aux communes consacre (i) le renforcement de la démocratie locale, (ii) l'élargissement du rôle des collectivités territoriales dans le développement, (iii) le renforcement de la participation des parties prenantes et (iv) la mise en œuvre des principes et règles de la bonne gouvernance comme prévue par la Constitution. Conformément aux articles 119 et 120 de cette loi, les communes sont tenues de mettre place et instaurer dans leur règlement intérieur :

- Des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation avec la participation des citoyens (y inclus les femmes) et de la société civile à l'élaboration du plan d'action de la commune et,
- La mise en place du « comité consultatif de la parité, de l'égalité des chances et l'approche genre ».

En matière de gestion des plaintes et réclamations, le programme PARAAE, s'appuiera sur deux de Mécanisme de gestion de plaintes :

- Le portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations
- Le mécanisme de gestion des plaintes au niveau des communes. En effet, la commune reçoit les plaintes au niveau du bureau des plaintes, concernant les infractions au niveau des chantiers. Ces plaintes concernent le non-respect des horaires de travail, l'entrave à la circulation publique, les stationnements en dehors des aires dédiées au chantier, accumulation des déchets en dehors du chantier, le dégagement des poussières ou gaz d'échappement des engins, etc. La commune gère les plaintes en collaboration avec les responsables chantier, et remédie à toutes les infractions à travers l'information du responsable chantier et l'émission de l'ordre de satisfaire la demande de la population.

8 Cadre institutionnel de la gestion environnementale et social du programme.

Sur le plan institutionnel, les institutions impliquées dans la gestion environnementale témoignent de grandes compétences, et jouissent d'une grande expérience dans le domaine de protection de l'environnement et du développement durable.

Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable, au sein du Ministère de l'Énergie, des Mines, et du Développement Durable (MEMDD), constitue l'institution principale de coordination en matière d'environnement. Il est appuyé par d'autres institutions et ministères impliqués dans la protection de l'environnement, et qui sont des membres permanents dans les comités d'examen et de validation des études d'impact.

Par ailleurs, la loi Organique 113-14 sur les communes, stipule au niveau de l'article 83 que la commune a la compétence partagée avec l'état pour la protection de l'environnement. L'article 100 attribue au président de la commune la responsabilité de veiller à la salubrité du milieu, et d'organiser la circulation, le roulage et le stationnement sur les voies publiques.

La mise en œuvre du programme est confiée au Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle qui sera le Chef de File, et le Département de la Formation Professionnelle qui mettra en œuvre les activités inscrites dans son programme de performance. Il se chargera ainsi de la réalisation des infrastructures physiques programmées dans le cadre du PARAAE, qui sont la construction et la réhabilitation des centres de formation et de l'institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation. Le MTIP et le DFP, délèguent la construction et la gestion des chantiers de construction au Ministère de l'Équipement dans le cadre du contrat cadre qui les lie, En effet, en cas de délégation, le DFP transmettra au contractant les exigences environnementales et sociale à respecter et à faire respecter par les différents intervenants, et veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées dans le PGES.

La diversité des institutions impliquées dans le suivi environnemental et social du programme et le manque de maîtrise des procédures de gestion environnementale et sociale au niveau des acteurs de ces institutions constituent les faiblesses du cadre institutionnel de la gestion environnementale et sociale du programme. Ainsi, le programme a prévu la mise en place d'une Unité de Gestion de projet au niveau du DEF avec nomination d'un point focal pour le volet environnemental et social. Le personnel de cette unité de gestion du projet suivra des cycles de formation en matière de gestion environnementale et sociale des projets pour mener à bien leur mission.

L'Unité de Gestion prévue d'être implantée au niveau du DFP aura comme mission d'ordonner la réalisation des études d'impact environnemental et social, la validation de ces études EIE par le Comité Régional des Etudes d'Impact relevant du SEDD et l'obtention de l'attestation de l'acceptabilité environnementale. Cette unité assurera aussi à travers le point focal le suivi de la mise en œuvre des mesures transcrites dans le PGES.

9 Plan d'action

Pour appuyer les impacts positifs du programme mais aussi dans le but de combler les lacunes réglementaires et/ou institutionnelles identifiées par l'ESES, le Programme devrait considérer des mesures spécifiques qui consistent à :

- préparer un guide aux futurs entrepreneurs pour les informer sur les modalités de la gestion environnementale et sociale dans leur secteur d'activités. Ce guide renfermera entre autres une fiche de diagnostic environnemental et social simplifié qui permettra au futur promoteur de connaître les exigences de la réglementation nationale applicable à son projet. Le guide fera partie du manuel des opérations prévue dans le cadre du programme,
- sensibiliser les futurs entrepreneurs sur la vulnérabilité de leurs projets par rapport aux changements climatiques par la vulgarisation la politique du Maroc dans le domaine de gestion des risques climatiques et le développement durable et la promotion des énergies renouvelables
- la préparation d'une étude d'impact environnemental et social spécifique à chaque sous-projet de construction. Cette EIE sera assortie d'un Programme de Suivi et de surveillance Environnementale et Sociale (PSSE) (équivalent au Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)) pour répondre aux exigences des sauvegardes opérationnelles de la banque.
- Le Suivi et le reporting du volet environnemental et social et intégration des résultats dans le système d'information conçu dans le cadre du programme
- dispenser une formation sur le système de gestion environnementale et sociale au niveau des institutions impliquées dans la mise en œuvre du programme,
- renforcer la mise en œuvre et le suivi du système par la désignation d'un point focal chargé du volet environnemental et social. Le point focal environnemental et social sera rattaché à l'unité de gestion du programme et formé sur le système de gestion environnemental et social et sur les outils de mise en œuvre des PGES. Sa mission est d'assurer en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes : la coordination et le suivi de la mise en œuvre du plan d'action proposé dans le cadre de cette EESS, la collecte et la centralisation de toutes les informations relatives au suivi-évaluation des chantiers (mise en place des mesures, suivi des plaintes, etc.), et l'intégration des données au niveau du système d'information ainsi que le reporting.

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME

La Banque Africaine de Développement (BAD) a mené une Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS) dans le cadre de la préparation de l'opération d'appui Prêt-Programme basé sur les résultats pour l'amélioration de l'emploi et le développement des compétences au Maroc.

L'appui financier de la BAD dans le cadre de ce programme se fait en co-financement avec le Millenium Challenge Corporation (MCC) dans le cadre du fonds Charaka et du projet « Education et formation pour l'employabilité géré par le Millenium Challenge Account (MCA) ; Les contributions respectives sont comme suit : BAD 85MEuros, MCA : 88MEuros. Son objectif de développement est l'amélioration des conditions de vie des populations marocaines et la cohésion sociale par l'emploi et le développement des compétences pour l'employabilité. Il vise aussi à travers cette opération, le renforcement des capacités institutionnelles pour l'exécution du programme, la gouvernance et les pratiques opérationnelles du pays dans le domaine de l'emploi.

Le programme s'articule autour de trois domaines de résultats (i) réduire le chômage des jeunes et des femmes à travers l'amélioration de la qualité et la pérennité de l'emploi dans les régions et en zones rurales ; (ii) Renforcer la qualité du capital humain pour l'employabilité et l'inclusion sociale ; (iii)renforcer les capacités pour l'exécution du programme.

1.2 OBJECTIFS DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EESS)

Conformément à la politique de la banque pour les programmes et financements axé sur les résultats (FAR), une étude Environnementale et sociale stratégique a été élaborée pour permettre :

1. L'évaluation des risques et impacts pouvant découler du programme, portant sur tous les sous-projets en faisant parties, au cours des différentes phases de leur réalisation, et proposer les mesures de bonification pour les impacts positifs, et les mesures d'atténuation ou de compensation pour les impacts négatifs identifiés ;
2. L'évaluation du Système de gestion environnementale et sociale au maroc via :
 - a. L'identification et analyses des textes réglementaires nationaux applicables à la gestion environnementale et sociale ;
 - b. L'identification des institutions et parties prenantes impliquées dans la gestion environnementale et sociale du programme ;
 - c. L'évaluation des capacités institutionnelles des parties prenantes ;
3. La vérification de conformité du système national avec les orientations du système de sauvegarde intégré de la Banque portant sur les Financements axés sur les résultats et identification des écarts
4. L'élaboration d'un plan actions à mettre en œuvre, absorber les écarts constatés, et le renforcement des capacités institutionnelles.

Encadré 1 : Consistance d'une EESS

Une EESS doit répondre aux attentes suivantes :

1-Evaluation globale des risques et impacts pouvant découler du programme, portant sur toutes les actions et sous-projets en faisant parties;

2-Evaluation du Système de gestion environnementale et sociale via:

- L'identification et analyses des textes réglementaires nationaux applicables à la gestion environnementale par rapport aux exigences SSI;
- L'identification des institutions et parties prenantes impliquées dans la gestion environnementale du programme;
- L'évaluation des capacités institutionnelles;

3- Evaluation du système de gestion sociale à travers:

- L'identification et l'analyse des textes réglementaires et procédures de gestion sociale;
- L'identification et évaluation des capacités des institutions et parties prenantes impliquées dans la gestion sociale du programme

4- Proposition d'un plan d'action pour absorber les écarts constatés, et le renforcement des capacités institutionnelles.

Le Prêt-Programme axé sur les résultats (PPR) de par sa nature, appuie les programmes de développement en mettant l'accent sur les résultats et les systèmes, en liant les décaissements aux résultats et en utilisant et améliorant si besoin les systèmes du programme, pour s'assurer que les fonds sont utilisés adéquatement pour atteindre les résultats escomptés de durabilité environnementale, sociale et économique. Ceci est réalisable en agissant en amont par l'évaluation des risques et impacts potentiels du programme, et en analysant les systèmes de gestion environnementale et sociale nationaux au préalable².

Ainsi, cette EESS va permettre dans un premier temps de faire une évaluation globale des risques et impacts potentiels du programme et des projets qui en découlent, en faisant une analyse exhaustive de toutes les actions prévues d'être réalisées dans le cadre du programme, et de s'assurer que ces impacts seront évités ou atténués par les mesures proposées à cette fin.

Elle permettra aussi de mettre en valeur les impacts positifs, les optimiser et de proposer des mesures de bonification.

En deuxième lieu, l'évaluation des systèmes de gestion environnementale et sociale(ESGES) par rapport aux exigences énoncées au niveau du SSI de la banque est faite pour analyser et évaluer leur conformité, et proposer en cas d'écart des actions de mise à niveau et de renforcement des capacités des institutions impliquées dans la gestion environnementale et sociale du programme.

L'évaluation du système de gestion environnementale doit être focalisée sur

- L'assurance d'asseoir la durabilité du programme, et de gérer les impacts et risques négatifs potentiels liés à la réalisation du programme et des projets y afférents, telles que les constructions ou les réhabilitations programmées ;

² Document politique du groupe de la Banque relative à l'instrument de financement axé sur les résultats

- Mécanisme d'identification et évaluation des impacts sur l'environnement, et la mise en œuvre des mesures d'atténuation ;
- Les outils de protection de l'environnement tels que le cadre juridique et institutionnel en relation avec la nature du programme.

Par ailleurs l'évaluation du système de gestion sociale, doit permettre de ressortir les forces et faiblesses du système national par rapport aux exigences SSI concernant les aspects suivants :

- Le mode d'acquisition des terres pour la construction des projets de centres de formation et des instituts à gestion déléguée ;
- Les procédures d'accès à la formation et à l'emploi ;
- Les mécanismes de gestion des doléances des populations concernant l'accessibilité à la formation et à l'insertion professionnelle s'il y a lieu ;
- L'équité sociale et territoriale dans la définition des bénéficiaires.

L'ESGES porte sur l'analyse : (i) du cadre législatif et réglementaire : lois, réglementations, procédures, etc. ; et (ii) de la capacité des institutions concernées par le Programme à mettre en œuvre efficacement les systèmes de gestion environnementale et sociale (le « système tel qu'il est appliqué dans la pratique »). Elle identifie et analyse des écarts entre les systèmes nationaux et les principes du SSI s'appliquant au Programme sur les deux niveaux sus-indiqués.

Elle vise, comme précisé auparavant, à identifier les points forts et les faiblesses du système environnemental et social applicable au programme en vue d'identifier les écarts, et les actions nécessaires à l'amélioration de ses performances.

1.3 METHODOLOGIE

La réalisation de l'EES a adopté une démarche consultative élargie auprès des différentes parties prenantes impliquées dans la réalisation et la gestion du programme (voir liste des institutions en annexe), et une collecte d'informations diverses utiles à l'établissement de ce rapport, dont notamment :

- Le dépouillement de la documentation disponible portant sur la politique de la Banque en matière de sauvegarde, et celle relative à l'instrument de financement axé sur les résultats, la documentation relative au programme du gouvernement, les plans et stratégies pour l'amélioration de l'emploi et de la formation professionnelle (Aperçu sur le Plan National de la Promotion de l'Emploi (PNPE), la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE), Stratégie nationale de la Formation Professionnelle (SNFP) ;
- La consultation des documents sur (i) les procédures nationales en matière de gestion environnementale et sociale et les cadres réglementaires s'y rapportant applicables au programme, (ii) les stratégies et plans nationaux en matière de lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement et les actions de protection sociale ;
- Analyse des capacités des institutions impliquées dans la réalisation du programme, en termes de gestion climatique, environnementale et sociale, (entretiens avec les responsables, et consultation des dossiers d'appel d'offre relatifs à la construction) ;
- Entretien avec les responsables au niveau du Secrétariat d'Etat Chargé du Développement durable ;
- Les ateliers et réunions dans le cadre de la mission programmée par la BAD (du 03 au 13 Septembre 2018).
- Validation de l'EES avec le SEFP tel que prévu par la politique
- Publication du rapport final sur le site de la Banque.

Les rencontres avec les institutions qui seront impliquées dans la gestion du programme, a en effet, permis d'évaluer les capacités institutionnelles de ces dernières dans la gestion de l'aspect environnemental et social du programme en général, et des sous projets en particulier.

Des entretiens avec les responsables ont été planifiés, et sont comme suit :

- MEF :
 - Mme OUCIBLE Maria : Chef de Division du Financement Multilatéral le 24 Septembre 2018
- DFP :
 - M.ELHIMRI Brahim : Chef de Division coopération, le 18 Septembre 2018;
 - Mme YAKIOUI Mounia Chef de Service coopération, le 09 Août 2018 ;
 - M.BENDRATE Fouad : Chef de Service Programmation et Budget, le 26 Septembre 2018.
- MTIP :
 - M. ISBAYENE Karim : Directeur de la Coopération, le 07 Septembre 2018 ;
 - Melle BELAID Amal : Chef de Service Coopération, le 07 Septembre 2018.
- ANAPEC :
 - M. ALAOUI ISMAILI Anouar : Directeur Central, le 05 Septembre 2018.
- SEDD :
 - Mme DRISSI Lalla Amina : Chef de Division Evaluation Environnementale ; le 06 et 18 septembre 2018 ;
 - Mme DAMGHI Hanane : Chef de Service Etude d'Impact, le 18 septembre 2018.

2 DESCRIPTION DU PROGRAMME ET DES IMPACTS

2.1 MISE EN CONTEXTE

Le Maroc pays en plein essor économique et développement social, vit encore un contraste prononcé entre les différentes classes sociales et qui entraîne la marginalisation des couches les plus vulnérables, et une disparité territoriale en termes de ressources, d'emploi et de droits vitaux. Pour remédier à cet état de fait, et atteindre les objectifs d'un développement socio-économique équitable et durable, notamment en termes de croissance inclusive, les efforts sont consolidés et le modèle de développement économique est en train d'être repensé.

La constitution de 2011 énonce au niveau du préambule les fondements du modèle de développement marocain, (i) état de droit, (ii) démocratie, (iii) pluralisme, (iv) bonne gouvernance, (vi) société solidaire articulée autour de la sécurité, la liberté, l'égalité des chances, la dignité et la justice sociale.

Le Maroc s'est lancé dans une politique de transformation progressive du tissu productif permettant le renforcement de la résilience de l'économie, l'amélioration du niveau de revenus des ménages et le développement de l'emploi de qualité. Ces efforts se traduisent par des Progress constants, comme le montrent l'évolution de l'indicateur de développement humain du Maroc (IDH), qui est passé de 0,456 en moyenne sur la période 1990-1999 à 0,64 en 2017 et la réduction du taux de pauvreté (6,2% en 2011 contre 4,8 en 2014), seulement le taux de chômage est en constante progression au cours de la période 2002-2016 (9,4% en 2016 contre 8,9% en 2011).

En continuité des programmes et politiques auparavant mis en œuvre (EX: INDH, Programmes axés sur les résultats de l'Agence de Développement Social (ADS), et autres), le Maroc consolide avec succès son modèle de développement économique pour atteindre ses objectifs notamment, en terme de croissance inclusive.

Pour réussir l'atteinte des objectifs de développement, le point focal est le capital humain, et la place de la formation et de l'éducation est fondamentale dans la reconstruction du modèle de développement marocain, aussi bien dans sa dimension économique que sociale

Dans cette vision, le programme du gouvernement vise à prendre en charge la problématique de l'emploi et le développement des compétences et qualifications qui s'articule autour de deux axes stratégiques (i) le développement du modèle économique et la promotion de l'emploi et du développement durable, et (ii) le renforcement de développement humain et de la cohésion sociale et territoriale.

Cette volonté s'est déclinée en 2 stratégies complémentaires : la Stratégie Nationale de la Formation Professionnelle (SNFP) (2016-2021), et le Plan National de Promotion de l'Emploi (PNPE), qui opérationnalise la Stratégie Nationale de l'Emploi (SNE) (2015-2025).

Le gouvernement se donne pour ambition de créer 200.000 emplois dans le cadre du PNPE qui s'articule autour de cinq axes (i) Promouvoir la création d'emploi en apportant le soutien à l'investissement productif et à l'entrepreneuriat ; (ii) assurer l'adéquation entre Enseignement/Formation et les besoins du marché du travail ; (iii) renforcer les programmes les plus dynamiques et intermédiaires pouvant booster l'emploi ; (iiii) améliorer les conditions du travail des employés ; (iiiiii) et dans la dimension régionale de l'emploi, généraliser les programmes de promotion de l'emploi à l'ensemble des régions.

La SNE propose une approche innovante mettant l'emploi au centre de l'action publique, et adoptant une approche globale intégrant les dimensions économiques, financières, budgétaires et institutionnelles prenant en compte toutes les faiblesses et déficits de l'emploi, et des classes vulnérables à ces déficits. Elle ambitionne de concrétiser le droit à l'emploi en conformité avec la constitution et adopte une nouvelle approche de développer la création d'emplois suffisants et de qualité, notamment pour les jeunes et corriger les inégalités entre les sexes et les territoires.

Le PNPE qui opérationnalise la SNE comprend quatre sous-programme : (i) sous-programme 1 : emploi et observation du marché du travail, (ii) sous-programme 2 : travail (dialogue social,) ; (iii) sous-programme 3 : Protection sociale des travailleurs ; (iv). Sous-programme 4 : Pilotage et appui (Renforcement des capacités

des acteurs régionaux et autres intervenants dans le déploiement du PNPE, et mise en place des dispositifs régionaux).

La Stratégie Nationale de la Formation Professionnelle 2021(SNFP), quant à elle est un axe important du programme du gouvernement. Ses objectifs et axes vont de pair avec les orientations et piliers de la vision stratégique de réforme 2015-2030 du Conseil Supérieur de la Formation et de la Recherche Scientifique (CSEFRS), stipulant l'instauration d'un système plus ouvert avec une offre de formation plus étendue et plus inclusive. , la SNFP vise à : (i) garantir le droit à la formation professionnelle pour tous et tout au long de la vie ; (ii) maximiser l'insertion professionnelle par l'amélioration continue de la qualité de la formation ; (iii) renforcer l'intégration de l'enseignement général et la formation professionnelle; et (iv) améliorer l'efficacité et l'efficience du système. Au plan opérationnel, elle est déclinée en trois sous-programmes de performance : sous-programme 1FP : Conduite et pilotage du système de la formation professionnelle ; sous-programme 2 FP : Développement et appui à la mise en œuvre de l'offre de formation ; sous-programme 3 FP : Soutien et services polyvalents.

Pour l'opérationnalisation de ses programmes, le Maroc a fait appel à la Banque Africaine de Développement (BAD), pour un appui budgétaire ; Cette dernière en tant qu'acteur d'appui au développement et au progrès social durables de ses états membres régionaux, intervient dans le cadre de son nouvel instrument de financement dit Financement axé sur les résultats, pour cofinancer ce programme avec le Fond Charaka du Millenium Challenge Corporation (MCC).

La Banque à l'instar des autres banques multilatérales de développement (BMD) ont bien compris que, pour que des résultats de développement durable soient atteints, il leur était nécessaire d'aider les pays dans l'examen attentif des actions de développement qu'ils envisagent, de façon à gérer les risques et impacts négatifs potentiels de ces dernières du point de vue social et environnemental. L'approche de la Banque africaine de développement va bien au-delà de la gestion des risques et des impacts négatifs – la Banque conçoit ses interventions dans les pays africains dans la perspective de promouvoir une croissance inclusive et verte qui améliorera la vie des personnes, dans un environnement sûr et durable (Extrait du mot du premier Vice-président et directeur d'exploitation BAD, en avant-propos du Document sur le SSI de la BAD).

Pour son engagement dans les projets et programmes, la Banque Africaine de Développement exige que les emprunts se conforment aux nouvelles procédures d'évaluation environnementale stratégique, qui établissent les outils à respecter afin d'assurer la viabilité environnementale et sociale des projets financés, et se conformer au Système de Sauvegarde intégrée (SSI), pour assurer une durabilité et un développement vert.

L'intervention de la Banque via le programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi (PARAAE), rejoint les objectifs du gouvernement définis ou reflétés au niveau des différents documents des plans et stratégie, et a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des citoyens en général, et en particulier des femmes, des jeunes et des plus vulnérables, selon 2 axes :

- Appui au renforcement de la cohésion sociale par l'emploi ;
- Amélioration du capital humain par le développement et la valorisation des compétences, et l'inclusion sociale.

Encadré 2 : Axes de Développement du PARAAE

Les deux axes du PARAAE sont comme suit :

Axe 1 : Appui au renforcement de la cohésion sociale par l'emploi, décliné comme suit :

- Appui à la territorialisation du plan national de l'emploi. Appui à l'intermédiation sur le marché de l'emploi et développement des programmes actifs d'emploi, y compris le soutien à l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes ;
- Renforcement des capacités des acteurs nationaux et régionaux dans la mise en œuvre du plan national de promotion de l'emploi ;
- Protection sociale des catégories vulnérables en milieu de travail.

Axe2 : Amélioration du capital humain pour le développement des compétences et l'inclusion sociale

- Adéquation Formation-Emploi à travers le soutien à l'extension du dispositif de formation professionnelle FP, impliquant le secteur privé à travers les centres sectoriels en régime de gestion déléguée et la formation par apprentissage à travers les centres de formation intra-entreprises.
- Mise en place d'un institut de formation ;
- Appui aux dispositifs de prise en charge des déscolarisés ;
- Appui à la formation professionnelle pour les personnes en situation de handicap ;

Renforcement de l'accès inclusif aux soins de santé dans les régions défavorisées

Ce programme fera l'objet d'une évaluation environnementale et sociale stratégique, conformément aux exigences de la Banque définies dans le Système de Sauvegarde Intégré (SSI).

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME AXE SUR LES RESULTATS POUR L'AMELIORATION DE L'ACCES A L'EMPLOI (PARAAE)

2.2.1 Description du programme

Le programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi (PARAAE), vise l'amélioration des conditions de vie de la population, l'absorption des disparités territoriales, et l'équité sociale, à travers des actions œuvrant dans le sens de promouvoir l'emploi et l'entrepreneuriat, assurer l'adéquation entre formation et marché de l'emploi, améliorer les conditions de travail, accès à la couverture sociale. Le programme est articulé autour de trois domaines de résultats³.

Domaine de Résultat 1. Faciliter l'accès à l'emploi aux des jeunes et des femmes et améliorer la qualité et la pérennité de l'emploi dans les régions. Les activités inscrites sous ce domaine permettront d'élargir l'accessibilité des services d'intermédiation sur le marché du travail au profit des chercheurs d'emplois en particulier les plus défavorisés en zone péri-urbaine et dans les régions de l'intérieur du pays d'une part et de contribuer au développement de nouveaux programmes actifs d'emploi d'autre part. Deux thèmes ont été retenus dans ce domaine de résultat :

Domaine de Résultat 2 : Améliorer le capital humain pour l'employabilité et la qualité de la main d'œuvre. Il est attendu de ce domaine de résultat la mise en place de centres régionaux de développement des compétences et de l'emploi, la construction de centres de formation placés dans le cadre de partenariats public-privé axé sur un mode de pilotage par la demande du secteur privé (PPP) et la création d'au moins 60 000 place additionnelles de la PF.

- Construction ou réhabilitation de quatre centres de formation professionnelle en entrepreneuriat, métier du social et paramédical au niveau de Casablanca, Rabat, et Kenitra, les fiches techniques du

³ Rapport d'évaluation du Programme axé sur les résultats pour l'amélioration de l'accès à l'emploi (PARAAE) ; BAD Septembre 2018

centre de formation en entrepreneuriat, du centre de formation en métiers du social, sont jointes en annexes

- Construction d'un institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation à Tamesna ;
- Construction ou réhabilitation de dix centres sectoriels en régime Partenariat Public-Privé (PPP) dans le cadre du programme Charaka MCA Maroc

Domaine de Résultat 3 : Renforcer les capacités pour l'exécution du programme. Les activités retenues sous ce domaine de résultats visent à combler les lacunes identifiées dans les domaines de la gouvernance sectorielle, de la gestion fiduciaire, du suivi et du suivi évaluation du programme et des actions de mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système pays en matière de sauvegarde environnementale et sociale.

Le programme est de portée nationale et sera opéré prioritairement dans les zones péri-urbaine et rurales en complémentarité avec le programme du gouvernement pour les 2 aspects : (i) faciliter l'accès aux services d'intermédiation sur le marché du travail et le développement de nouveaux programmes actifs et simples ; (ii) faciliter l'accès inclusif à la formation qualifiante pour les jeunes et les femmes ruraux, et l'amélioration de la qualité de la formation. Le tableau ci-dessous résume la portée géographique du programme PARAAE par domaines de résultat.

2.2.2 Portée géographique du programme

Le programme est de portée nationale, concerne les 12 régions du Maroc sans restriction, et sera opéré prioritairement dans les zones péri-urbaine et rurales

Tableau 1 : Portée géographique du programme PARAAE par domaine de résultat

Domaine de Résultat 1.
Accroître l'accès aux services d'intermédiation sur le marché du travail et développer de nouveaux programmes actifs d'emploi
<ul style="list-style-type: none"> • 12 régions • Zones périurbaines et rurales
Contribuer à l'accompagnement des stratégies sectorielles, à la territorialisation du PNPE et aux initiatives régionales et locales en matière de création d'emploi
<ul style="list-style-type: none"> • 06 régions • National
Domaine de Résultat 2..
Développer les compétences pour l'employabilité et l'accès à l'emploi à travers une implication accrue du secteur privé dans les dispositifs de formation
<ul style="list-style-type: none"> • National • Secteurs porteurs
Faciliter un accès inclusif à la formation qualifiante pour les jeunes et femmes ruraux et améliorer la qualité de la formation
<ul style="list-style-type: none"> • 12 régions • Zones périurbaines et rurales • Priorisation des femmes
Domaine de résultats 3.
Améliorer le pilotage et le suivi-évaluation du programme
<ul style="list-style-type: none"> • Appui spécifié par ligne budgétaire
Renforcer les capacités des structures impliquées dans l'exécution du programme
<ul style="list-style-type: none"> • Priorité accordée aux régions et aux acteurs de la société civile • Focalisation sur les besoins prioritaires des structures en charge de l'exécution du programme

Tableau 2: Articulation des domaines de résultats aux piliers du programme gouvernemental

Domaines de résultats/Piliers de la SNE	Pilier 1 : Création d'emploi	Pilier 2 : Efficacité des Programmes actifs d'emploi	Pilier 4 : Valorisation du Capital Humain
Domaine de résultats 1 : faciliter l'accès à l'emploi aux jeunes et aux femmes et améliorer la qualité et la pérennité de l'emploi dans les régions et en zone rurale	180 000 jeunes demandeurs d'emplois dont au moins 50% de femmes ont bénéficié d'un contrat d'insertion	26 000 dont au moins 50% de femmes bénéficient du Taehil. Soutien à plus de 2000 jeunes entrepreneurs qui seront incubés et installés à leur propre. 7000 chercheurs d'emplois s'insèrent grâce un encadrement de proximité des associations dans les régions et en zone rurale	Mise en place de trois Centres de développement des compétences et de l'emploi dans trois régions
Domaine de résultats 2 : améliorer le capital humain pour l'employabilité et la qualité de la main d'œuvre	Accroissement du taux d'insertion des lauréats de la formation à 68% Programmes axés sur la valorisation des compétences professionnelles acquises en entreprise. Intégration de l'éducation entrepreneuriale dans les programmes de formation	Augmentation des stagiaires de la FP placés en milieu professionnel (alternance et apprentissage) de 29% à 35% Accroissement à 111000 du nombre de bénéficiaires de la formation qualifiante	Création et mise en place 10 centres de FP gérés dans le cadre de partenariats public-privé axé sur un mode de pilotage par la demande du secteur privé. Création d'au moins 70 000 places de la PF Mise en place de l'institut national de formation des formateurs de la formation professionnelle
Domaine de résultats 3 : renforcer les capacités pour l'exécution du programme.	<ul style="list-style-type: none"> - Appui méthodologique à la préparation et à la mise en œuvre des plans régionaux de l'emploi - Soutien au renforcement des capacités des institutions en charge de l'exécution du programme - Développement d'outils de suivi, d'évaluation et de communication du programme - Elaboration d'un manuel des opérations. 		

Le programme s'étale sur quatre années fiscales allant de septembre 2018 à décembre 2021. Le coût total s'élève à 2401 M Euros, avec une contribution de la Banque à hauteur de 85M Euros soit 3,5% du montant total, et 88M Euros qui seront financés par le Millenium Challenge corporation (MCC) dans le cadre du programme Charaka qui rentre dans le cadre du développement du projet «*Éducation et formation pour l'employabilité*», à travers MCA Maroc.

Tableau 3 : coût total du programme 4

Source	Montant	Pourcentage du total
Gouvernement	331,7 M Euros	65,87%
Banque (<i>Prêt BAD</i>)	84 M Euros	16,67%
MCA	88 M Euros	17,46%
coût total du programme	503 M Euros	100%

2.2.3 PRINCIPAUX PARTENAIRES ET AGENCES DE MISE EN ŒUVRE DU PARAAE

La mise en œuvre du PARAAE impliquent plusieurs partenaires et agences dont les interventions sont déterminées en fonction des prérogatives de chacun. Les institutions impliquées dans la gestion du programme :

- Le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle (MTIP) est désigné Le Chef de File du programme. Le MTIP et ses structures rattachées (l'Agence nationale de promotion de l'emploi et des compétences (ANAPEC) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNCS)) sera chargé de la mise en œuvre des activités liées à l'emploi. L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT), principal opérateur de la formation professionnelle se chargera de l'exécution des activités de création des établissements et la formation en milieu professionnel ainsi que du développement partenariat public-privé (PPP) et rendra compte au Département de la Formation professionnelle (DFP).
- Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) qui se chargera de l'appui politique et budgétaire du MTIP.
- Le Département de la Formation Professionnelle DFP, qui sera responsable de la mise en œuvre des activités relatives à l'amélioration du capital humain pour l'employabilité et la qualification de la main d'œuvre. A cet effet, il exécutera toutes les activités retenues par le FAR dans le cadre du Développement et appui à la mise en œuvre de l'offre de formation.
- D'autres acteurs sont impliqués dans le PARAAE, telle la société civile représentée par les associations qui accompagneront les chercheurs d'emploi, les Conseils régionaux et les employeurs, les porteurs de projet et les demandeurs d'emploi.

La liste des différents ministères, bailleurs de fonds et société civile est jointe en annexe. Le programme FAR sera coordonné par un comité de pilotage intersectoriel présidé par le MEF et travaillera en collaboration étroite avec les deux unités de gestion opérationnelle (UGO) logées dans le MTIF et le DFP. Le comité intersectoriel sera chargé de :

- Superviser l'ensemble des activités liées à la mise en œuvre des trois domaines de résultats d'une part et s'assurer du renforcement des capacités pour l'exécution du programme d'autre part ;

⁴ Source : Rapport d'évaluation du PARAAE

- Assurer la coordination technique globale et le suivi-évaluation du programme en partenariat avec le MTIF et le Département de la formation professionnelle ; et
- Préparer les rapports périodiques d'exécution du programme.

L'unité interne de suivi comprendra un coordonnateur des activités de la FP, un chargé de suivi évaluation et un responsable de l'exécution budgétaire.

Enfin l'Inspection générale de finances (IGF) sera l'agence de vérification, et à ce titre elle se chargera de vérifier les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs, conformément aux Indicateurs Liés aux Décaissement retenus. La vérification de l'IGF s'appuiera sur l'analyse de la documentation fournie par les départements sectoriels et les visites d'inspection physique sur le terrain. Cet audit technique vérifiera :

- La qualité des données et documents transmis ;
- L'exactitude des données transmises par les départements sectoriels ;
- La fiabilité des sources et des systèmes d'information en place ;
- La documentation pertinente et les procédures mis en place pour le suivi régulier des sept ILDs retenus ;
- Les preuves de réalisation des activités inscrites dans le cadre du plan d'actions.

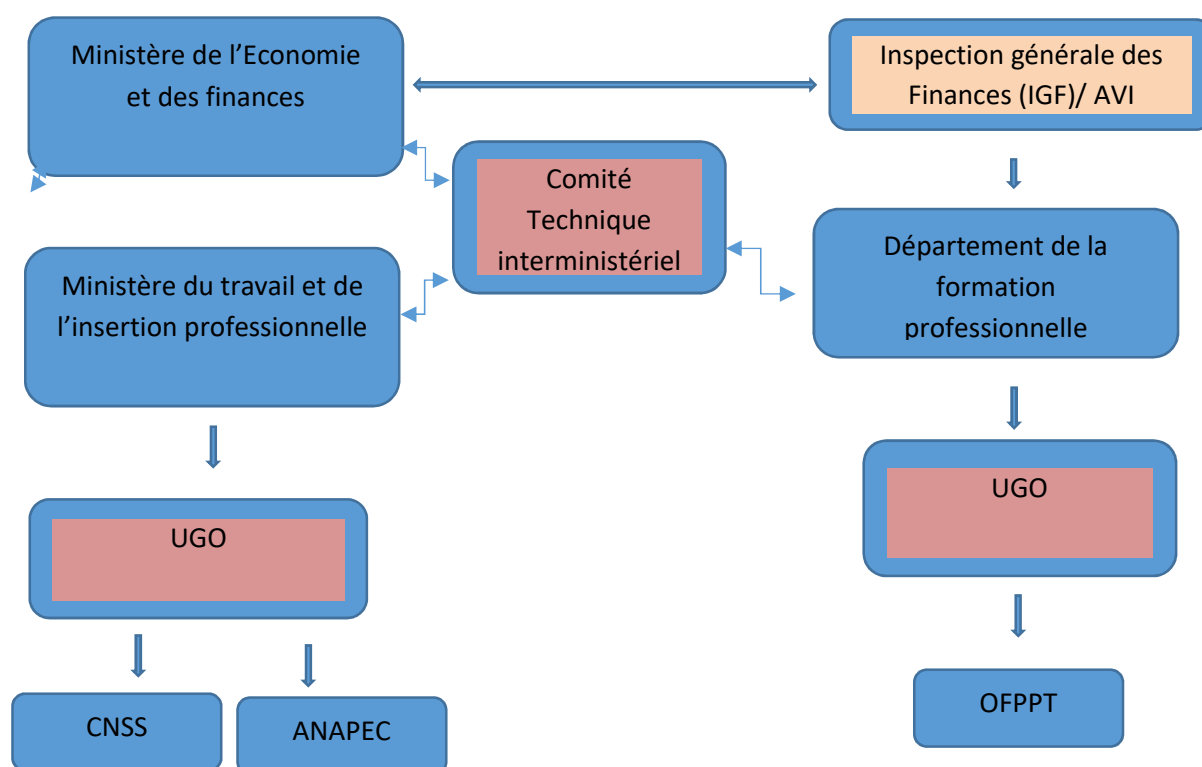


Figure 1 : Cadre institutionnel de mise en œuvre du Programme

2.3 IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROGRAMME

2.3.1 Impacts environnementaux et sociaux positifs du programme

Les investissements prévus dans le PARAAE, se feront pour l'appui d'un plan national ambitieux dont l'objectif principal est de s'inscrire dans un développement socio-économique porteur et bénéfique aux populations pour assurer une équité sociale comme stipulé par la constitution.

Les activités convergent toutes vers l'amélioration de l'employabilité, l'insertion professionnelle, l'amélioration des compétences, et leur mise en œuvre nécessitent la construction ou la réhabilitation de centres de formations et d'instituts à gestion déléguée, qui sont principalement les sources d'impact et de risques surtout environnementaux.

En visant l'amélioration de la qualité de la formation, le renforcement de la qualité du capital humain pour l'employabilité, l'insertion dans le marché d'emploi demandeur de compétences spécifiques, l'inclusion sociale, et le renforcement des capacités institutionnelles pour l'exécution et la gestion du programme, le PARAAE contribuera à réduire le chômage des jeunes et des femmes sur le plan national en synergie avec les objectifs du PNPE, et améliorera les conditions de vie des populations et l'inclusion sociale.

Ces impacts sociaux positifs, sont d'une grande importance, et vont de pair avec les résultats escomptés par les différents plans et stratégies du pays. Ils sont mesurables par des indicateurs liés aux décaissements, et sont chiffrés par nombre ou taux de population qui profitera de ce programme.

Le programme de par sa nature a exclu du financement toutes activités pouvant induire des risques ou impacts environnementaux et sociaux majeurs ou irréversibles.

La mise en œuvre de ce programme implique la réalisation de sous-projets ou activités physiques de construction et réhabilitation de centres de formation, qui vont aider à l'opérationnalisation des axes du programme relatif à l'amélioration de la formation et de la qualité du capital humain. Ces centres seront implantés dans un milieu urbanisé desservi par toutes les utilités nécessaires à savoir l'alimentation en eau potable, réseau électrique, réseau d'assainissement liquide et le système de collecte et de gestion des déchets solides, ayant subi l'action anthropique humaine et ne présentant pas de sensibilité environnementale ou sociale particulière.

Les terrains alloués aux projets ont deux statuts fonciers : domanial ou propriété de l'état, et aucune expropriation ou déplacement de population n'est prévu dans le cadre du programme.

Le PARAAE a considéré l'aspect genre, en assurant l'équité d'accès aux différentes actions du programme entre homme et femme (les taux des femmes qui profiteront du PARAAE varient entre au moins 40% et 50%)

Encadré 3 : Impacts Positifs du PARAAE

Les impacts positifs du programme sont :

- 1-L'amélioration des conditions sociales des populations à travers la formation qualifiante des jeunes, leur insertion professionnelle et satisfaction des besoins du marché de l'emploi en profils qualifiés
- 2-Accroissement des bénéficiaires de la formation professionnelle qualifiante ;
- 3- Facilitation d'insertion des jeunes à travers l'amélioration de la formation, et l'intermédiation sur le marché de l'emploi ;
- 4- Contribution à la réalisation des objectifs des stratégies sectorielles et des plans nationaux visant la création d'emplois productifs.

Les impacts positifs du PARAAE en chiffre sont comme suit :

- 1-Création de postes d'emploi d'environ 100 000/ an
- 2-Accès au marché d'emploi à au moins 200 000 jeunes chercheurs d'emploi dont 50% des femmes en milieu urbain et péri-urbain;
- 3-Augmentation du nombre de bénéficiaires des programmes d'employabilité à 66 000 dont 50% de femmes ;
- 4-Incuber et installer à leur propre compte 8000 jeunes entrepreneurs ;
- 5-Insertion de plus de 10 000 jeunes à travers l'encadrement de proximité des associations dans les zones urbaines et péri-urbaines ;
- 6-Faire profiter plus de 10 000 personnes éligibles de l'indemnité par pertes d'emploi ;
- 7-Construction de 10 centres de formation dans le cadre du PPP et création d'au moins 60 000 places additionnelles de la FP en milieu professionnel (intermédiation et apprentissage) ;
- 8-Renforcement des capacités d'au moins 60 associations dans l'accompagnement des jeunes chercheurs d'emploi ;
- 9-Formation et renforcement des capacités d'au moins 700 agents des structures impliquées dans l'exécution du programme

Le tableau ci-dessous résume les réalisations escomptées du programme avec un échelonnement des résultats escomptés sur les quatre années de mise en œuvre du programme

Tableau 4 : Cadre de résultats pour les opérations de financement axé sur les résultats du programme

Indicateurs de résultats	DLI (Oui/ Non?	Unité de mesure	Année de Données de référence 2017	Valeurs cibles				Périodité	Données Source/ méthode	Organisme chargé de la collecte des données
				1 ^{ere} année 2018	2 ^e anné e 2019	3 ^e année 2020	4 ^e année 2021			
IMPACT : Les conditions de vie des populations sont améliorées grâce à un accès inclusif à l’emploi et au développement des compétences										
Indicateurs : (i) Réduction du taux de chômage de 10,3% en 2017 à 8 % en 2025 et (ii) Réduction du taux de pauvreté en milieu rural de 9,5 % en 2014 à 5% en 2030										
EFFETS										
1. Création nette de postes d’emplois	N	Nbre	86000	> 90000	> 95000	> 100000	> 110000	Annuelle	Rapport annuel HCP	HCP
2. Augmentation des effectifs des stagiaires en formation (tous opérateurs publics et privés confondus)	O	Nbre	386 000	433 000	477 000	484 000	495 000	Annuelle	FP en chiffre	SEFP
3. Taux d’insertion des lauréats de la formation professionnelle 9 mois après l’obtention de leur diplôme	N	62.9% (Résultats de 2017 pour la promotion 2015)			65% (promotion 2016)		68% (promotion 2019)	Tri-annuelle	Enquête suivie de l’insertion (Rapport d’activité du SEFP ou PV de réunion du Comité Technique de Suivi des enquêtes)	SEFP
4. Nombre de participants aux services d’intermédiation (entretien de positionnement et ateliers de recherche d’emploi)	O	Nombre	146.168	153 500	161 000	170 000	180 000	Annuelle	Bilan annuel d’ANAPEC validé par le Conseil d’administration	ANAPEC
5. Le nombre de stagiaires de la FP placés en milieu professionnel (alternance et apprentissage)	O	Nombre	122.900	133.000	142.000	156.00	165.000	Annuelle	rapport « carte de la FP alternée et de la FP par apprentissage »	SEFP

PRODUITS										
<i>Faciliter l'accès à l'emploi aux jeunes et aux femmes et améliorer la qualité et la pérennité de l'emploi dans les régions et en zone rurale</i>										
<i>Accroître l'accès aux services d'intermédiation sur le marché du travail et développer de nouveaux programmes actifs d'emploi</i>										
6. Nombre de bénéficiaires du contrat insertion ⁵ Dont 50% de femmes	O	Nombre	92.288	93.500	104.000	114.500	125.000	Annuelle	Bilan annuel de l'ANAPEC validé par le Conseil d'administration	ANAPEC/
7. Nombre de bénéficiaires des programmes de soutien à l'employabilité (Tahil et autres), dont 40% de femmes	O	Nombre	18.612 (2017)	19 543	20 520	21 546	22623	Annuelle	Bilan annuel de l'ANAPEC validé par le Conseil d'administration	ANAPEC/ OFPTT
8. Nombre de jeunes accompagnés et installé à leur propre compte chaque année.	N	Nombre	1.296 (2017)	1.300	1.400	1.600	2.000	Annuelle	Bilan annuel de l'ANAPEC validé par le Conseil d'administration	ANAPEC

* **PARTICIPANT** : Un chercheur d'emploi peut participer à plusieurs prestations

<i>Contribuer à l'accompagnement des stratégies sectorielles, à la territorialisation du plan national de promotion de l'emploi et aux initiatives régionales et locales en matière de création d'emploi</i>										
9. Nombre de régions mettant en place un manuel de procédure pour la mise en œuvre des mesures régionales d'emploi dans le cadre du PNPE (chiffres cumulés)	N	Nombre	1 (2017)	5	6	7	8	Annuelle	Rapport MTIP	MTIP
10. Nombre d'acteurs territoriaux ayant bénéficié d'un renforcement de capacités dans le cadre du PNPE (Chiffres cumulés)	N	Nombre	0 (2017)	0	20	40	60	Annuelle	Rapport MTIP	MTIP
11. Nombre d'associations ayant bénéficié d'un renforcement de capacités dans le cadre du PNPE et labélisées**.	N	Nombre	0 (2017)	0	0	30	40	Annuelle	Rapport MTIP	MTIP

⁵ Contrats de droits commun – contrat insertion - Tahfiz

12. Nombre de chercheurs d'emploi accompagnés par les associations dans les régions (chiffres cumulés)	O	Nombre	0 (2017)	0	0	3000	7000	Annuelle	Bilan annuel de l'ANAPEC validé par le Conseil d'administration/ MTIP	MTIP
Améliorer le capital humain pour l'employabilité et la qualité de la main d'œuvre										
Développer les compétences pour l'employabilité et l'accès à l'emploi à travers une implication accrue du secteur privé dans les dispositifs de formation										
13. Nombre d'écosystème régionaux de promotion de l'emploi*** mis en place (Chiffres cumulés)	N	Nombre	0 (2017)	0	1	2	3	Annuelle	Rapport MITP	MTPI
14. Nombre de centres sectoriels créés (construction – réhabilitation ou extension)	N	Nombre	0	0	0	04	06	Annuelle	PV de reception provisoire	DB/MEF
Faciliter un accès inclusif à la formation qualifiante pour les jeunes et femmes ruraux et améliorer la qualité de la formation										
15. Nombre de bénéficiaires de la formation qualifiante dont au moins 50% de filles.	O	Nombre	78 948	85 000	93 000	101 000	111 000	Annuelle	FP en chiffres	SEFP
16. Réhabilitation et équipement du centre de formation professionnelle en entrepreneuriat	O	Nombre	0	0	1	0	1	Annuelle	PV de reception provisoire	SEFP
17. Construction de l'institut national de formation des formateurs de la formation professionnelle (cumulé)	N	Nombre	0	-	00	-	01	Annuelle	« PV de réception provisoire	OFPPT
AUTRES RÉSULTATS										
18. Mise en place du dispositif de pilotage et de gouvernance du programme	N	Nombre	-							
19. Renforcement des capacités d'exécution (nombre de cadres formés) Il faut renseigner les chiffres pour MTIP et SEFP	O	Nombre	0	0	20	40	60	Annuelle		MTIP

**** LABELISE :** il s'agit d'associations conformes au cahier de charge précisant les moyens humains et matériels dont doivent disposer ces associations ainsi que leur champ de compétences.

***** ECOSYSTEMES REGIONAUX DE PROMOTION D'EMPLOI :** Vu le caractère transversal de l'emploi et afin d'assurer le concours des différentes interventions au niveau régional, des écosystèmes régionaux de promotion de l'emploi sont mis en place. Ces écosystèmes constituent des espaces de coordination investis de mission de diagnostic territorial et d'observation régionale du marché du travail permettant d'alimenter, en informations, les dispositifs de formation des chercheurs d'emploi et d'appui à l'auto emploi. Ces écosystèmes sont chargés en outre des missions d'ingénierie d'emploi et de renforcement des capacités des acteurs.

2.3.2 Principaux risques environnementaux du programme

La mise en œuvre du programme, autant soit elle bénéfique, engendre des impacts et risques environnementaux et sociaux liés étroitement à la nature des activités programmées dans ce cadre.

L'identification des impacts et risques liés au programme, a permis de constater que ces impacts seront ressentis en phase construction des projets qui seront réalisés dans le cadre du PARAAE

L'identification des impacts liés à la réalisation du PARAAE, montre qu'ils sont perceptibles en phase construction et sont liés à l'augmentation du niveau sonore et des émissions de poussière, et la perturbation de la circulation et des accès, L'évaluation de ces impacts montre qu'ils sont de faibles à modérés, maîtrisables et réversibles, ils sont limités dans le temps (Durée du chantier), ils sont circonscrits dans l'aire des travaux et de la zone immédiate et donc limités dans l'espace. La proposition et la mise en œuvre des mesures adéquates permettront leur atténuation

Les impacts et risques sont liés aux dérangements occasionnés par les travaux, perturbation de la circulation (déviation de route, circulation de gros engins), augmentation du niveau sonore, de vibrations et des émissions de poussières en relation avec les opérations d'excavation, de terrassement, de circulation et les travaux de génie civil.

Les risques environnementaux qui accompagnent ce type d'activités s'expriment à différentes phases de leur réalisation tel que présenté dans les paragraphes suivants.

Risques et impacts environnementaux en phase préparatoire⁶: Les projets souscrits dans le programme ne sont pas assujettis à une étude d'impact sur l'environnement, et donc le risque qui en découle, est l'omission des aspects environnementaux et leur faible prise en charge dans les études techniques préalables à la construction, et l'absence de clause environnementale dans les dossiers d'appel d'offres (DAO) pour la construction, de suite de l'absence d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

Ce risque est jugé de modéré à faible.

Risques et impacts en phase chantier : Les projets de construction en milieu urbain impliquent des impacts similaires et standards en phase réalisation. Ces impacts incombent aux différentes activités décrites dans le tableau ci-dessus (Préparation du chantier, circulation des engins de transport et de construction, excavation, travaux de génie civil, et remise en état à la fin de la construction).. Ils peuvent être à l'origine de désagréments touchant l'environnement, les riverains et les ouvriers (augmentation du niveau de bruit, émissions de poussières, etc) et les utilisateurs des voies de circulations desservant le site du projet (circulation de gros engins, non bâchage des camions transportant les matériaux de construction, ou les excédents d'excavats).

Ces impacts sont de modérés à faibles, limités dans le temps et l'espace, réversibles, gérables et maîtrisables par les mesures d'atténuation et des précautions proposées

La phase chantier pourra avoir un impact lié à la mauvaise gestion des déchets liquides et solides du chantier (déchets liquides émanant de la présence des ouvriers, les eaux de lavage et d'entretien des engins, et les déchets solides ménagers, et dangereux liés à la présence de produits dangereux utilisés dans la construction).

⁶ Conformément à la loi 12-03 Les projets de construction ne sont pas assujettis à une EIE, d'où l'absence aussi bien de l'évaluation des impacts que du Programme de suivi. Ce risque peut être géré par l'exigence de la préparation d'un PGES dans le cadre des études techniques en amont. Par ailleurs la charte communale (Loi 113-14), stipule à l'article 83 que la commune a la responsabilité partagée avec l'état entre autres à protéger l'environnement, et au niveau de son article 100 attribue au président de la commune de veiller à la salubrité du milieu, organiser la circulation, le roulage et le stationnement sur les voies publiques

Cet impact est jugé faible, du fait de la taille du chantier, et de la nature du milieu d'insertion qui ne présente pas de sensibilités particulières (Milieu urbain où on note l'absence de cours d'eau à proximité, ou de sol à grande valeur),

Le projet n'a aucun impact sur les ressources naturelles et biodiversité, le milieu étant exempt de flore ou de faune.

Par ailleurs, le chantier comporte des risques liés à la santé sécurité et conditions du travail, liés à la circulation des engins, les travaux, et la manipulation des produits dangereux, les paiements des salaires, la couverture sociale assurance AT, horaires de travail, risques LMNOP (lieu/matériels/nuisance/organisation/personnels).

Ils sont jugés de faibles, dépendamment du risque (travaux en hauteur, mauvaise manipulation des produits dangereux, mauvaises conditions de travail).

Les impacts des sous-projets souscrits dans le cadre du programme sont comme suit:

Qualité de l'air : en relation avec les émissions de poussière émanant de la circulation des engins, des excavations, des stockages inappropriés des matériaux de construction, et des déblais, en plus de l'impact olfactif dû aux gaz d'échappement des camions et engins du chantier. Des mesures simples sont à mettre en place, comme l'arrosage, le bâchage des camions, stockage adéquat dans des zones bâchées.

Ambiance sonore : les travaux de construction sont à l'origine de l'augmentation du niveau sonore à proximité du chantier, de par leur nature (utilisation de gros engins de construction, des marteaux piqueurs, les compresseurs d'air, concasseur, circulation des camions, etc), Pour atténuer cet impact, il serait important de se limiter aux horaires de travail autorisés.

Santé-sécurité : le non-respect des consignes de sécurité sur les chantier (Balisage, signalisation, port des EPI, etc), peuvent être à l'origine d'accidents sur le chantier, les paiements des salaires, la couverture sociale assurance AT, horaires de travail, risques LMNOP (lieu/matériels/nuisance/organisation/personnels).

L'application des dispositions du code de travail sur le volet conditions de travail, hygiène et sécurité, évitera ces désagréments.

Rejets liquides : Les chantiers généreront des rejets liquides suite à la présence des ouvriers, le lavage des machines, l'entretien des engins, etc. Ces rejets sont de faible volume, mais peuvent être contaminés. Pour atténuer cet impact ou le prévenir, il est primordial d'installer les toilettes mobiles sur le chantier en nombre suffisant, prévoir des aires de lavage et d'entretien étanches avec des bacs de collecte.

Déchets solides : seront de deux natures : déchets ménagers ou assimilés provenant du chantier, et les déchets dangereux tels que les huiles usagées et leur contenant, les pots de peinture, la ferraille, etc. La mesure est d'organiser des collectes régulières pour éviter tout dépôt inadéquat, et mise en décharge pour les déchets ménagers à travers les services communaux, et une gestion déléguée aux sociétés spécialisées pour la collecte et la gestion des déchets dangereux.

Milieu naturel : Végétation : Certaines constructions, dépendamment du milieu d'insertion, peuvent donner lieu à l'arrachage d'arbres, ou arbustes existants sur le site, cet impact est faible en relation avec le nombre d'arbres pouvant exister sur le site, et récupérable par la mesure de compensation à travers la plantation d'autres arbres à la place de ceux arrachés.

Sol : seront faiblement atteints, et les impacts sont limités dans l'espace, liés à la compaction et l'imperméabilisation des sols au niveau du site lui-même de construction, limitant ainsi les infiltrations des eaux pluviales et augmentation des eaux en ruissellement. Des mesures appropriées devraient être prises pour atténuer voire même éliminer le risque.

Habitats naturels et ressources naturelles : Il est improbable que, dans un contexte urbain, les travaux puissent conduire à l'appauvrissement de la biodiversité végétale et animale à cause de l'artificialisation des sols. Cependant, les activités envisagées dans le cadre du Programme, pourraient avoir des impacts négatifs sur les paysages si le milieu n'est pas urbanisé. Cependant, il faut souligner le fait que les milieux naturels

situés à l'intérieur des périmètres d'aménagement urbain sont généralement déjà relativement dégradés et ne devraient pas présenter de sensibilité particulière aux travaux prévus (qui devraient avoir une petite envergure).

Risques naturels : Ces risques sont essentiellement liés au risque d'inondabilité. Avant de les dédier au projet, il faut vérifier soit par des études qui sont lancées dans le cadre du projet ou en se documentant sur l'existant que les sites ne sont pas inondables.

Tous ces impacts identifiés sont gérables et maîtrisables si on procède à la prise en charge de la composante environnementale en amont, l'incluant dans le processus préalable à la réalisation des projets, l'application de la législation concernant le code du travail sur le volet santé sécurité, l'implémentation des bonnes pratiques environnementales dans les cahiers de charges des entrepreneurs, et adéquatement se prémunir d'un Plan de Gestion Environnementale et sociale, et faire un suivi environnemental du chantier.

Risques et impacts en phase exploitation, en fonctionnement normal des projets, la phase exploitation ne devrait pas générer d'impacts négatifs sur l'environnement, du fait que les bâtiments seront raccordés aux différents réseaux nécessaires : eau potable, électricité, assainissement liquide et solide.

2.3.3 Principaux risques sociaux

Le programme est focalisé sur l'amélioration des conditions de vie et l'accès à l'emploi, il a prévu de faire profiter la population à l'échelle nationale sans restriction,

Risques et impacts sociaux en phase construction : Les risques les plus importants qui auraient pu émaner de la réalisation des projets de construction sont liées à l'octroi des terrains par expropriation ou déplacement des populations, le programme ne prévoit aucune expropriation, et les terrains sont ou domaniaux ou propriété de l'état. Ainsi ce risque ne se pose pas.

Des risques sociaux en phase construction sont liés à l'augmentation des niveaux de bruit, des émissions de poussière, et la difficulté d'accès aux utilités quotidiennes (accès vers les habitats, les administrations si avoisinantes, le parking, et autres).

Tenant compte de ce qui précède et de l'expérience passée, les risques sociaux prévisibles des travaux sont considérés faibles à moyens, vu la durée et l'étendu.

Risques et impacts sociaux en phase exploitation En phase exploitation, Le risque lié au genre est inexistant, le programme intègre l'aspect genre, en préconisant une égalité d'accès aux différentes activités programmées aussi bien pour les hommes que les femmes.

Le risque de plaintes concernant les procédures d'accès aux différents services ou actions définies est possible mais très faible. Les conditions d'accès ne sont pas restrictives, et le PARAAE prévoit une équité spatiale, et de genre au profit des populations.

Néanmoins, un système de gestion des plaintes existe depuis 2017. En effet, il y a eu mise en place du portail national des réclamations CHIKAYA.ma, en vertu du décret du Ministère de la fonction publique n°2-17-265 et ce sont les IGM de chaque ministère qui se chargent de la gestion des réclamations

2.3.4 Bilan environnemental et social et mesures

Il est à rappeler que le Programme est par excellence, bénéfique pour la population marocaine, visant l'amélioration des conditions de vie et la facilité d'accès à l'emploi et l'inclusion sociale, et toutes les activités prévues à l'exception des constructions restent sans effets négatifs sur l'environnement.

L'évaluation précédemment faite des risques et impacts environnementaux du PARAAE, met en évidence ce constat et affirme que la majorité de ces risques et impacts est liée à la phase construction des différents centres de formation prévus dans le cadre de ce programme

Ils sont jugés de faibles à moyens du fait qu'ils sont limités dans le temps et l'espace, ils sont réversibles, maîtrisables et atténuables.

Les projets seront réalisés dans un milieu urbain, ayant subi préalablement des changements et des actions anthropiques, disposé à les recevoir, sans qu'ils impliquent des risques importants sur l'environnement.

Les risques liés à la Santé-sécurité des travailleurs est pris en charge dans les cahiers des charges des entreprises par des clauses stipulant le respect des dispositions du code du travail et des consignes d'hygiène santé et sécurité.

Les autres impacts en relation avec le bruit, les émissions de poussière et les dérangements des riverains liés à la circulation sont atténués par des mesures adéquates.

Les mesures d'atténuation préconisées correspondent à celles généralement mises en œuvre dans le suivi des chantiers. Elles sont incluses dans les cahiers des charges des entreprises adjudicatrices, et suivies au cours du chantier.

Par ailleurs, toutes les activités du Programmes seront développées à l'intérieur du périmètre urbain et de ce fait aucune composante sensible ou ressource naturelle (ex : site d'intérêt biologique ou écologique SIBE, eau de surface, etc.) ne sera impactée. En outre, les travaux auront lieu sur les emprises de la voirie existante et de ce fait aucun site historique ou patrimoine culturel ne sera affecté.

Sur le plan social, le projet profite à toute la population marocaine, a pris en considération l'aspect genre, assure l'équité des chances et l'équité spatiale, et ne prévoit aucune expropriation ou déplacement des populations.

Les risques sociaux sont aussi liés à la phase construction, en relation avec les activités du chantier et qui peuvent être à l'origine de désagréments touchant les riverains et les utilisateurs des voies d'accès et autres utilités à proximité des emprises des projets, et les conditions de travail.

Tableau 5 : Matrice impact mesures des sous-projets de construction

Impact/risque		Niveau de risque	Mesure d'atténuation
Phase préparatoire			
Projets non soumis à l'EIE	Absence des clauses environnementales et sociales dans les cahiers des charges de recrutement des entrepreneurs de construction.	Modéré à faible	Prévoir la préparation d'un Plan de Gestion Environnemental et social spécifique à chaque sous-projet de construction
Phase chantier			
Pollution de l'air	Augmentation des émissions de poussières	Faible	utilisation des abats poussière, l'arrosage des pistes et autres accès, stockage convenable des matériaux de construction, bâchage des camions et des matériaux, et port des EPI par les ouvriers ;
Nuisances sonores	Augmentation du niveau de bruit provenant de la circulation des gros engins, et du fonctionnement des engins du chantier	Faible	Respecter les horaires de travail, mettre en place des mesures de contrôle régulier de l'intensité du bruit, installer les limiteurs de bruit sur les échappements des engins tels que le compresseur d'air, port des équipements de protection individuelle (EPI) par les ouvriers, et éventuellement construire un mur anti-bruit si proximité il y a par rapport à une zone sensible
Nuisances dues aux déchets issus des travaux	Rejets liquides et solides du chantier suite à la présence des ouvriers, de l'entretien et lavage de la machinerie et de la manipulation de produits dangereux sur le chantier	Faible	la mise en place de toilettes mobiles, d'un système de récupération des eaux usées de lavage ou l'entretien des engins, la mise en place d'un plan de gestion des déchets aussi bien ménagers et assimilés que dangereux et suivi des déchets dangereux par le biais d'un bordereau de suivi
Perturbation de la circulation et des accès initiaux	Circulation des camions des matériaux de construction et des engins de terrassement	Faible	Mise en place un plan de circulation et de signalisation, éviter les stationnements des engins en dehors de l'emprise du chantier, et la circulation au niveau des voies très convoitées.
Risques professionnels (Santé-Sécurité et conditions du travail)	Risques d'accident (Chute, blessure...), paiement des salaires, couverture sociale, assurance AT, horaires de travail Risques LMNOP (lieu/matériels/nuisance/organisation/personnels)	Faible	application du code de travail et des bonnes pratiques en matière de santé-sécurité des chantiers, désignation d'un responsable Hygiène-Sécurité sur le chantier, Port des EPI, présence d'une infirmerie pour les premiers soins et intervention

En conclusion, compte tenu de ce qui précède, les impacts environnementaux et sociaux négatifs associés au Programme seront en général de faible ampleur, étant donné la nature des travaux et l'importance limitée des chantiers (durée et taille réduites).

2.4 EXPERIENCES ANTERIEURES DES INSTITUTIONS IMPLIQUEES DANS LE PROGRAMME

Les institutions impliquées dans la mise en œuvre du programme témoigne d'une large expérience dans le cadre de la coopération internationale, et ont déjà collaboré avec d'autres banques et bailleurs de fonds pour la mise en œuvre de projets et programmes en relation avec l'emploi et la formation professionnelle.

Ils sont ainsi bien rodés pour la mise en œuvre et le suivi des programmes et maîtrisent les exigences internationales en matière de financement.

Pour les programmes Emploi, le MTIP a déjà réalisé ou en cours de réalisation de projets avec d'autres partenaires comme la Banque Mondiale (BM), le Bureau International de Travail, et l'union Européenne (UE), le MCC qui finance dans le cadre du Compact II un projet de promotion de l'emploi qui porte sur une assistance technique au profit de l'ANAPEC, en vue de renforcer ses compétences et d'améliorer les mécanismes de sa gestion et la révision des guides de ces procédures dans le cadre du programme « TAEHIL » destiné aux diplômés. Ce programme est réalisé par un financement basé sur les résultats. La dimension environnementale n'est pas prise en compte dans le cadre de ce programme. Le MCC n'exige pas d'EIE pour les projets d'emploi (Source Responsable Environnement au niveau du MCA (

Quant au Secrétariat d'Etat chargé de la Formation professionnelle, plusieurs grands projets ont été élaborés, réalisés dans le cadre du financement de la coopération internationale notamment avec l'Union Européenne, le Canada, l'Allemagne, la France, la Belgique, la Corée, les Etats Unis d'Amérique, la chine. Ceci dit, le PARAAE représente sa première expérience dans le domaine des financements axés sur les résultats. La gestion environnementale et sociale ne faisait pas partie de la gestion des programmes, il leur revenait d'introduire les clauses environnementales dans les cahiers des charges des entreprises, sans réaliser une EIE.

Par ailleurs, le Ministère de l'économie et des Finances, est impliqué dans d'autres PPR financés par les Bailleurs de fonds spécialement la Banque Mondiale. Parallèlement au PARAAE, le MEF est en train de mener un PPR sur l'emploi avec la BM. L'EIE se fait en cours de la réalisation du projet pour les projets à forts impacts environnementaux, et est validée par le SEDD. Le MEF n'intervient pas dans la validation ou le suivi des EIE.

Le DFP qui sera chargé de l'exécution du programme, n'a pas eu auparavant une expérience dans la gestion environnementale et sociale de ses programmes. Il serait judicieux de les former sur les procédures de gestion environnementale et sociale, notamment des personnes qui seront désignées au niveau de l'UGP pour assurer ce volet.

3.1 CADRE REGLEMENTAIRE NATIONAL APPLICABLE AU PARAAE

Cadre réglementaire de la gestion environnementale

Les principaux textes et règlements du cadre juridique général de protection de l'environnement au Maroc, pertinents pour les activités du Programme, sont présentés dans le tableau suivant:

Tableau 6 : Principaux textes réglementaires applicables au projet

Instruments	Date de promulgation	Titre
Loi 99-12	06 Mars 2014	Loi portant Charte de l'Environnement et du Développement durable
Loi 11-03	12 Mai 2003	Loi relative à la protection et la mise en valeur de l'environnement
Loi 36-15	06 Octobre 2016	Loi sur l'eau
Loi 13-03	12 Mai 2003	Loi sur la pollution de l'air
Décret n° 2-05-1533	16 mars 2006	Décret relatif à l'assainissement autonome
Loi N°28-00	22 novembre 2006	Loi relative à la gestion des déchets solides et à leur élimination et ses textes d'application
Loi 23-12	02 Août 2012	Modifiant et complétant la loi n°28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination
Décret n° 2-07-253	18 juillet 2008	Décret portant classification des déchets et fixant la liste des déchets dangereux
Dahir n° 1-03-194 (loi 65-99)	11 septembre 2003	Loi relative au code de travail
Dahir n° 1-15-85 (loi n°113-14)	7 juillet 2015	Dahir portant promulgation de la loi organique relative aux communes

La loi 12-03 relative aux études d'impact sur l'environnement n'est pas applicable au programme. Les sous projets de construction ou réhabilitation des centres de formation ne sont pas assujettis à l'EIE.

Pour se conformer aux exigences des sauvegardes opérationnelles de la Banque, il est obligatoire de préparer un PGES pour ce programme de catégories 2. Cependant, le système national ne permet pas la validation du PGES qui est équivalent au PSSE sans faire l'étude d'impact. Ainsi, il est convenu avec le SEDD, de présenter une EIE au comité concerné pour examen et validation.

Le paragraphe suivant présente un résumé succinct de chaque texte réglementaire cité dans le tableau :

La Loi 99-12 portant charte de l'Environnement et du Développement durable : s'appuie sur les engagements de la constitution. Son contenu tient compte des engagements relatifs à la protection de l'environnement en faveur d'un développement durable, souscrits par le Royaume du Maroc, dans le cadre des conventions Internationales pour lesquelles il est partie.

Elle vise essentiellement à décliner la charte nationale de l'environnement et du développement durable en conférant une assise juridique à son contenu en y intégrant les principes, les droits, les devoirs et les engagements. Elle vise également à combler les lacunes juridiques existantes dans les domaines de la protection de l'environnement et du développement durable et prévoit un ensemble d'objectifs fondamentaux que le Gouvernement se propose de mener dans ces domaines.

La loi 11-03 relative à la protection et la mise en valeur de l'Environnement : définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique environnementale pour le Maroc. Cette loi de portée générale répond aux besoins d'adopter une démarche globale et intégrée assurant le meilleur équilibre possible entre la nécessité de préservation de l'environnement et les besoins de développement économique et social du pays

La loi n° 11-03 (Protection et mise en valeur de l'environnement) ainsi que la loi 12-03 (EIE), insistent sur les projets générateurs d'impacts négatifs importants en proposant des outils (notamment l'EIE) de gestion et de suivi (PSSE) alors que les projets et activités à faible ou moyen potentiel d'impacts négatifs ne sont pas encadrés.

La loi 36-15 sur l'eau: introduit de nombreuses dispositions pour protéger les ressources en eau contre toutes formes de pollution notamment, celles dues aux rejets d'eaux usées et déchets solides.

La loi 13-03 relative à la protection contre la pollution de l'air et ses décrets d'application: Cette loi vise la préservation et la lutte contre les émissions de polluants atmosphériques susceptibles de porter atteinte à la santé de l'homme à la faune, au sol, au climat, au patrimoine culturel et à l'environnement en général. Elle s'applique à toute personne physique ou morale soumise au droit public

Elle interdit de dégager dans l'air des polluants tels que les gaz toxiques ou corrosifs, les fumées, les vapeurs, la chaleur, les poussières, les odeurs au-delà de la quantité ou de la concentration autorisée par les normes fixées par voie réglementaire, et définit les moyens de lutte contre la pollution de l'air, les procédures de sanction en cas de dommages ou de pollution grave et les mesures d'incitation à l'investissement dans les projets de prévention de la pollution de l'air.

La Loi N° 28-00 relative à la gestion des déchets et à leur élimination, prévoit une planification de l'élimination des déchets, Interdit la mise en décharge des déchets non ultimes, et leur incinération en plein air est désormais interdite. Elle stipule aussi que les déchets dangereux doivent être traités dans les structures dédiées et que leur collecte, transport, traitement et élimination sont réglementés.

La loi 23-12 modifiant et complétant la loi 28-00 : Cette loi pose les règles et les principes fondamentaux qui doivent désormais constituer le référentiel de base pour tout ce qui se rapporte à la gestion des déchets et à leur élimination. Elle permet d'asseoir une gestion rationnelle, moderne et efficace du secteur, respectueuse des exigences du développement durable et de la protection de l'environnement

La loi 65-99 portant code du travail : La législation du travail se caractérise par sa conformité avec les principes de base fixés par la Constitution et avec les normes internationales telles que prévues dans les conventions des Nations Unies et de ses organisations spécialisées en relation avec le domaine du travail. Le travail ne constitue pas une marchandise et le travailleur n'est pas un outil de production. Il n'est donc permis, en aucun cas, d'exercer le travail dans des conditions portant atteinte à la dignité du travailleur.

Les dispositifs de la loi 65-99, relative au code du travail, ont pour objectifs l'amélioration des conditions du travail et de son environnement et la garantie de la santé et de la sécurité sur les lieux du travail.

La loi 113-14 portant charte communale : elle constitue le texte législatif qui édicte l'ensemble des règles relatives à l'organisation de la commune. Elle précise la composition du conseil communal et fixe ses compétences, ainsi que celle de son président. L'article 83 précise que la commune a la compétence partagée avec l'état pour la protection de l'environnement. L'article 100 attribue au président de la commune la responsabilité de veiller à la salubrité du milieu, organiser la circulation, le roulage et le stationnement sur les voies publiques.

Cadre réglementaire de la gestion sociale

La gestion sociale est régie par un cadre réglementaire exhaustif :

La Constitution de 2011 : qui consacre les principes d'équité et de non-discrimination, l'égalité femme-homme (art 19) et l'inclusion des personnes à besoins spécifiques (art 34). La Constitution accorde une grande attention à : (i) la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes (art 136, 139) ; (ii) la présentation de pétitions (art 15) ; (iii) l'accès à l'information (art 27); (iv) la gestion des doléances (art 156).

En matière de protection des droits humains et de recours, la Constitution a renforcé trois instances auxquelles les populations qui se sentent lésées peuvent recourir, en les dotant d'une indépendance et d'une autonomie juridique et financière:

- Le Conseil national des droits de l'homme (article 161), qui intervient dans toutes les formes de violations de droits humains (civils, politiques, économiques, sociaux ou culturels) ; le CNDH est habilité à recevoir des plaintes, engager des procédures juridiques en cas de violations et a la possibilité d'auto-saisine ;
- Le Médiateur¹² (article 162) qui intervient dans les plaintes et problèmes entre les citoyens et les administrations publiques ; le Médiateur peut de sa propre initiative investiguer et chercher à entendre toute plainte liée à la relation entre l'administration et les citoyens, y compris les organisations de la société civile. Son mandat couvre le renforcement de l'état de droit, la diffusion des principes de justice, d'équité et de transparence. Le Médiateur est également habilité à faire des propositions au gouvernement pour renforcer la bonne gouvernance dans la gestion des services publics, la transparence et les normes éthiques de la vie publique, la performance et la modernisation du gouvernement.
- L'Instance Nationale de Probité, de Prévention et de Lutte contre la Corruption (article 167), qui a pour mission notamment d'assurer le suivi de la mise en oeuvre des politiques de prévention et de lutte contre la corruption et de recevoir et traiter les plaintes émanant de citoyens.

La loi organique 113-14 sur les communes: cette loi fixe les attributions propres à la commune, celles en association avec l'état ainsi que celles susceptibles de lui être transférées par ce dernier ainsi que les conditions de gestion démocratique des affaires communales, mais également les conditions de présentation des pétitions par les citoyennes et citoyens et par les associations.

Elle consacre le renforcement de la démocratie locale, l'élargissement du rôle des collectivités territoriales dans le développement, la conception de mécanismes de renforcement de la participation dans la gestion de la chose locale, l'efficacité dans la gestion locale et la mise en oeuvre des principes et règles de la bonne gouvernance prévue par la Constitution. Conformément aux articles 119 et 120 de cette loi, les communes sont tenues de mettre place et instaurer dans leur règlement intérieur:

- Des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation à même d'assurer la participation des citoyens (y inclus les femmes) et de la société civile à l'élaboration du plan d'action de la commune. ; ainsi que,
- Le « comité consultatif de la parité, de l'égalité des chances et l'approche genre ».

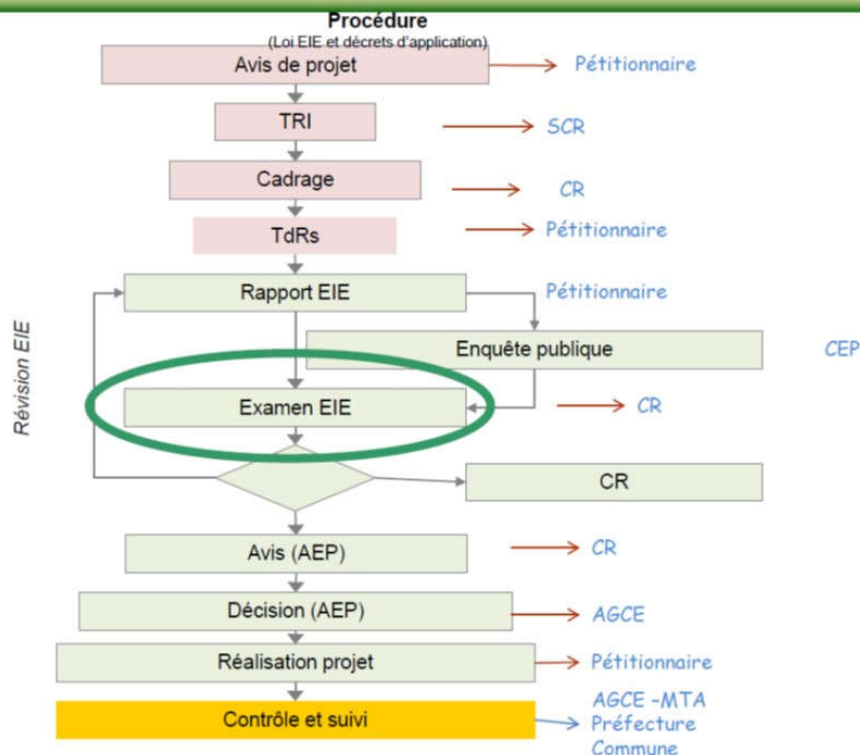
3.2 EVALUATION DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

3.2.1 Système de gestion environnementale

3.2.1.1 Procédure de la gestion environnementale

La loi 12-03 sur les Etudes d'impact sur l'environnement, et ses décrets d'application détermine la procédure de la gestion environnementale et les institutions qui y sont impliquées. Schéma suivant illustre la procédure dans sa globalité jusqu'à la validation du rapport de l'EIE et la délivrance de l'acceptabilité environnementale

ETAPES DU PROCESSUS DE L'EVALUATION



Le

Figure 2 : Etapes du Processus de validation et acceptabilité environnementale⁷

Légende :

SCN-SCR : Secrétariat du Comité National/Régional

CN-CR : Comité Nationale des EIE-Comité Régional des EIE

CEP : Commission d'enquête publique

AGEP : Autorité Gouvernementale d'Enquête Publique

MTA : Ministère de Tutelle de l'Activité

3.2.1.2 Principales institutions concernées par la gestion environnementale du programme

Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable, au sein du Ministère de l'Énergie, des Mines, et du Développement Durable (MEMDD), constitue l'institution principale de coordination en matière d'environnement. Il est appuyé par d'autres institutions et ministères impliqués dans la protection de l'environnement, et qui sont des membres permanents dans les comités d'examen et de validation des études d'impact. Le Secrétariat d'Etat Chargé de l'Eau et le Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts sont les

⁷ Source : SEDD Division des Evaluations Environnementales

deux autres principales institutions qui contribuent à la protection de l'environnement, en particulier pour la gestion des ressources naturelles telles que l'eau et la forêt.

Les études d'impact environnementales et sociales des projets seront soumises pour validation et obtention du certificat d'acceptabilité environnementales au Comité Régional des Etudes d'Impact relevant du SEDD.

Par ailleurs, la loi Organique 113-14 sur les communes, stipule au niveau de l'article 83 que la commune a la compétence partagée avec l'état pour la protection de l'environnement. L'article 100 attribue au président de la commune la responsabilité de veiller à la salubrité du milieu, et d'organiser la circulation, le roulage et le stationnement sur les voies publiques.

L'opérationnalisation du programme est confiée au Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle qui sera l'Agence d'exécution, et le Département de la Formation Professionnelle qui mettra en œuvre les activités inscrites dans son programme de performance, et exécutera l'ensemble des activités retenues par le FAR dans le cadre du Développement et appui à la mise en œuvre de l'offre de formation. Il se chargera ainsi de la réalisation des infrastructures physiques programmées dans le cadre du PARAAE, qui sont la construction et la réhabilitation des centres de formation et de l'institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation. Ces activités sont génératrices d'impacts négatifs environnementaux et sociaux, et leur gestion doit se faire au niveau de l'unité de gestion prévue d'être implantée au niveau du DFP, et consistera en la réalisation des études d'impact environnemental et social, la mise en place d'un PGES, l'obtention de l'acceptabilité environnementale, et la mise en œuvre des mesures transcrites dans le PGES.

En cas de délégation, le DFP doit transmettre au contractant les exigences environnementales et sociale à respecter et à faire respecter par les différents intervenants, et veiller à la mise en œuvre des mesures d'atténuation proposées dans le PGES.

Ainsi, il doit disposer des ressources humaines qualifiées et en nombre suffisant pour mener à bien sa mission.

3.2.1.3 Cadre juridique et réglementaire de la gestion environnementale

Le Maroc à l'instar de tous les pays en développement, affronte des défis majeurs et pressants en matière de développement, et a pleinement conscience de la nécessité de préserver l'environnement et de répondre aux impératifs écologiques.

Ainsi, il a adopté dans sa stratégie de développement socio-économique le concept de développement durable et de la croissance verte, qui tend vers l'équilibre entre les trois piliers de développement, à savoir les dimensions économique, environnementale et sociale,

Des réformes juridiques et institutionnelles accompagnent l'adoption de ce concept. En effet, le Maroc a développé un arsenal juridique de protection de l'environnement et de développement durable conséquent, et qui ne cesse d'être renforcé et amélioré. Il converge vers la gestion environnementale et l'évaluation des impacts des projets de développement, qui adopte des mesures d'anticipation, de prévention et d'atténuation à même d'éliminer et réduire les impacts négatifs de ces projets, et assurer leur viabilité dans une perspective de développement durable.

La constitution de 2011, a stipulé au niveau de l'article 31, le droit d'accès de tout citoyen à un environnement sain et au développement durable

La Loi 99-12 portant Charte de l'Environnement et du Développement Durable, répond aux instructions de la constitution, et est orientée vers le renforcement du cadre juridique, le respect des objectifs de développement durable, et à se conformer avec les conventions internationales et les engagements signés par le Maroc.

La loi 11-03 relative à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, définit les principes et les orientations d'une stratégie juridique environnementale pour le Maroc. Cette loi de portée générale répond aux besoins d'adopter une démarche globale et intégrée assurant le meilleur équilibre possible entre la nécessité de préservation de l'environnement et les besoins de développement économique et social du pays.

La loi 12-03 sur les études d'impact sur l'environnement détermine la procédure d'obtention de l'acceptabilité environnementale, et a été renforcée par l'adoption de ses décrets d'application relatifs aux attributions du Comité National des Etudes d'Impact (CNEI) et les Comités Régionaux des Etudes d'Impact (CREI), et le décret relatif aux modalités de déroulement de l'enquête publique.

La promulgation du décret d'application de la loi cadre portant charte nationale de l'environnement et du développement durable, relative à la police de l'environnement a permis de procéder à la vérification de la mise en œuvre des bonnes pratiques environnementales, et des mesures préconisées dans l'EIE au cours du cycle des projets.

D'autres textes réglementaires thématiques appuient cette loi, tel que la loi 13-03 sur la pollution de l'air, la loi 36-15 sur l'eau, la loi 28-00 sur la gestion des déchets solides et leur élimination et ses décrets d'application, et la loi 23-12 la modifiant et la complétant, etc.

La prise en compte des objectifs de développement durable, de la dimension du changement climatique et de l'économie verte et la participation dans la protection de la biodiversité se reflète dans les politiques, les stratégies et les programmes gouvernementaux, on cite la Stratégie de Mise à Niveau de l'Environnement (MANE) et de l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), la Stratégie Nationale de Protection de l'Environnement (SNPE) et de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD), Programme National des Déchets ménagers (PNDM), etc.

L'étude d'impact sur l'environnement est l'instrument le plus puissant pour la protection de l'environnement, et est un processus obligatoire pour l'obtention de toute autorisation de construire des projets qui, en raison de leur dimension ou de leur incidence sur le milieu naturel, sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

La vérification et la validation des EIE sont du ressort du CNEIE et des CREIE établis par l'article 8 de la loi 12-03 et dont la composition, fonctionnement et attributions ont été précisés par le Décret 2-04-563. Le CNEIE et les CREIE ont pour mission d'examiner les études d'impact sur l'environnement et de donner leur avis sur l'acceptabilité environnementale des projets. Le CNEIE et les CREIE sont constitués de représentants de différentes institutions de l'Etat et peuvent faire appel à une expertise extérieure pour recueillir des avis pendant la procédure de revue et d'analyse des EIE qui leur sont soumises.⁸

La loi 12-03 définit les objectifs de l'EIE au niveau de l'article 5, et son contenu au niveau de l'article 6 qui se conforme d'une manière générale à la pratique internationale.

L'encadré ci-dessous reprend le contenu d'une EIE selon la loi 12-03

⁸ Le décret d'application 2-04-563 de la loi 12-03, relatif aux attributions et au fonctionnement du comité national et des comités régionaux des études d'impact sur l'environnement, détaille les attributions, les rôles, la composition et le mode de fonctionnement du CNEI et des CREI

Encadré 4 : Contenu réglementaire de l'EIE

Article 6 de la loi 12-03 précise le contenu de l'EIE:

- 1 - une description globale de l'état initial du site susceptible d'être affecté par le projet, notamment ses composantes biologique, physique et humaine;
- 2 - une description des principales composantes, caractéristiques et étapes de réalisation du projet y compris les procédés de fabrication, la nature et les quantités de matières premières et les ressources d'énergie utilisées, les rejets liquides, gazeux et solides ainsi que les déchets engendrés par la réalisation ou l'exploitation du projet ;
- 3 - une évaluation des impacts positifs, négatifs et nocifs du projet sur le milieu biologique, physique et humain pouvant être affecté durant les phases de réalisation, d'exploitation ou de son développement sur la base des termes de références et des directives prévues à cet effet;
- 4 - les mesures envisagées par le pétitionnaire pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement ainsi que les mesures visant à mettre en valeur et à améliorer les impacts positifs du projet;
- 5 - un programme de surveillance et de suivi du projet ainsi que les mesures envisagées en matière de formation, de communication et de gestion en vue d'assurer l'exécution, l'exploitation et le développement conformément aux prescriptions techniques et aux exigences environnementales adoptées par l'étude;
- 6 - une présentation concise portant sur le cadre juridique et institutionnel afférent au projet et à l'immeuble dans lequel sera exécuté et exploité ainsi que les coûts prévisionnels du projet;
- 7 - Une note de synthèse récapitulant le contenu et les conclusions de l'étude; 8 - un résumé simplifié des informations et des principales données contenues dans l'étude destiné au public.

L'importance de la consultation publique est reconnue au niveau de l'article 2 de la loi 12-03 qui stipule que « La protection et la mise en valeur de l'environnement constituent une utilité publique et une responsabilité collective nécessitant la participation, l'information et la détermination des responsabilités », de son côté, l'Article 9 de la Loi 12-03 met l'accent sur la nécessité de l'information et de la consultation de la population, et stipule que: « Chaque projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement donne lieu à une enquête publique. Cette enquête a pour objet de permettre à la population concernée de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement et de recueillir leurs observations et propositions y afférente. Ces observations et propositions sont prises en considération lors de l'examen de l'étude d'impact sur l'environnement. ». A cette fin, l'article 10 la Loi 12-03 pose le principe de l'accès des parties prenantes à l'information relative à l'EIE ce qui constitue un grand progrès : « L'administration doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les informations et les conclusions afférentes à l'étude d'impact sur l'environnement soient accessibles au public durant la période de l'enquête publique. ».

Le Décret d'application de la loi 12-03, n° 2-04-564 fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement.

Ceci dit, l'enquête publique telle qu'elle est réalisée, n'est pas très conforme avec les modalités de déroulement de la consultation publique exigée par la Banque.

En effet, L'enquête publique est une procédure administrative, à travers laquelle on recueille l'avis de la population à travers un registre mis à sa disposition au niveau des communes concernées par le projet, accompagné d'un dossier d'enquête publique constitué d'un résumé non technique en arabe et en français, une fiche technique du projet en arabe et en français et un plan de situation.

L'enquête publique est déclenchée par arrêté gubernatorial. L'information de la population se fait par publication de cet arrêté dans les journaux et par affichage au niveau des communes, 15 jours avant d'entamer l'enquête.

Par ailleurs la consultation publique est un processus basé sur la diffusion large de l'information, et l'approche participative des différentes parties prenantes dans un projet (Population, société civile, administration, etc). L'information de la population se fait par les moyens accessibles à cette population. Elle est basée sur une étape de préparation des différents supports de communication et d'information (affiches, information par les agents de l'autorité, etc), et se déroule en plénière sur la base d'une présentation des résultats de l'EIE, et discussion ouverte entre la population et le porteur du projet.

3.2.2 Evaluation des systèmes de gestion sociale

3.2.2.1 Cadre juridique et Réglementaire de gestion sociale

En matière de gestion sociale, le Maroc dispose d'un cadre légal exhaustif. En particulier, la nouvelle Constitution de 2011 accorde une grande attention à la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes, la présentation de pétitions et l'accès à l'information, la gestion des requêtes. Tous les aspects relatifs à l'information et la participation du public sont garantis, d'une manière globale, par la constitution. Cette dernière accorde une grande attention à : (i) la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes (art 13é, 139) ; (ii) la présentation de pétitions (art 15) ; (iii) l'accès à l'information (art 27) ; (iv) la gestion des requêtes (art 152). En matière d'équité et de non-discrimination, la Constitution consacre l'égalité femme-homme (art 19), l'accès équitable aux services sociaux, économiques et culturels (section 5) ainsi l'inclusion des personnes à besoins spécifiques (art 34).

La loi Organique n° 113-14 relative aux communes, fixe les attributions propres à la commune, celles en association avec l'état ainsi que celles susceptibles de lui être transférées par ce dernier ainsi que les conditions de gestion démocratique des affaires communales, et également les conditions de présentation des pétitions par les citoyennes et citoyens et par les associations.

Cette loi consacre le renforcement de la démocratie locale, l'élargissement du rôle des collectivités territoriales dans le développement, la conception de mécanismes de renforcement de la participation dans la gestion de la chose locale, l'efficacité dans la gestion locale et la mise en œuvre des principes et règles de la bonne gouvernance prévue par la Constitution.

Conformément aux articles 119 et 120 de cette loi, les communes sont tenues de mettre place et instaurer dans leur règlement intérieur :

- Des mécanismes participatifs de dialogue et de concertation à même d'assurer la participation des citoyens (y inclus les femmes) et de la société civile à l'élaboration du plan d'action de la commune. ; ainsi que,
- Le « comité consultatif de la parité, de l'égalité des chances et l'approche genre ».

3.2.2.2 Cadre Institutionnel de la gestion sociale

D'un point de vue institutionnel, plusieurs institutions sont en charge, au niveau national, de la gestion des requêtes et des plaintes. En particulier : le Conseil national des Droits de l'Homme (CNDH), qui est habilité à engager des procédures juridiques en cas de violations et de recommander des sanctions ; l'Institution du Médiateur, organe constitutionnel jouissant d'une autonomie juridique et financière, indépendant vis-à-vis de l'Assemblée législative, du pouvoir exécutif et du pouvoir judiciaire, mécanisme d'appel gratuit et facilement accessible pour les citoyens ayant une requête, une plainte ou une réclamation ; et l'Instance Nationale de Probité, de Prévention et de Lutte contre la Corruption (INPPLC) qui est également un organe constitutionnel autonome doté, ayant trait à la coordination, à la supervision et au suivi de la mise en œuvre des politiques visant à prévenir et à combattre la corruption.

Pour les institutions impliquées dans la mise en œuvre du PARAAE, un système de gestion des plaintes existe depuis 2017 : Le portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations

3.2.2.3 Procédure de gestion sociale applicable au PARAAE

La gestion sociale du PARAAE sera assurée à travers la réalisation de l'EIES des projets de construction et réhabilitation qui permettra de gérer les impacts sociaux du chantier.

La mise en place de l'unité de gestion, doit prendre en considération la gestion sociale, et dispenser les ressources nécessaires à cette fin.

Le Secrétariat d'Etat chargé de la Formation Professionnelle dispose d'un service des études d'impact de la formation en cours d'emploi, dont le rôle est la réalisation d'étude d'impacts socio-économique de la formation continue sur les entrepreneurs dans le but de les encourager à adhérer au programme de la formation continue., il est important d'implémenter au sein de ce service la responsabilité de la gestion sociale du programme, et procéder au renforcement des capacités du personnel dédié à ce service.

Ce service est rattaché à la division de la Formation en cours d'emploi, qui fait partie de la Direction de la Formation en Milieu Professionnelle

En matière de gestion des plaintes et réclamations, le programme PARAAE, s'appuiera sur deux de Mécanisme de gestion de plaintes :

- Le portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations
- Le mécanisme de gestion des plaintes au niveau des communes. En effet, la commune reçoit les plaintes au niveau du bureau des plaintes, concernant les infractions au niveau des chantiers. Ces plaintes concernent le non-respect des horaires de travail, l'entrave à la circulation publique, les stationnements en dehors des aires dédiées au chantier, accumulation des déchets en dehors du chantier, le dégagement des poussières ou gaz d'échappement des engins, etc. La commune gère les plaintes en collaboration avec les responsables chantier, et remédie à toutes les infractions à travers l'information du responsable chantier et l'émission de l'ordre de satisfaire la demande de la population

3.3 ADEQUATION DU SYSTEME DE GESTION ENVIRONNEMENTALE APPLICABLE

3.3.1 Cadre juridique national de la gestion environnementale

A l'instar des pays en développement, conscient de la problématique environnementale et de changement climatique, le Maroc a adopté dans sa stratégie de développement le concept de développement durable, qui allie entre les dimensions environnementales, économiques et sociales, et assure un équilibre entre le développement et la protection des ressources naturelles., avec pour objectifs l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles et la promotion de la croissance verte.

Le Maroc est aussi signataire de plusieurs conventions internationales, et s'est engagé au niveau international à considérer les principes de Développement Durable, dans le cadre des Sommets de la Terre de Rio de Janeiro (1992) et de Johannesburg (2002) et lors de la COP 21 de Paris et la COP 22 organisée au Maroc, au cours desquels, il a confirmé ses engagements et sa volonté à être respectueux de l'environnement., Ainsi, le Maroc a mis en place les fondements visant à instaurer le développement durable dans l'ensemble du pays à travers plusieurs réformes politiques, institutionnels, juridiques et socio-économiques applicables aux différents secteur. Le processus a été renforcé par ailleurs par l'adoption de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable et le Plan Maroc vert pour renforcer la prise en considération des aspects liés aux changements climatiques.

L'examen et l'évaluation du cadre réglementaire applicable au programme a montré que le système national est globalement en alignement avec les sauvegardes opérationnelles de la Banque. Cela concerne à la fois la majorité des aspects liés à la protection de l'environnement, la lutte contre la pollution et l'utilisation efficiente des ressources, y compris les instruments préventifs (Etudes de l'Impact Environnemental, EIE) et incitatifs (aides financières et incitation fiscales), comme aussi des mesures coercitives à l'encontre des personnes physiques et morales commettant des infractions de pollution ou de dégradation de l'environnement. Certains textes sont à caractère général ou horizontal et d'autres sont spécifiques aux activités sectorielles.

SO1 : Evaluation environnementale et sociale : L'instrument le plus important d'évaluation environnementale nationale est la Loi n°12-03 sur les études d'impact, promulguée le 12 mai 2003 qui subordonne tout projet susceptible d'avoir des répercussions sur l'environnement à une décision d'acceptabilité environnementale, établit la liste des projets assujettis, la procédure de réalisation et consistence ainsi que les exigences en matière d'enquête publique et procédure d'approbation des études et notices d'impact.

Ce système est en adéquation avec le SSI pour les projets assujettis à une EIE, et qui font l'objet d'un examen par le Comité compétent dépendamment du montant d'investissement (CREI pour les investissements inférieurs à 200 Millions de Dirhams, CNEI pour les investissements au-delà de ce montant), pour l'obtention de l'acceptabilité environnementale conditionnée par la réalisation d'une enquête publique, et la mise en place d'un Programme de Suivi et de surveillance Environnementale et Sociale (PSSE), qui représente l'engagement du développeur à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des impacts identifiés et respecter l'environnement, et est transcrit dans le cahier des charges des entreprises. Néanmoins, la liste des projets dressée dans la loi n'est pas exhaustive, et ne prend pas en considération les projets à faibles impacts tel qu'il est le cas des sous-projets des infrastructures éducatives du PARAAE (projets de catégorie 2 selon la politique de la BAD) qui ne sont ni soumis à une étude environnementale ni à la délivrance d'une attestation d'acceptabilité environnementale.

Ceci dit, il est à souligner que la loi sur les EIE à la lumière de la charte de l'Environnement et de Développement Durable, est en train d'être amendée pour établir la procédure d'évaluation environnementale et sociale pour les PPP, à l'instar de ce qui se fait à l'international, revoir et compléter la liste des projets assujettis à une EIE et prendre en considération les orientations de la constitution en y incluant entre autre la consultation publique.

SO2 : Réinstallation involontaire, acquisition des terres, déplacement de la population : le programme ne prévoit pas d'expropriation, ni d'acquisition de terres. Ceci dit, le Maroc dispose d'une loi sur l'expropriation, mais qui n'est pas applicable au PARAAE.

SO3 : Biodiversité, ressources naturelles et services écosystémiques : Le cadre réglementaire marocain couvre la protection de la biodiversité et des ressources naturelles (loi 11-03, la loi 22-07, etc), en plus des conventions internationales, mais il n'est pas applicable au programme, vu que la réalisation des projets n'a aucun impact sur la biodiversité, les ressources naturelles et les services écosystémiques.

SO4 : Prévention et contrôle de la pollution, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources : de par sa nature, le PARAAE n'induit aucune pollution et n'utilisera des produits dangereux que pour les besoins de chantier. Ce volet est réglementé par la loi 28-00 sur la gestion des déchets et ses décrets d'application.

SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité : Couvertes par le code de travail,

3.3.2 Mécanisme de gestion environnementale

Le Mécanisme de gestion environnementale au niveau national est solide et est bien bâti, aussi bien sur le plan juridique, procédural qu'organisationnel.

Néanmoins, l'évaluation du mécanisme de gestion environnementale au niveau des institutions qui seront chargées spécifiquement de la mise en œuvre du PARAAE, a montré une faiblesse à ce niveau par le manque

de personnel, et de connaissance de la procédure nationale de gestion environnementale et sociale . En effet, les projets et programmes qui sont réalisés et suivis par ces institutions sont majoritairement liés à la formation et à l'insertion professionnelle et dont les résultats sont désignés dans la conception, et sont de nature à avoir des impacts positifs correspondant aux résultats escomptés, et n'ont d'impacts négatifs, que si des constructions, aménagement ou réhabilitation sont programmés. Ces activités dont les impacts sont modérés ne sont pas gérés par le système, ne font pas l'objet d'étude d'impact, d'où la faiblesse du mécanisme.

Cependant, dans la pratique, l'implémentation des clauses environnementales et sociales se fait au niveau des dossiers d'Appel d'Offres soit par le Département concerné quand il est responsable lui-même du lancement de l'appel d'offres, soit par la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée représentée par le Ministère de l'Equipeement en cas de financement par des bailleurs de fonds , et sont transmises dans les cahiers des charges d'entreprise, la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales se font par les responsables Hygiène Sécurité et Environnement des entreprises sur le chantier.

En absence de financement dans le cadre de la coopération internationale, le seul volet qui est pris en charge est celui de la santé-sécurité stipulé par le code du travail.

3.3.3 Institutions impliquées dans la gestion environnementale

Comme a été précisé auparavant, l'institution gouvernemental chargé du développement Durable et qui est l'organisme de tutelle de protection et de gestion environnementale a toute les capacités pour réussir la mission de gestion environnementale des projets et programmes.

Le Département de la Formation Professionnelle désigné responsable de la mise en œuvre des actions de formation, et sera responsable des constructions et réhabilitation, accueillera aussi en son sein l'unité de gestion en son sein, n'intègre pas dans l'organigramme une structure dédiée à la gestion environnementale et sociale des projets et programmes.

3.4 ADEQUATION DU SYSTEME DE GESTION SOCIALE APPLICABLE

3.4.1 Cadre juridique de la gestion sociale

En alignement avec le SSI, le cadre juridique applicable est en parfaite harmonie, traite, légifère et protège tous les droits sociaux de la population.

En effet, La nouvelle Constitution de 2011 qui est le pilier le plus fort de la protection et de la gestion sociale, accorde une grande attention à : (i) la consultation et la participation des populations dans l'élaboration et le suivi des programmes (art 132, 139) ; (ii) la présentation de pétitions (art 15) ; (iii) l'accès à l'information (art 27) ; (iv) la gestion des requêtes (art 15é). En matière d'équité et de non-discrimination, la Constitution consacre l'égalité femme-homme (art 19), l'accès équitable aux services sociaux, économiques et culturels (section 5) ainsi l'inclusion des personnes à besoins spécifiques (art 34).

La loi 113-14 sur les communes appuie les stipulations et les exigences de la constitution.

Le projet ne prévoit pas d'expropriation ni d'acquisition de terres, et donc la réglementation de ce volet est non applicable.

L'aspect genre est pris en considération aussi bien par la constitution que par la charte communale, et est aussi pris en compte dans le montage du projet. La dimension genre est intégré dans le PARRAE, en préconisant une égalité d'accès aux différentes activités programmées aussi bien pour les hommes que les femmes (Accès à au moins 210 000 jeunes chercheurs **d'emplois dont 50% de femmes** au contrat d'insertion ; Augmentation du nombre de bénéficiaires des programmes de soutien à l'employabilité **à 66 000 dont 50% de femmes**)

3.4.2 Mécanisme de gestion sociale

Les mécanismes de gestion sociale sont liés à l'information, l'implication de la population et la gestion des plaintes et doléances.

L'accès à l'information est devenu un droit constitutionnel depuis 2011. Dans ce sens, l'article 27 stipule que *«les citoyennes et les citoyens ont le droit d'accéder à l'information détenue par l'administration publique, les institutions élues et les organismes investis d'une mission de service public. Le droit à l'information ne peut être limité que par la loi, dans le but d'assurer la protection de tout ce qui concerne la défense nationale, la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, ainsi que la vie privée des personnes, de prévenir l'atteinte aux droits et libertés énoncés dans la présente Constitution et de protéger des sources et des domaines expressément déterminés par la loi*

Ce droit est effectivement légiféré par la loi 13-03 sur le droit d'accès à l'information, adoptée le 20 Juillet 2016, entrée en vigueur le 12 Mars 2018.

Actuellement, l'information de la population se fait au cours de la procédure de l'enquête publique. En effet, L'Article 9 de la Loi 12-03 met l'accent sur la nécessité de l'information et de la consultation de la population, et stipule que : « Chaque projet soumis à l'étude d'impact sur l'environnement donne lieu à une enquête publique. Cette enquête a pour objet de permettre à la population concernée de prendre connaissance des impacts éventuels du projet sur l'environnement et de recueillir leurs observations et propositions y afférente. Ces observations et propositions sont prises en considération lors de l'examen de l'étude d'impact sur l'environnement. ». A cette fin, l'article 10 la Loi 12-03 pose le principe de l'accès des parties prenantes à l'information relative à l'EIE « L'administration doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les informations et les conclusions afférentes à l'étude d'impact sur l'environnement soient accessibles au public durant la période de l'enquête publique. ». Le Décret d'application de la loi 12-03, n° 2-04-564 fixant les modalités d'organisation et de déroulement de l'enquête publique relative aux projets soumis aux études d'impact sur l'environnement. L'enquête publique est une procédure administrative, au cours de laquelle on recueille l'avis de la population à travers un registre mis à sa disposition au niveau des communes concernées par le projet, accompagné d'un dossier d'enquête publique constitué d'un résumé non technique en arabe et en français, une fiche technique du projet en arabe et en français et un plan de situation. Elle est déclenchée par arrêté. L'information de la population se fait par publication de cet arrêté dans les journaux et par affichage au niveau des communes, 15 jours avant d'entamer l'enquête.

Pour impliquer davantage la population, et pour qu'elle soit mieux informée, la loi 12-03 est en train d'être amendée pour obliger la consultation publique dans la procédure des évaluations environnementales.

La gestion des plaintes et doléances est par ailleurs faite par plusieurs institutions dont le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) appelé à examiner la violation des droits de l'Homme soit par sa propre initiative ou suite à une plainte, le médiateur appelé à défendre le droit des usagers des administrations publiques ; (iii) l'Instance nationale de probité et de lutte contre la corruption, habilitée à recevoir les plaintes relatives à la corruption.

Pour la gestion de doléances, deux mécanismes existent, le premier au niveau de la commune qui gère les plaintes émanant directement des populations au cours des travaux et qui les traite suite à une vérification de l'état des lieux, et intervient auprès de l'entreprise pour mettre en place la mesure nécessaire, et le deuxième à travers Le portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations. D'où l'importance de l'unité de gestion, qui coordonnera entre toutes les parties prenantes (Entreprises, communes, Maitrise d'ouvrage déléguée, etc) et rendra compte à la Banque

3.4.3 Institutions de la gestion sociale

Les institutions impliquées dans la gestion sociale du projet sont de deux niveaux. Au sein du DFP, on note le manque de structure dédiée à la gestion sociale des programmes, le service existant n'a pas les performances et l'expérience nécessaires.

La commune, à travers les responsabilités qui lui sont attribuées par la loi, a profité d'expériences antérieures pour la gestion sociale des chantiers faisant partie de sa circonscription. Elle reçoit aussi les plaintes et les gère. (Voir commentaire)

Par ailleurs, la gestion des plaintes se fera à travers le portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations.

3.5 ADEQUATION DE LA CAPACITE INSTITUTIONNELLE ET DES MECANISMES DE COORDINATION

3.5.1 Capacités de gestion environnementale

Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Durable responsable de la gestion du système d'EIE, dispose d'une bonne expérience et des compétences nécessaires, particulièrement dans le domaine de l'examen des EIE, du contrôle de la mise en œuvre des projets et du suivi des milieux (air, eau, sol), par le biais du Laboratoire de l'Environnement. Le SEDD a acquis une grande expérience dans le cadre de la coopération internationale pour la gestion des projets et programmes.

Pour la réalisation des EIE de qualité et répondant aux exigences nationales et internationales, le Maroc dispose de grandes potentialités et de l'expertise nécessaire aussi bien individuelles que dans le cadre de bureau d'études qui sont pour la plupart organisée au niveau de la Fédération Marocaine des Ingénieurs Conseils.

Les institutions impliquées dans la mise en œuvre du programme, savent qu'une procédure d'évaluation environnementale existe, mais ne l'applique pas dans la gestion de leur projet, vu leur nature, qui les exclut de la liste des projets assujettis à l'EIE. Les communes de par leurs attributions, sont impliquées dans la protection de l'environnement, et ont la responsabilité à travers le président de veiller à la salubrité du milieu. Elles sont aussi impliquées dans le territoire de la commune de faire le suivi des actions de construction, pour vérifier le respect des procédures d'hygiène et sécurité, et de protection de l'environnement.

Ces institutions ont la capacité de coordonner entre elles, à partir de la phase de conception puisque la commune est informée de la réalisation des projets délivre l'autorisation de construire, et suit leur réalisation.

3.5.2 Capacités de gestion sociale

A part les impacts négatifs sociaux du chantier, le programme ne prévoit pas d'expropriation. La gestion sociale concerne uniquement la phase chantier.

Une commune a en général toute les capacités de la gestion sociale, à travers la prise en charge et la gestion des plaintes et doléances pouvant lui parvenir concernant la réalisation des sous- projets, et qui sont traités selon les compétences. Les communes au niveau desquelles seront réalisées les projets assumeront ce rôle de contrôle des chantiers, surtout dans le cas de plaintes ou de constat de non application des clauses (ex : perturbation de la circulation, stationnement, etc)

La gestion des plaintes se fera par le biais du portail national des réclamations CHIKAYA.ma, qui a été mis en place en application du décret n°2-17-265 du Ministère de la fonction publique. Les Inspections Générales des Ministères (IGM) au niveau de chaque ministère se chargent de la gestion des réclamations

En phase chantier, le respect des mesures stipulées dans le PGES selon les responsabilités, permettra de gérer convenablement les impacts sociaux.

Les institutions de mise en œuvre du programme ont de l'expérience de gestion des projets et programmes financés par les bailleurs de fonds, mais qui n'intégrait pas la prise en charge de la dimension environnementale et sociale, ce qui ne leur permet de répondre aux exigences SSI, aussi bien en termes d'organisation que de suivi.

4 CONCLUSION

4.1 ÉVALUATION DU SYSTEME DU PROGRAMME

L'évaluation des risques environnementaux et sociaux des activités relevant du présent Programme a permis de les caractériser de faibles à modéré. Ceci dit, le Programme offre une occasion à la fois de remédier aux insuffisances mentionnées par rapport aux exigences SSI, et de renforcer l'ensemble du système dans trois domaines : (i) renforcer le système de gestion environnementale et sociale ; (ii) assurer la mise en pratique d'une bonne gestion environnementale et sociale ; et (iii) assurer le suivi de la gestion environnementale et sociale.

4.1.1 Système de gestion environnementale

Le système national de gestion environnementale est généralement en adéquation avec les exigences du SSI.

Les projets à faibles impacts, tel qu'il est le cas des projets de construction et réhabilitation planifiées dans le cadre du PARRAE, ne sont pas assujettis à une EIE.

La gestion des risques de cette catégorie de projets, en conformité avec les exigences du SSI, nécessite la préparation et la mise en œuvre d'un PGES, et sa validation auprès des autorités compétentes pour l'obtention de l'acceptabilité environnementale.

La procédure nationale exige la réalisation de l'EIE pour pouvoir valider le PGES. L'unité de gestion du PARRAE, doit être dotée d'une organisation permettant de lancer les EIE relatives aux différents projets, les valider et implémenter le PGES au cours de la phase construction. Elle veillera aussi au respect des mesures et recommandations de ce document dont le contenu doit être transmis dans le cahier des charges des entreprises.

Ce processus a pour objectif de s'assurer que les impacts générés par toutes les activités financées sont maîtrisés et atténués.

Ces activités seront suivies par le point focal environnement et social (intégré à l'unité de gestion de Programme) pendant leur réalisation et leur mise en œuvre par une fiche d'Information environnementale permettant de rendre compte sur l'efficacité et la pertinence des mesures d'atténuation.

Le Programme soutiendra des mesures spécifiques pour renforcer la performance du système de gestion environnementale et sociale. Ces mesures seront mises en œuvre à travers la mise en place d'un Plan de Gestion Environnementale et sociale à intégrer dans le Manuel des opérations du PARRAE. L'ensemble de ces mesures est consigné dans le Plan d'action de l'EES et du Programme.

4.1.2 Système de gestion sociale

Les objectifs sociaux du PARRAE sont l'amélioration des conditions de vie des populations par l'amélioration de l'accès à l'emploi et le développement des compétences, il inclut les jeunes, les femmes et les plus vulnérables.

Les sous-projets (Construction et réhabilitation des centres de formation) financées dans le cadre du Programme, sont en majorité de petite ou de moyenne taille, et leurs risques sociaux sont faibles et limités dans le temps et se manifestent essentiellement pendant la phase des travaux, tels que la perturbation de la circulation, pertes ou restrictions d'accès temporaires, augmentation des niveaux de bruit.

Les terrains sont domaniaux, et sont affectés à l'utilité décrite avec décret du Premier ministre, et restent propriété de l'état. Cette procédure est assurée par la Direction des domaines.

Le système de gestion tel qu'il est existant est performant pour gérer les impacts sociaux du PARAAE (Système de gestion des plaintes (Communes et MTIP, et système de gestion des impacts sociaux du chantier Communes)

4.2 ÉVALUATION DU NIVEAU DE RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

L'évaluation du niveau de risque environnemental et social associé au Programme a permis de constater qu'il est jugé faible à modéré. En vue d'atténuer ce risque, le Programme contribuera à l'amélioration du système de gestion environnementale et sociale du DFP en vue de combler les lacunes identifiées dans l'ESES (instauration de procédures pour l'identification des risques, la définition et la mise en œuvre des mesures d'atténuation des risques identifiés, outils de suivi et de reporting). Afin d'assurer la durabilité environnementale et sociale du Programme, les capacités de gestion des institutions concernées, devront être renforcées, en matière de gestion sociale et environnementale, et ce. En :

- Introduisant une cellule au niveau de l'architecture initiale du Département chargé de l'exécution du PARAAE, qui sera responsable de la gestion environnementale et sociale du programme particulièrement les sous-projets ;
- Renforcer l'effectif du personnel dédié, si estimé insuffisant, et le former pour assurer les différentes responsabilités environnementales et sociales du programme

5 PLAN D'ACTION ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROGRAMME

5.1 Renforcement du système de gestion environnementale et sociale

Le Programme soutiendra des mesures spécifiques visant à renforcer la qualité et la performance du système de gestion environnementale et sociale, dans trois domaines d'intervention :

Actions visant à renforcer le système de gestion environnementale et sociale : Réalisation des EIE et la mise en place d'un PGES ; Les Tdrs pour la réalisation de l'EIE sont joints en annexes ;

Il est recommandé que l'ensemble de ces actions qui forme le Plan d'Action de l'ESES, soit pris en charge lors de la conception globale du Programme. L'application par le DFP (Unité de gestion) avec l'appui des maîtres d'ouvrage déléguée (Ministère de l'Équipement), des procédures environnementales et sociales détaillées dans le PGES devra être mesurée par un des indicateurs de performance retenus dans le Système d'Évaluation du Programme qui sera mis en place. La mise en œuvre de certaines de ces mesures sera renforcée par leur intégration dans le Plan d'action global du Programme.

Pour le renforcement du système de gestion, les recommandations sont orientées comme suit :

- Réalisation d'une EIES assortie d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale, qui sera validée par l'autorité compétente et sa soumission pour examen et validation. .
- Désignation d'un point focal environnemental et social, qui sera rattaché à l'unité de gestion du programme, formé sur le système de gestion environnemental et social et les outils de mise en œuvre tels que le PGES, et dont les missions seront d'assurer en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes : la coordination et le suivi de la mise en œuvre des actions de renforcement des systèmes de gestion sociale et environnementale ; la collecte et la centralisation de toutes les informations relatives aux risques sociaux et environnementaux et à leurs mesures d'atténuation ; le suivi-évaluation de la mise en œuvre des mesures d'atténuations et l'intégration des données au niveau du système d'information ainsi que le reporting.

5.2 Renforcement de la mise en œuvre et du suivi du système de gestion environnementale et sociale

- Les actions préconisées seront : préparer un guide aux futurs entrepreneurs pour les informer sur les modalités de la gestion environnementale et sociale dans leur secteur d'activités. Ce guide renfermera entre autres une fiche de diagnostic environnemental et social simplifié qui permettra au futur

promoteur de connaître les exigences de la réglementation nationale applicable à son projet. Le guide fera partie du manuel des opérations prévue dans le cadre du programme,

- sensibiliser les futurs entrepreneurs sur la vulnérabilité de leurs projets par rapport aux changements climatiques par la vulgarisation la politique du Maroc dans le domaine de gestion des risques climatiques et le développement durable et la promotion des énergies renouvelables
- La transcription de la procédure de gestion environnementale dans les cahiers des charges des entreprises,
- Suivi et reporting de la mise en œuvre des procédures et l'Intégration dans le système d'information

5.3 Renforcement des capacités institutionnelles en gestion environnementale et sociale

Les actions visant à renforcer les capacités des acteurs intervenant au niveau du DFP et des maîtrises d'ouvrage déléguées, en gestion environnementale et sociale ; et la mise en œuvre et le suivi des mesures d'atténuation des risques sociaux et environnementaux ainsi que l'application des procédures de gestion environnementale et sociale consignées dans le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ;

Pour le renforcement des capacités en matière de gestion environnementale et sociale, il est recommandé de mobiliser une cellule de gestion environnementale et sociale et de s'assurer que l'effectif du personnel est suffisant, et d'organiser de sessions de Formation ou renforcement de capacités pour bien maîtriser (i) : le PGES; ii) le développement des outils de gestion environnementale et sociale, ; (ii) ainsi que le suivi évaluation de la mise en œuvre des outils de gestion sociale et environnementale et des mesures d'atténuation des risques identifiés. Ces sessions de formation cibleront les institutions impliqués dans la mise en œuvre des sous-projets du Programme

L'ensemble de ces mesures est reporté dans le Plan d'action de l'ESES qui oriente la formulation globale du Programme. L'application par l'unité de gestion des procédures environnementales et sociales telles que résumées dans le rapport, feront l'objet d'un suivi lors de la mise en œuvre du Programme. La mise en œuvre de certaines de ces mesures sera renforcée par leur intégration dans le Plan d'action global du Programme.

Tableau7 : Plan d'action retenu

Action	Responsable	Echéancier	Mesures	Coût
Actions Climatiques environnementales et sociales				
Intégrer un guide d'information aux futurs entrepreneurs pour les informer sur la gestion environnementale et sociale dans leur secteur d'activités - le manuel des opérations du programme	MEF/DFP	Novembre 2018	Recrutement d'un consultant début octobre, finalisation du manuel en Novembre avant le Conseil d'Administration de la Banque	180 000 DH
Sensibiliser sur la vulnérabilité des projets par rapport au changement climatique pour les porteurs de sous-projets avec promotion des énergies renouvelables	MEF/ANAPEC	Pendant la durée du programme	une rubrique de sensibilisation est mise au niveau de la page web du Ministère et/ou dans le système d'information intégré de gestion des lauréats de la FP (SIIGLFP)	Intégré dans le coût de gestion du site Web du Ministère
Vulgariser la politique du Maroc dans le domaine de gestion des risques climatiques et le développement durable	MEF	Pendant toute la durée du programme	une rubrique de vulgarisation est mise au niveau de la page web du Ministère et/ou dans le système d'information intégré de gestion des lauréats de la FP (SIIGLFP)	Intégré dans le coût de gestion du site Web du Ministère
Elaborer et valider les études d'impacts spécifiques aux sous-projets de réhabilitation, construction des infrastructures de formation	MEF/DFP	Avant le début des travaux de construction	Attestation de conformité environnemental délivrée par le Secrétariat d'Etat auprès de Ministre d'Energie, des Mines et du Développement	compris dans le volet « études » du projet
Suivi, reporting et intégration des résultats dans le système d'information	DFP-UGP	Durant toute la durée du programme	Rapport de suivi réalisé par le point focal	Intégré dans le coût de recrutement du point focal
Nomination d'un point focal chargé du volet environnemental et social (ressources humaines internes)	DFP	A l'entrée en vigueur du programme	Note ou ordre de nomination, fiche de fonction	pas de coût additionnel
Formation sur le Système de gestion environnementale et sociale	DFP-UGP	Après constitution de l'Unité de gestion du Programme (UGP)	Recrutement d'un consultant formateur. PV de recrutement	6 000 Dh/jour

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des institutions parties prenantes

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

NOM	Fonction	Téléphone	Adresse mail
Ministère de l'Economie et des Finances			
Mme Maria OUCIBLE	Chef de Division des Financements multilatéraux	0673995490	oucible@db.finances.gov.ma
M. Zakaria EL ATIFI	Chef de Division		elatifi@db.finances.gov.ma
M. Rachid RYAD	Chef de Service - BAD	0673995310	ryad@db.finances.gov.ma
M. Mehdi FASSI FIHRI	Cadre	0661357999	fassifihri@db.finances.gov.ma
Mme Nassima RABIH	Chef de service	0673995231	rabih@db.finances.gov.ma
Mme Asmae HABIBI	Cadre	0651315970	habibi@db.finances.gov.ma
M. Yassine ABROUCHE	Cadre	0666511504	y.abrouche@db.finances.gov.ma
M. Ahmed YAHYAOUI OUI	Ingénieur	0693192080	yahyaoui@db.finances.gov.ma
Mme Nadia EL ANDALOUSSI	Inspecteur divisionnaire en Chef	0670057627	elandaloussi@db.finances.gov.ma
Inspection Générale des Finances			
M. Abdelali EL BERRIA	Inspecteur Général des Finances	0673049769	elberria@igf.finances.gov.ma
Mme Mouna Moutaouakil	Coordonnateur audit des projets financés	0673995518	moutaouakil@igf.finances.gov.ma
Mme Mounia HARMOUICHE	Superviseur des projets BAD	0673995524	mouniaharmouiche@igf.finances.gov.ma
M. Farid RADAH	Inspecteur des finances	0673995506	radah@igf.finances.gov.ma
M. Moha BOUSTA	Inspecteur des finances	0673995504	boustata@igf.finances.gov.ma
Mme Hanane CHAFAI	Inspecteurs des finances	0662165027	Chafai.hanane@gmail.com
M. Jad BENNANI	Inspecteur des finances	0660159372	h.chafai@igf.finances.gov.ma
Mme Fatima BOUROUADA	Inspecteur des Finances	benjack@hotmail.fr	fatibourouada@gmail.com
Direction des entreprises publiques et de la Privatisation - DEPP			
Mme Ikrame AZHARI	Cadre DSSE	0671786454	azhari@depp.finances.gov.ma
Mme Loubna KHANNOUSS	Cadre	0619609734	khannouss@depp.finances.gov.ma
Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle - ANAPEC			
M. Nouredine BENKHALIL	Secrétaire Général	0537762190	nbenkhalil@emploi.gov.ma
Mme Amal REGHAY	Directrice de l'Emploi	0537683187/0661049535	regamal@hotmail.com

Mme Amal BELAID	Chef de Service de la Coopération multilatérale	0679159791	amalbelaid4@gmail.com
M. Abdelaziz BENKRIKCH	Chef de division	0661049920	benkrikch@yahoo.fr
M. Anouar ALAOUI ISMAILI	Directeur central	0661045513/0522789599	a.alaoui@anapec.org
Département de la Formation Professionnelle			
M. Mohamed RHERRAS	Secrétaire d'Etat chargé de la Formation professionnelle	0537657088	m.rherras@dfp.gov.ma
M. Oussama LOUKILI	Conseiller	0661117802	oussamaloukili@gmail.com
M. Brahim EL HIMRI	Chef de division de la Coopération et du Partenariat	0679997044	brahim-ugp@dfp.gov.ma
Mme Mounia HAKIOUI	Chef de Service coopération internationale	0663043691	mouniay@hotmail.com
M. Fouad BENDRATE	Chef de Service programmation et budget	0612002970	bendrate-sa@dfp.gov.ma bendratefouad@gmail.com

Annexe 2 : Termes de référence pour le recrutement d'un consultant pour la réalisation de l'Etude d'impact sur l'environnement

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ETUDE

Le Programme axé sur les Résultats pour l'Amélioration de l'Accès à l'Emploi (PARRAE), ci-après dénommé "Projet", est une action de la banque Africaine de Développement (BAD), en appui du programme du gouvernement marocain. Visant l'amélioration des conditions de la vie des populations,, et l'amélioration de l'accès à l'emploi pour les jeunes, les femmes et les plus vulnérables.

Le projet intègre deux axes de développement:

- Appui au renforcement de la cohésion sociale par l'emploi ;
- Amélioration du capital humain par le développement et la valorisation des compétences, et l'inclusion sociale.

L'amélioration du capital humain et de la qualité de la formation pour l'insertion professionnelle, à travers le renforcement des infrastructures physiques: 14 centres de formation et un institut de formation des formateurs en ingénierie de la formation.

Les activités consistent en la construction ou réhabilitation de centres existant.

2. OBJECTIFS

L'objectif de l'étude d'impact environnemental et social consiste à mettre à la disposition du client et de l'entreprise de travaux un outil de gestion environnementale et sociale. Pour ce faire, les objectifs secondaires sont les suivants:

- Identifier et évaluer les impacts environnementaux et sociaux prévisibles (positifs et négatifs) du projet proposé
- Proposer des mesures d'atténuation des impacts négatifs efficaces et à des coûts acceptables et des mesures de bonification des impacts positifs à mettre en œuvre pendant et après la mise en œuvre du projet proposé
- Vérifier la conformité avec la législation nationale et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale (selon le Cadre de gestion environnementale et sociale et le Cadre de politique de réinstallation)
- Préparer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

3. CHAMPS DE L'INTERVENTION

Suite à l'examen environnemental préalable du projet envisagé dans le cadre de l'Évaluation Environnementale et Sociale Stratégique, les études comprendront la préparation d'une (i) Etude d'impact environnemental et social et/ou d'un (ii) Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

Elles auront pour objectifs :

- l'identification et l'évaluation des principaux impacts environnementaux et sociaux négatifs comme positifs.
- La proposition de mesures d'atténuation efficaces et financièrement justifiables permettant:
- éviter ou d'atténuer les principaux impacts négatifs identifiés
- Mettre en valeur et bonifier les impacts positifs.
- Définir les responsabilités de mise en œuvre des mesures d'atténuation

A titre non limitatif, l'EIE doit contenir:

1. Résumé non technique

Le consultant élaborera un résumé clair et compréhensible pour le public des informations et des principales données contenues dans l'étude d'impact sur l'environnement, notamment celles relatives aux impacts positifs et/ou négatifs du projet sur l'environnement ainsi que les mesures envisagées pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement.

2. Cadre juridique et institutionnel

Le cadre juridique et institutionnel concernant le projet portera sur une description des dispositifs relatifs à l'environnement en termes de contexte juridique et cadre institutionnel de protection et de gestion de l'environnement, et des pratiques d'évaluation environnementale. Les exigences durant les travaux de construction et d'exploitation qui vont avoir lieu au cours de la réalisation du projet seront prises en compte dans ce chapitre.

Cette phase préliminaire considérera aussi bien les exigences locales que celles demandées par la BAD.

3. Description du projet

Cette section vise deux objectifs principaux: d'abord présenter les caractéristiques techniques des différentes composantes du projet, c'est-à-dire la façon de leur agencement, pour répondre adéquatement aux besoins, et détailler par la suite les différentes étapes qu'il faudra accomplir pour réaliser et exploiter le projet et l'opérer à long terme. Ce dernier élément servira d'intrant à l'analyse des impacts puisque ces étapes constituent les sources de modification du milieu ambiant (sources d'impact).

Dans un premier temps le Consultant présentera une justification économique, sociale et/ou technique du projet ; il abordera par la suite la description de toutes les composantes du projet : ses spécificités techniques, les matériaux, les zones d'emprunt, l'utilisation des ressources naturelles (eau, sables, etc.), les besoins en énergie, le calendrier d'exécution, la main d'oeuvre.

La description du projet va permettre d'évaluer l'ampleur des actions du projet, de connaître les principales composantes à la fois au niveau de la construction qu'au niveau de l'exploitation, pour anticiper les répercussions environnementales sur le milieu.

La description du projet aura pour objectif d'étaler les arguments du choix du projet et de sa faisabilité socio-économique, ainsi que le choix du site lui-même. Le consultant élaborera une synthèse claire et complète des caractéristiques techniques du projet, à partir des données fournies par le Client, comprenant notamment :

- L'activité projetée;
- La localisation exacte du projet
- Description du projet et de ces composantes techniques;
- Capacité du projet;
- Description des infrastructures accompagnant le projet;
- Justification du projet;
- Le mode de gestion du projet ;
- L'échéancier de réalisation des travaux et la description des phases de construction et d'exploitation;
- Le mode d'exécution des travaux;
- Le coût du projet;
- Le nombre d'emplois qui seront créés et les retombées économiques anticipées sur la main d'œuvre locale et l'achat des biens et services;
- Et tout autre élément pertinent dans l'analyse du projet.

Durant cette activité, le Client mettra à la disposition du consultant, toute la documentation disponible utile pour la réalisation des prestations de la présente étude.

4. Description de l'état initial de l'environnement

le Consultant entreprendra la description et l'étude du milieu d'implantation ; la notion de milieu est ici entendu dans son sens le plus large et concernera notamment le milieu biophysique mais également l'environnement socioéconomique et culturel ; en particulier elle impliquera les infrastructures et équipements collectifs, les équipements économiques, les usages des infrastructures, etc. Le. la proximité du projet par rapport aux agglomérations avec indications sommaires de leur nature (urbaine, dense, parsemée, etc), l'utilisation actuelle et potentielle du milieu, le cadre socio-économique des populations, le découpage administratif et la population desservie, les infrastructures collectives, le cadre socioculturel et le patrimoine archéologique, etc.

Consultant identifiera en outre les enjeux environnementaux des milieux étudiés

5. La délimitation du périmètre de l'étude :

cette phase sera consacrée à l'élaboration d'une proposition de délimitation des limites de l'étude : les limites de l'étude circonscrit, notamment, l'étendue spatiale et temporelle de l'étude.

6. L'analyse des impacts environnementaux et sociaux:

elle sera réalisée en deux phases celle de l'identification et celle de l'analyse proprement dite.

L'identification consiste en l'inventaire de tous les impacts potentiels du projet. Cet inventaire repose sur au moins deux critères de documentation existante sur la matière et les expériences antérieures.

La phase d'analyse quant à elle comprendra l'évaluation des impacts c'est à dire l'appréciation de la valeur de chaque impact. Par la suite, seuls les impacts importants seront retenus comme impact du projet.

L'évaluation des impacts du projet consiste en l'appréciation de l'importance des impacts probables.

Cette appréciation sera effectuée sur la base des éléments suivants :

- l'étendue
- la durée : permanente ou temporaire ou encore semi-permanente
- l'amplitude
- la probabilité
- l'importance de la composante affectée

4. IDENTIFICATION DES MESURES D'ATTÉNUATION

Les mesures se définissent comme l'ensemble des moyens envisagés afin d'éliminer, de réduire (atténuer) ou de compenser l'importance d'un impact sur l'environnement.

Ces mesures porteront sur l'annulation, l'atténuation des impacts nuisibles sur l'environnement biophysique et humain, et l'insertion du projet dans le milieu. Elles devront intégrer les principes de développement durable urbain afin d'assurer un développement social, économique et environnemental harmonieux.

les impacts significatifs feront l'objet de propositions de mesures d'atténuation et, éventuellement, de mesures d'accompagnement. Ces mesures viseront à réduire l'importance des impacts potentiels identifiés pour les ramener à des niveaux biologiques, biophysiques, sociaux, économiques, culturels acceptables sinon à les éviter.

Ces mesures peuvent-être techniques, sociales, économiques, institutionnelles, etc. Elles seront classées par ordre de préférence en mesures de prévention ou de minimisation, mesures de réparation et en cas d'impacts non réductibles il pourrait être envisagé de procéder à des mesures de compensation.

Toutefois, la mise en oeuvre de ces mesures n'est pas toujours de nature à éliminer intégralement les impacts des activités des projets. Aussi, est-il nécessaire de procéder à des évaluations des impacts résiduels.

5. PRÉPARATION D'UN PGES :

les mesures d'atténuation, les mesures de gestion des risques d'accompagnement du projet seront agencées de manière cohérente et opérationnelle dans le cadre de ce (PGES), et le PGES organise l'ensemble des mesures identifiées pour en faire un programme opérationnel à l'intention de l'entreprise adjudicataire du marché de travaux.

Le PGES comprendra notamment : le descriptif techniques des mesures, le calendrier, les critères de performance, les procédures de mise en oeuvre, les acteurs impliqués, les besoins en formation et les coûts de mise en oeuvre et de suivi.

6. PRÉPARATION DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE:

Le consultant veillera à la préparation du dossier de demande d'ouverture d'enquête publique conformément à la réglementation en vigueur, et à l'appui du client dans la procédure. Le dossier de demande de l'ouverture de l'Enquête publique comprendra les éléments suivants:

- Résumé non technique en arabe et en français ;
- Fiche descriptive technique du Projet en arabe et en français ;
- Cartes de situation et des impacts ;
- Registre.

7. VALIDATION DE L'EIE:

Le consultant procédera à présenter les résultats de l'EIE, devant le Comité des Etudes d'Impact concerné, pour validation et obtention de l'acceptabilité environnementale.

En cas de remarques ou insuffisance lui incombant, le consultant procédera à répondre et à satisfaire ces remarques jusqu'à validation.

8. LIVRABLES

Le consultant doit produire:

Le rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social du projet: qui sera exhaustif et conforme aux termes de références et aux exigences de la loi marocaine et du bailleur de fonds: qui sera produit en nombre suffisant pour répondre à la demande du Comité des Etudes d'Impact

Le dossier d'enquête publique: au nombre des communes concernées par le projet

Le Plan de Gestion Environnementale et sociale : au même nombre que le rapport de l'EIES.

9. DELAI DE REALISATION

L'étude d'impact environnemental et social sera réalisé dans un délai de un mois et demi, hors délai de réalisation de l'enquête publique, et de validation par le Comité des Etudes d'Impact

10. PROFILS DU CONSULTANT

Le consultant doit avoir au moins une expérience de 10 ans dans les évaluations environnementales, et une connaissance des procédures et exigences de la Banque.

Personnel Clé:

- Un chef de projet expert en environnement (Bac+5, diplôme à l'appui), avec une expérience d'au moins 10 ans,,
- Un expert senior en environnement (Bac+s diplôme à l'appui) ayant une expérience minimale de 10 ans.
- Un ingénieur Génie civile(Bac+5 diplôme à l'appui, 10 ans d'expérience et plus) ;
- Un socio-économiste

Et tout autre profil estimé nécessaire au bon déroulement de l'étude.

Annexe 3 : Fiches Techniques des Centres de Formation en métier du social et de l'entrepreneuriat

ROYAUME DU MAROC
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education
Nationale, de la Formation Professionnelle, de
l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
Chargé de la Formation Professionnelle



المملكة المغربية
كتبة الدولة لدى وزير التربية الوطنية والتكوين المهني
والتعليم العالي والبحث العلمي المكلفة بالتكوين المهني

INSTITUT DE FORMATION EN ENTREPRENEURIAT A CASABLANCA

FICHE PROJET

I. CONTEXTE :

L'Institut de Formation en Entrepreneuriat trouve sa justification dans la convention de partenariat tripartite pour la sensibilisation et la formation au nouveau statut de l'auto-entrepreneur conclue le 30 mars 2016 entre l'Etat et la CGEM d'une part et la volonté des pouvoirs publics de mettre en convergence l'action de l'ensemble des intervenants, notamment ceux participants à la mise en œuvre de la politique en matière de promotion de l'entrepreneuriat et l'intégration des activités non structurées d'autre part.

II. DESCRIPTIF :

Il s'agit de mettre en place des parcours professionnels du middle management pour assurer la formation au profit des néo auto-entrepreneurs et des auto-entrepreneurs. L'institut assure la formation :

- Du middle management dans les métiers mondiaux du Maroc (Aéronautique, automobile, ferroviaire, énergies renouvelables et efficacité énergétique ...);
- Formation et qualification des auto-entrepreneurs ;
- La promotion de la culture entrepreneuriale.

III. CONSISTANCE :

La transformation des locaux des deux (02) écoles Al Kindy situées dans la commune de Sidi Belyout à Casablanca en institut de formation. Ces écoles sont mises à la disposition du projet par l'AREF Casa – Settat. La superficie globale construite est de 2.892 m².

IV. COÛT ESTIMATIF DE L'AMENAGEMENT ET DE L'EQUIPEMENT :

- | | |
|---|--------------------|
| → Etudes et contrôles techniques liés à la réalisation et suivi des travaux | : 3 500 000,00 DH |
| → Travaux d'aménagement et de transformation des 2 écoles en institut | : 11 500 000,00 DH |
| → Mobilier et matériel de bureau | : 4 000 000,00 DH |
| → Mobilier de classes, Salles spécialisées et salle de conférence | : 6 000 000,00 DH |

Total : **25 000 000,00 DH**



Fiche sur la création d'institut dans les métiers du travail social

Contexte général :

Afin de répondre à l'ampleur, la diversité et la complexité des besoins et des problèmes sociaux et d'accompagner les grands chantiers du « social » lancés par le Maroc, le Secrétariat d'Etat chargé de la formation Professionnelle prévoit le lancement d'une étude d'opportunité pour la mise en place d'un dispositif de formation permettant le développement des ressources humaines qualifiées dans l'action social et des compétences nationales en ingénierie sociale.

Consistance du projet :

Le projet consiste à l'élaboration d'une étude d'opportunité pour la création d'un institut dans les métiers du social.

Il s'agit de mettre en place des :

- formations qualifiantes au profit des travailleurs sociaux en exercice et des cadres administratifs et des associations.
- formations diplômantes de niveau qualification, technicien et technicien spécialisé.

Les modes de formation sont soit résidentiel, par alternance ou par apprentissage.

Trois profils sont déjà identifiés par le Ministère du l'Emploi ayant trait à la formation professionnelle et qui sont :

- le Médiateur / facilitateur social d'entreprise (niveau Technicien Spécialisé)
- l'Agent socio éducatif (niveau Technicien)
- l'Aide social (niveau qualification ci-joint fiche descriptive)

Etape de réalisation de l'étude d'opportunité

I- Description des métiers du travail social :

Cette description est déclinée selon trois axes majeurs que sont :

- le poids économique des métiers du travail social, leurs perspectives de développement et leur structuration professionnelle.
- La répartition qualitative et quantitatives des emplois et leurs descriptions.

Ainsi les points à traiter dans cette partie se présentent comme suit :

- 1- réalité économique des métiers du travail social
- 2- structuration professionnelle
- 3- répartition quantitative par taille des employeurs
- 4- poids économique
- 5- nombre d'emplois et leur répartition par catégorie et taille d'employeur
- 6- liste des emplois-types concernés par l'étude
- 7- perspectives de développement des métiers du travail social



Fiche au sujet de l'Institut National de Formation des Formateurs, des Tuteurs et de Recherche en Ingénierie de Formation

Contexte et problématique

Dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité de la formation, le Département de la Formation Professionnelle a déployé des efforts considérables pour veiller à la mise à niveau des ressources formatives, dont notamment le perfectionnement et la professionnalisation des formateurs en formation professionnelle, clé de voûte pour une formation de qualité répondant aux exigences du marché de travail et aux aspirations des professionnels.

Les opérations de recensement effectuées, ont permis au Département de la Formation Professionnelle, d'établir une situation actualisée des données quantitatives sur les formateurs, la FP est dispensée par plus de 19.631 formateurs et formatrices (9337 représentent le secteur privé). L'OFPPT emploie à lui seul 82% des formateurs du secteur public. Le taux d'encadrement permanent est de 1 formateur /30 stagiaires.

L'exploitation des résultats des sondages d'opinion sur les formateurs effectués par le DFP, en 2008 ont mis la lumière sur plusieurs insuffisances dont les principales se résument comme suit :

- Absence d'une instance nationale de formation initiale et continue des formateurs;
- Absence de l'expérience professionnelle chez la quasi-totalité des formateurs;
- Multiplicité des systèmes d'accès au métier de formateur et leur faiblesse en termes d'attraction des compétences ;
- Absence d'outils et d'indicateurs d'évaluation basés sur le rendement et la performance;
- Limite des mécanismes de motivation et de promotion.

Les principales recommandations issues de ces différentes études et investigations sont:

- La nécessité de reconsidérer l'encadrement technico pédagogique en conformité avec le choix stratégique de l'APC
- La nécessité d'adopter un référentiel national des métiers de la formation et d'instaurer et de généraliser la certification des compétences
- L'obligation de mettre en place un dispositif national de formation initiale et continue
- L'intérêt de réviser et d'harmoniser les statuts administratifs de ce personnel dans une approche globale.

Compte tenu de ce constat et des recommandations récurrentes des différents partenaires nationaux, ainsi que des résultats du diagnostic effectué pour l'élaboration de la Stratégie Nationale de la FP 2021, le SEFP a retenu, parmi les projets innovants de ladite stratégie, le projet de mise en place de l'Institut National de formation des formateurs et des tuteurs et de l'Ingénierie de formation.

Annexe 4 : PV réunions

Rabat le 18 Septembre 2018

PV réunion Département Formation Professionnelle (DFP)

Ordre du jour: Confirmation des centres de formation, et aspect institutionnel de gestion environnementale et sociale du programme

Présents:

M. Brahim ELHIMRI : Chef de Division de la Coopération DFP

Mme Sakina SAYOURI : Consultante Environnementaliste et sociale

Points débatus:

- Centres de formation.
- Système de gestion environnementale et sociale du programme

Centres de formation:

Il est prévu de réaliser 4 centres de formation dans les métiers du social, paramédical et entrepreneuriat, et un centre de formation des formateurs en ingénierie de la formation.

- Pour le centre de formation en métier du paramédical: Le foncier n'est pas encore figé, 2 terrains sont proposés mais le choix n'est pas encore fait.
- Le centre de formation en métiers du social: Aucune visibilité sur le foncier, et absence d'éléments tangibles sur la faisabilité
- Le centre de formation en entrepreneuriat à Casablanca: sera réalisé en aménageant les 2 écoles EL KINDY
- Le centre de formation en entrepreneuriat à Kénitra: actuellement, le projet est toujours en gestation

Comme signalé lors des réunions précédentes, le maintien des 4 centres de formation dans les métiers du social, paramédical et entrepreneuriat reste tributaire de l'accord du Ministère des finances.

Système de gestion environnementale et sociale

Le Département de la Formation Professionnelle ne dispose pas de structure ni de ressources dédiées au suivi environnemental et social des projets et programmes.

Les projets de construction sont soit réalisés par le Secrétariat d'Etat, soit confiés au Ministère de l'Équipement en régime Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, dans le cadre de la convention Cadre qui les lie.

Dans le cas où le ministère de l'Équipement est nommé Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, il est responsable de toutes les activités de réalisation (levé topographique, concours architectural, études techniques, bureau de contrôle et Dossier de Consultation des entreprises), moyennant 2% comme commission sur les engagements réalisés.

Dans le cas d'un financement local, le Dossier d'Appel d'Offre n'inclut que les clauses santé-sécurité en application du code de travail.

Dans le cas d'un financement par les bailleurs de fonds, le DFP exige au cours de l'avis préalable de non objection, l'introduction de trois clauses respectives sur la fraude, anti-corruption, et aspect environnemental et social.

Ces clauses sont comme suit:

« ARTICLE XX : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES »

Le fournisseur s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants les normes nationales et internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail applicables au Royaume du Maroc dont les conventions fondamentales ratifiées dans le cadre de l'Organisation Internationale du travail (OIT) ainsi que les conventions internationales en matière d'environnement. »

Pour la réalisation de l'EIE des projets de construction, M.ELHIMRI a exprimé une réticence fondée sur l'absence de structure dédiée au suivi de la procédure, et le temps nécessaire pour la validation de l'étude et l'obtention de l'acceptabilité environnementale qui va affecter la durée de réalisation du projet.

Sa proposition est de soumettre le Cahier des prescriptions spéciales à la BAD pour validation. Le CPS prendra en charge le volet environnemental et social par l'introduction de clauses exigeant de l'entreprise de respecter et de faire respecter les exigences nationales et internationales en matière de protection environnementale et sociale.

M.EL HIMRI a confirmé les informations recueillies auprès du Chef de service Etude d'impact de la formation en cours d'emploi.

Le rôle de ce service est la réalisation d'étude d'impacts des mécanismes mis en place par les pouvoirs publics pour promouvoir la formation continue des salariés sur la compétitivité et la productivité des entreprises et ne s'occupe pas des aspects social et environnemental.

Un dernier point a porté sur la capacité à gérer l'aspect environnemental et social du programme, et vu que l'Unité de gestion du programme sera domiciliée au niveau du DFP, il est souhaitable d'appuyer cette unité par le recrutement d'expertise surtout pour le reporting, et le renforcement de capacité pour le personnel du DFP.

Rabat le 07 Septembre 2018

**PV réunion Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle
(MTIP)**

Ordre du jour: Aspect institutionnel, Système de Gestion environnementale et sociale

Présents:

M. Karim ISBAYENE : Directeur cooperation. MTIP

Mme Amal BELAID : Chef de service Coopération MTIP

Mme Sakina SAYOURI : Consultante Environnementaliste et sociale

Points débatus:

- Procédures d'accès aux services du MTIP.
- Système de gestion environnementale et sociale du programme

Procédures d'accès aux services MTIP:

L'accès aux services MTIP est assuré par voie électronique sur le site du ministère, et ANAPEC, il est libre et ouvert à toute la population en recherché d'emploi. Les inscriptions donne lieu à un un code candidat personnalisé Et qui permet le suivi de la demande.

Le MTIP est dans la dynamique d'assurer la proximité par rapport au monde rural à travers l'extension de ses antennes.

Pour toucher les zones reculées, , des unites mobiles ont été constituées dans le cadre d'un projet pilote (Régions Fes- Meknes, et Beni Mellal -Khenifra) et vont à la rencontre des populations, pour l'information et la formation.

Système de gestion environnementale et sociale

Pour toute construction , l'octroi des terrains se fait par la Direction des domaines, et le foncier est assaini avant d'entammer la construction.

L'opération de construction se fait à travers le Ministère de l'équipement qui a le rôle de la Maîtrise d'ouvrage déléguée.

Pour ces projets, l'Etude d'impact sur l'environnement n'est pas réalisée (se référer à la loi 12-03). Par ailleurs, des clauses santé –sécurité sont intriduites dans le dossier d'appel d'offre à travers l'application du code du travail.

Le Volet environnemental et social proprement dit n'est pas traité à ce niveau.

La gestion des plaintes est prise en charge par voie électronique, "Réclamations" existant sur le site officiel du ministère, et accessible à tout le monde. Les plaintes sont triées par objet et pertinence, et sont dirigées vers les départements ou services concernés pour traitement.

Le ministère traite aussi les plaintes émanant du site du SGG qui reçoit au niveau de la plate forme dédiée à cette fin "Chikaya.ma, et fait un dispatching vers les structures concernées pour traitement

En général, les plaintes reçues sont liées aux conditions de travail.

Casablanca le 05 Septembre 2018

PV réunion ANAPEC

Ordre du jour: Procédures d'accès aux services ANAPEC, et aspect institutionnel

Présents:

M. Anouar ALAOUI ISMAILI : Directeur Central ANAPEC

Mme Sakina SAYOURI : Consultante Environnementaliste et sociale

Points débatus:

- Rôle de l'ANAPEC dans la réalisation du Programme
- Procédure d'accès aux services ANAPEC.

M. ALAOUI a clarifié le rôle d'ANAPEC dans la réalisation du programme, et qui est la continuité de sa mission initiale en tant qu'Agence de promotion de l'emploi qui s'articule autour de 3 axes:

Prospecter le marché de l'emploi collecter les offres d'emploi auprès des employeurs et mettre en relation l'offre et la demande d'emploi.

Assurer l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs d'emploi.

Accompagner et orienter les jeunes entrepreneurs pour la réalisation de leurs projets..

Egalement, L'ANAPEC veille à la promotion de l'emploi par le biais d'une série de mesures incitatives. Comme le programme d'appui à l'auto-emploi, les contrats d'accès à l'emploi.

Les domaines de compétences de l'ANAPEC sont :

- L'intermédiation : présenter des candidats aux employeurs qui recrutent, proposer des offres aux chercheurs d'emploi ;
- Le conseil aux employeurs pour analyser leurs besoins de compétences ;
- Le conseil aux chercheurs d'emploi pour trouver par eux-mêmes un emploi ;
- L'appui aux porteurs de projets d'emploi indépendant ;
- La diffusion d'informations sur le marché du travail.

Pour la procédure d'accès aux services ANAPEC, M.ALAOUI a précisé qu'elle est transparente offre une égalité de chance à toutes les personnes et entre homme et femme. En effet, sur le site d'ANAPEC, on trouve un espace candidat et un espace recruteur. L'enregistrement est ouvert à tout le monde, et explicite selon des étapes bien claires.

trouve un espace candidat et un espace recruteur. L'enregistrement est ouvert à tout le monde, et explicite selon des étapes bien claires.

Toutes les demandes et CV sont déposés sur le site, un tri de profils se fait pour orienter les compétences chacune vers le secteur correspondant selon l'offre du marché, et les critères d'éligibilité précisés par l'employeur. Après entretien et sélection, et en cas de besoin des formations sont dispensées au profit des candidats soit pour une mise à niveau ou adaptation du profil.

ANAPÉC assure aussi la proximité à travers ses antennes sur tout le territoire national.

Rabat le 18 Septembre 2018

**PV Secrétariat d'Etat Chargé du Développement Durable
(SEDD)**

Ordre du jour: Procédure de gestion environnementale du programme

Présents:

Mme DRISSI LALLA AMINA : Chef de Division Evaluation Environnementale
Mme DAMGHI HANANE : Chef de service Etude d'impact
Mme Sakina SAYOURI : Consultante Environnementaliste et sociale

Points débatus:

- Assujettissement du programme à l'EIE.

Assujettissement du pogramme à l'EIE:

Mme DRISSI a confirmé que conformément à la loi 12-03, les activités du programme ne sont pas subordonnées à l'obtention de l'acceptabilité environnementale, et ne font pas l'objet d'une EIE, et ce de par leur nature, leur importance et les faibles impacts induits par leur réalisation.

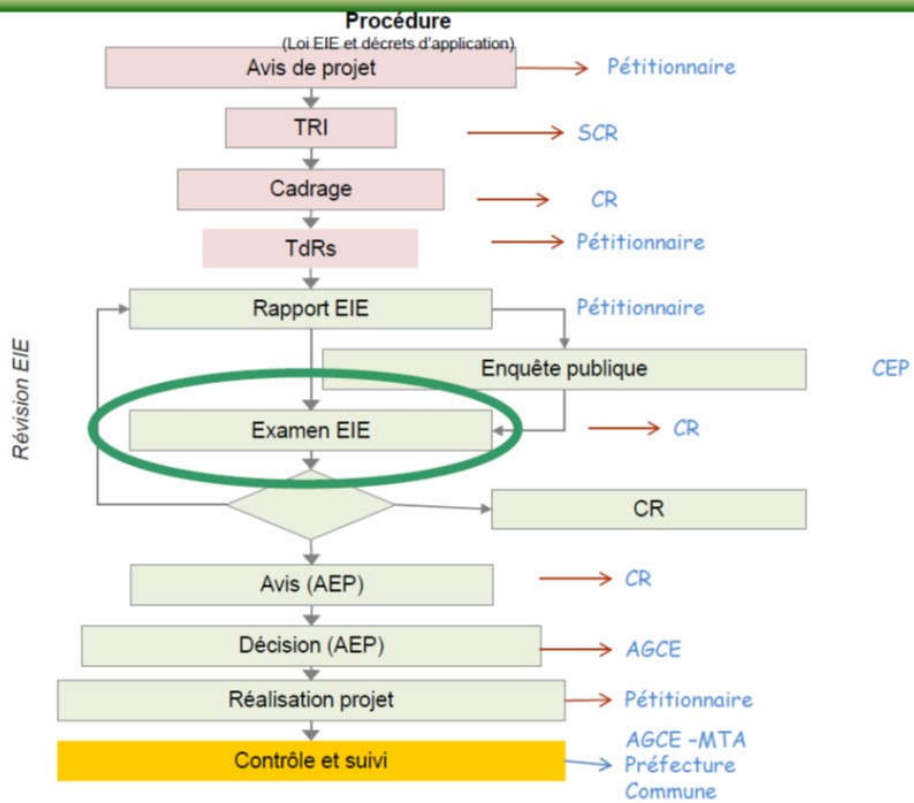
La gestion environnementale et sociale de ces projets se fait en phase construction, via l'implémentation des clauses environnementales dans le cahier des charges des entreprises, et sont vérifiées et suivies par la commune (charte communale 113-14).

Vu que l'instrument du financement axé sur les résultats oblige la réalisation d'un PGES pour les projets de catégorie 2, il a été discuté la possibilité de réaliser une EIE pour chaque projet, et la soumettre pour validation accompagnée d'une note explicative du contexte pour profiter d'une dérogation et valider l'étude selon la procédure nationale.

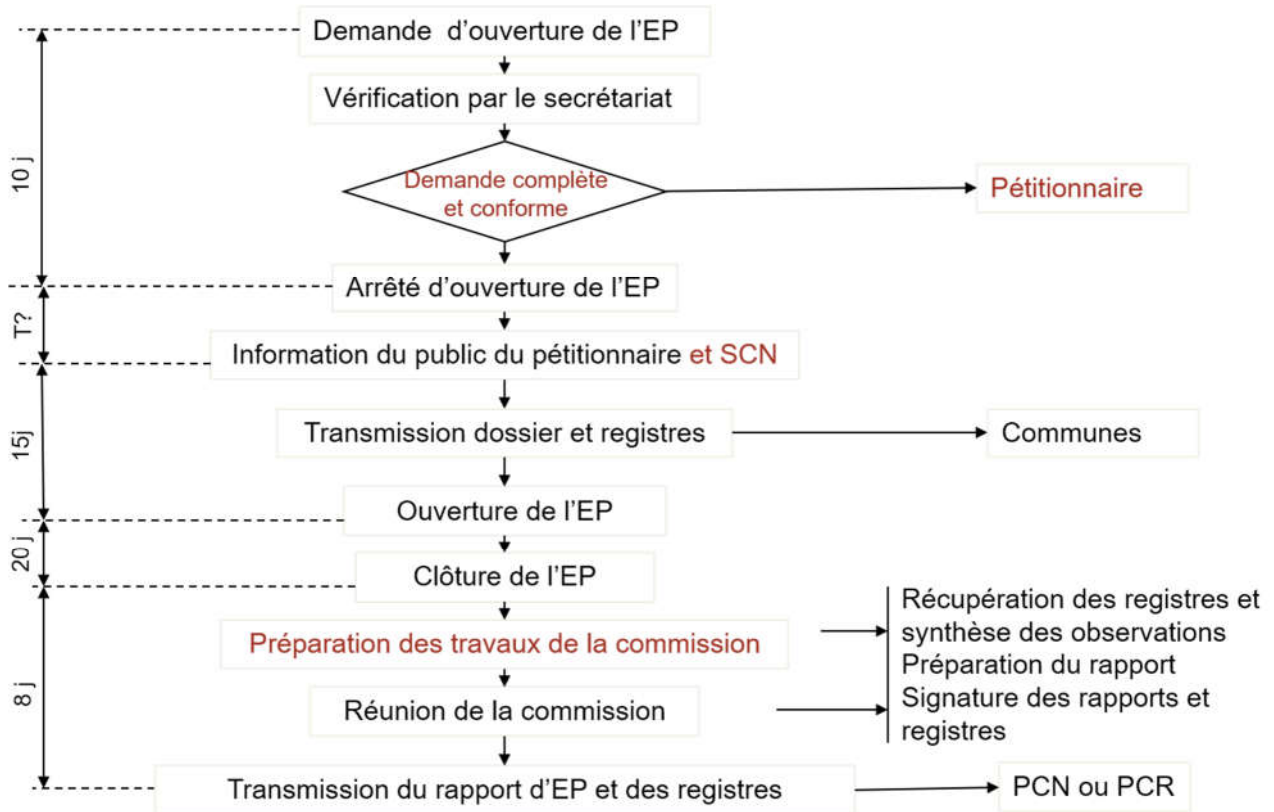
La demande d'ouverture de l'enquête publique doit être aussi justifiée par l'obligation d'y procéder pour se conformer aux exigences de la BAD pour le financement.

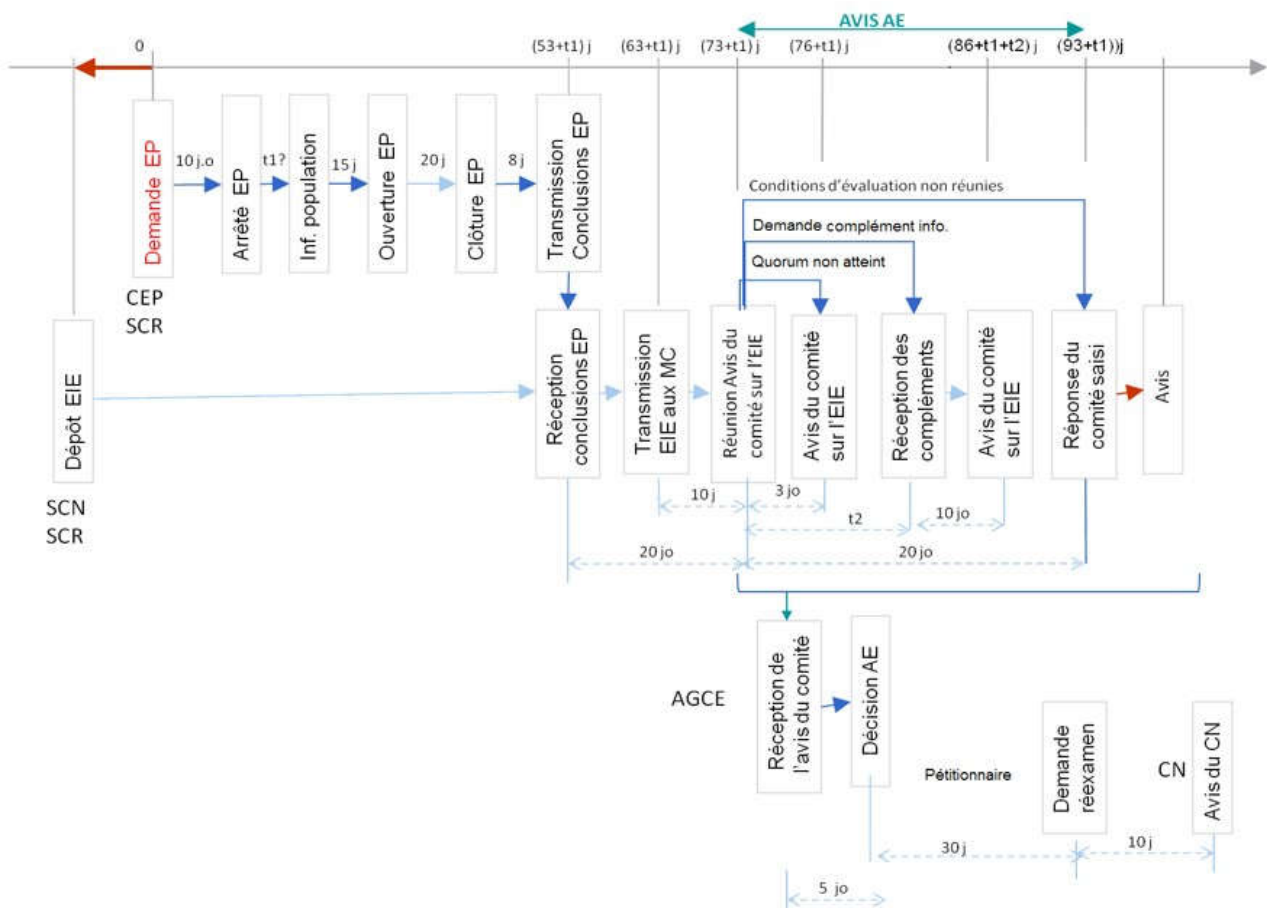
Annexe 5 : Procédures de l'EIE et de l'enquête publique

ETAPES DU PROCESSUS DE L'EVALUATION



Procédure de l'Enquête Publique





Annexe 6 : Modèle du PSSE

PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL DU PROJET(intitulé)..... Présenté par(pétitionnaire).....

Article 0

Je soussigné.....agissant en qualité de m'engage à respecter les différentes clauses du présent document tel que stipulé dans l'article 2 de la Décision d'Acceptabilité Environnementale du projet

Le présent document définit les engagements environnementaux de.....(pétitionnaire).....vis-à-vis des autorités compétentes. Il a été établi conformément aux conclusions de l'Etude d'Impact sur l'Environnement (EIE) telles que validées par ledit comité lors de(s) réunion(s) tenue(s) le(s).....

L'objectif visé est d'amener(pétitionnaire)..... à se conformer aux dispositions de la loi 12-03 et ses textes d'application ainsi qu'aux différents textes, normes et procédures en vigueur, telles que précisées dans le rapport de l'EIE, et ce pendant tout le cycle de vie du projet (Réalisation, exploitation, fermetures et démantèlement).

A cet égard,(pétitionnaire)..... s'engage à :

- Mettre en œuvre les mesures d'atténuation telles que validées par le CNEI ;
- Mettre en œuvre l'ensemble des actions prévues dans le programme de surveillance et de suivi environnemental telles que validées par le CNEI ;
- Identifier à temps les problèmes éventuels surgissant lors de l'exécution du projet, mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires et/ou apporter des modifications au niveau de la conception du projet ;
- Eviter tout risque susceptible d'affecter la durabilité du projet et l'atteinte des objectifs fixés et en prévoyant, le cas échéant, des stratégies appropriées pour la gestion de ces risques.

Article 1 : Informations sur le pétitionnaire

- ▶ Nom/raison sociale :
- ▶ Nom du premier responsable : Qualité :
- ▶ Adresse :
- ▶ Téléphone : Télécopie :

Article 2 : Informations sur le projet

- ▶ Intitulé :
- ▶ Nature des activités :
- ▶ Site d'implantation (Joindre plan) :
- ▶ Superficie du terrain : Superficie couverte :
- ▶ Coût du projet :
- ▶ Différentes composantes du projet :
 - 1-
 - 2-
 - 3-
 - 4-
 - 5-

► *Matières premières et produits finis:*

Désignation	Type	Quantité
Energie		
-		
-		
Matières premières		
-		
-		
Produits finis		
-		
-		

► *Procédés/ technologies adoptées (Joindre schéma, plan, diagramme)*

.....

► *Déchets produits :*

	Type	Quantité	Source
Rejets liquides			
-			
-			
Déchets solides			
-			
-			
Emissions atmosphériques			
-			
-			
Bruit			
-			
-			

► *Planning prévisionnel :*

Année	2010					2011			
Mois	1	2	4	...	1 1	1 2			
Installation du chantier									
Travaux									
Test et essais									
Exploitation									
Extension									
Fermeture, démantèlement									
-									

Article 3 : Le programme de surveillance et de suivi environnemental

Les tableaux ci-après sont donnés à titre indicatif, le contenu doit être adapté de manière spécifique à chaque projet.

A- Résumé des principaux impacts

	Qualité de l'air	Bruit et vibration	Eau de surface	Eau souterraine	Sols (pollution/érosion)	Faune et flore	Littoral/aux côtières	Trafic /transport	Esthétique/paysage	Milieu socio économique	Patrimoine culturel		
Phase Travaux													
- Installation du chantier													
- Travaux de terrassement/fouille													
- Ravitaillement du chantier													
- Stockage de matériaux, produits,													
- Evacuation des déchets													
- Etc.													
Phase exploitation													
- Composante 1													
- Composante 2													
- Composante 3													
- Etc.													
Phase extension													
Phase fermeture et démantèlement													

Utiliser des symboles pour caractériser les impacts, par exemple :

Impact positif élevé (+++) ; moyen (++) ; faible (+). Impact négligeable ou insignifiant (0). Impact négatif élevé (---) ; moyen (--) ; faible (-)

Impact direct (d) ; indirect (i). Impact continu (c) ; intermittent (in). Impact de portée locale (l) ; régionale (r) ; nationale (n) ; etc.

B- Plan d'atténuation

Phases	Milieu concerné	Impacts appréhendés	Importance de l'impact	Mesures préconisées (1)	Responsabilité institutionnelle	Calendrier de mise en œuvre (2)	Coûts d'investissement et de fonctionnement (3)
Pré construction		- - -		- - -	- - -	- - -	- - -
Construction		- - -		- - -	- - -	- - -	- - -
Exploitation		- - -		- - -	- - -	- - -	- - -
Extension		- - -		- - -	- - -	- - -	- - -
Fermeture		- - -		- - -	- - -	- - -	- - -

- (1) Ajouter en pièces jointes les détails nécessaires à la compréhension des mesures et des conditions de leur mise en œuvre (descriptif, plans, schémas, diagrammes, tableaux, etc.)
- (2) Définir le calendrier de mise en œuvre en cohérence avec le planning d'exécution et d'exploitation du projet
- (3) A intégrer dans le coût global du projet en indiquant les sources de financement

C- Programme de surveillance des mesures d'atténuation

Mesures d'atténuation et/ou de compensation	Milieu concerné	Indicateurs de suivi(1)	Lieu / point de prélèvement(2) En cas de mesures pour des indicateurs de suivi	méthodes et équipement(3) En cas de mesures pour des indicateurs de suivi	Fréquence des mesures En cas de mesures pour des indicateurs de suivi	Responsabilité	Coût (équipement et personnel)
Phase de pré-construction - -							
Phase de Construction - -							
Phase d'exploitation - -							
Phase Extension - -							
Phase fermeture - -							

- (1) Indicateurs de résultats, de performance et d'efficacité des mesures d'atténuation ; paramètres à surveiller (concentration des polluants émis, bruits, odeurs, insectes, etc.)
- (2) Joindre un plan indiquant l'emplacement des éléments à surveiller, les points de prélèvements des échantillons, etc.
- (3) Joindre un document descriptif et procédural expliquant les méthodes de mesures, les équipements utilisés, et précisant les normes, les valeurs limites et les seuils de déclenchement des urgences et de la mise en œuvre des mesures correctives

D- Programme de suivi de la qualité de l'environnement affecté

Milieu affecté	Indicateurs paramètre surveiller	Lieu / point de prélèvement (1)	méthodes et équipement (2)	Fréquence des mesures	Responsabilité	Coût (équipement et personnel)
Air						
Bruit et vibration						
Eau de surface						
Eau souterraine						
Sol						
Faune et flore						
Littoral/eaux côtières						
Trafic/circulation						
Esthétique/paysage						
Milieu socio économique						
Patrimoine culturel						
Etc.						

- (1) Joindre un plan précisant les composantes de l'environnement à suivre et les points de prélèvement des échantillons
- (2) Joindre un document descriptif et procédural expliquant les méthodes de mesures, les équipements utilisés, et précisant les normes, les valeurs limites et les seuils de déclenchement des urgences et de la mise en œuvre des mesures correctives

E- Programme de Formation

Activité de renforcement institutionnel	Rôles des différents intervenants (*)	Besoins en formation	Contenu (modules, etc.)	Bénéficiaires	Calendrier	Responsables	Coût prévisionnel
Mesures de mitigation							
Programme de surveillance							
Plan d'urgence							
Programme de suivi							
Mise en œuvre des mesures correctives							
Exploitation et maintenance							
Etc.							

(*) Rôle des ministères, Agences, Promoteur, Entreprises de construction, Laboratoires, consultants, etc. impliqués dans la mise en œuvre du programme de surveillance et de suivi environnemental.

F- Programme de communication

	Elément du P2SFC (1)	Type de document (2)	Calendrier (3)	Diffusion (Moyen, circuit) (4)	Destinataire (5)	Responsable (6)	Responsable de la décision (7)	Coût prévisionnel (8)
Notification								
Rapport								
Mise en demeure								
Alerte								
Information								
Sensibilisation								
Etc.								

- (1) Plan d'atténuation, plan d'urgence, programme de suivi, programme de surveillance, programme de formation
- (2) Préciser le support, la forme et le contenu
- (3) Définir la périodicité (jour, mois, trimestre, an)
- (4) Préciser les outils utilisés (Téléphone, fax, support papier, système informatisé) et le circuit de transmission
- (5) Ministères, agences, promoteur, entreprises de construction, laboratoire, public, etc.
- (6) Préciser les responsables d'établissement et d'approbation des rapports
- (7) Préciser les responsables de la prise de décision et de la mise en œuvre des mesures correctives
- (8) Coût de la préparation, de la diffusion et de l'archivage des documents

Article 4 : Intégration du programme de surveillance et de suivi environnemental dans le projet

A- Planning des activités

Année	2010					2011									
Mois	1	2	4	...	1 1	1 2									
Installation du chantier															
Travaux															
Test et essais															
Exploitation															
Extension															
Fermeture, démantèlement															
-															

La planification de la mise en œuvre des différentes mesures du programme de surveillance, de suivi environnemental doit être effectuée de manière cohérente avec le calendrier d'exécution des activités de chaque phase du projet

Article 5 : Coordination

Sur la base des rôles et des responsabilités des ministères, agences, promoteur, entreprise, laboratoire, etc.(pétitionnaire).....s'engage à se conformer au mécanisme de coordination et aux procédures réglementaires régissant la mise en œuvre des différentes activités du programme de surveillance et de suivi environnemental, notamment en ce qui concerne :

- *Le circuit d'échange des informations et les interfaces entre les intervenants;*
- *Les procédures de notification, d'approbation et de décision ;*
- *Le déclenchement des alertes, de la mise en œuvre des mesures correctives, de la mise en demeure ;*
- *Les procédures d'évaluation, de contrôle, etc. ;*

Article 6 : Dispositions générales

.....(pétitionnaire)....., assume, l'entière responsabilité des préjudices environnementaux dus à son activité et ce, conformément à la législation en vigueur.

Les autorités compétentes se réservent le droit d'effectuer des prélèvements inopinés et de procéder à des analyses, en vue de s'assurer de la conformité des activités du projet aux conclusions de l'EIE et au programme de surveillance et de suivi environnemental.

En cas de non respect de ses engagements, tels que prévus dans le présent document et dans l'EIE,(pétitionnaire)..... est passible des sanctions prévues par les textes réglementaires en vigueur relatifs à la protection de l'environnement et peut faire l'objet de poursuites judiciaires, notamment, conformément aux dispositions des articles 15 à 18 de la loi 12-03.

Article 7 : Publication

Le présent programme de surveillance et de suivi environnemental fera l'objet de publication au site Web du Département de l'Environnement.

Lu et accepté par

Le

Signature légalisée du pétitionnaire

Annexe 7 : Termes de référence pour le recrutement d'un consultant formateur

Termes de Référence

1. Contexte et Justification

Le Programme axé sur les Résultats pour l'Amélioration de l'Accès à l'Emploi (PARRAE), ci-après dénommé "Projet", est une action de la Banque Africaine de Développement (BAD), en appui du programme du gouvernement marocain. Visant l'amélioration des conditions de la vie des populations, et l'amélioration de l'accès à l'emploi pour les jeunes, les femmes et les plus vulnérables.

Pour l'amélioration du capital humain et de la qualité de la formation pour l'insertion professionnelle, le projet prévoit le renforcement des infrastructures physiques via la construction ou réhabilitation de 14 centres de formation et un Institute de formation des formateurs en ingénierie de la formation.

A cet égard, « le client » attire l'attention sur l'importance capitale du respect des mesures de gestion environnementale et sociale dans la conduite des activités sur le terrain pour protéger l'environnement et éviter les conflits.

2. Objectifs de la consultation

Objectif principal : former et appuyer les équipes du projet pour la mise en œuvre pratique des instruments de gestion environnementale et sociale.

Objectifs spécifiques : (i) Former sur les outils et instruments de gestion environnementale et sociale (Cadre juridique, EIE, PGES), (ii) Former sur la gestion environnementale et sociale des projets (Mise en application du PGES et suivi).

3. Tâches et responsabilités du consultant

3.1 Formation des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du Projet :

Ces acteurs ont la responsabilité d'assurer l'intégration de la dimension environnementale dans la réalisation du projet. Ils assureront les études, le suivi et/ou le contrôle environnemental et social.

La formation vise à renforcer leur compétence en matière d'évaluation environnementale et sociale, de contrôle environnemental des travaux et de suivi environnemental et social afin qu'ils puissent jouer leur rôle respectif de manière plus efficace dans la mise en œuvre du projet.

Il s'agira d'organiser des ateliers de formation qui permettront aux acteurs bénéficiaires impliqués dans le suivi des travaux de s'imprégner des dispositions du CGES, de la procédure de sélection environnementale et des responsabilités dans la mise en œuvre.

Les sujets seront centrés autour : (i) des enjeux environnementaux et sociaux des travaux de construction et de réhabilitation et les procédures d'évaluation environnementales ; (ii) de l'hygiène et la sécurité des travaux de construction/réhabilitation; et (iii) des réglementations environnementales appropriées.

La formation devra permettre aussi de familiariser les bénéficiaires sur la réglementation nationale en matière d'évaluation environnementale ; les exigences de la Banque ; le contrôle et le suivi environnemental.

MODULES DE FORMATION

1. Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES)

Objectifs de la formation:

- Bonne connaissance des procédures d'organisation et de conduite des EIES
- Bonne appréciation de la méthodologie d'élaboration des EIES
- Appréciation objective du contenu des rapports d'EIES

- Connaissance des procédures environnementales et sociales de la Banque Africaine de Développement ;
- Utilisation des rapports d'EIES dans l'appréciation de la situation de référence, des résultats et des impacts des activités du Projet;
- Connaissance du processus de suivi de la mise en œuvre des EIES

2. Formation sur le suivi environnemental

Objectifs :

- Comment vérifier l'introduction dans les contrats de l'entrepreneur chargé des travaux des clauses environnementales et vérifier la conformité de ces dites clauses ;
- Comment faire respecter et appliquer les lois et règlements sur l'environnement;
- Comment recommander des mesures appropriées en vue de minimiser les impacts ;
- Comment faire le point sur le suivi général des recommandations émises dans l'étude d'impact ;
- Comment s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des actions de sensibilisation des populations sur la protection et la gestion de l'environnement.

4.Profil du consultant

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5 minimum) en Environnement ;
- Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans le domaine de la gestion des impacts environnementaux et sociaux des projets;
- Connaissance des exigences de la Banque et du Système de Sauvegarde intégré ;
- Connaissance des évaluations sociales ;
- Bonne maîtrise orale et écrite du français. L'arabe serait un atout supplémentaire.
- Posséder une expérience significative dans la prévention et le règlement des conflits dans le cadre des projets environnementaux et/ou de développement rural ;
- Posséder une expérience significative dans les domaines de la sensibilisation, communication, la formation et de la participation des populations à la mise en œuvre des activités des projets de développement ;
- Une expérience dans l'élaboration des études environnementales et sociales stratégiques sera un atout ;

5.Durée de la mission

Le consultant dispensera la formation en deux sessions chacune d'une durée de 2 jours. Chacune portera sur les thématiques préalablement définies.

6.Livrables :

- Une Note Méthodologique expliquant l'approche de travail adoptée par le/la consultant(e) incluant la démarche à suivre et les outils à utiliser dans la formation des formateurs(trices) ;
- la documentation relative aux modules de formation en format électronique.
- Le rapport de formation (en français), et une fiche d'évaluation de la mission ;

7.Dossier de candidature

Les consultants intéressés, sont invités à soumissionner en envoyant leur CV et la note méthodologique de la formation (Offre Technique) accompagnée d'une Offre Financière.

Annexe 8 : Modèle de CPS

ⵜⴰⴷⵓⴷⴰ ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ | ⵎⴰⵎⴰⵔⵉⵜ
ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ | ⵙⴰⵏⴰⵏⴰ ⵙⴰⵏⴰⵏⴰ ⵙⴰⵏⴰⵏⴰ
ⵜⴰⵎⴰⵔⵉⵜ | ⵙⴰⵏⴰⵏⴰ ⵙⴰⵏⴰⵏⴰ



المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني
قطاع التكوين المهني

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DÉPARTEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Appel d'offres n°../2018

Acquisition des bancs didactiques destinés à l'Institut de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique de Tanger

(Lot n°1 : Bancs didactiques - solaire thermique, lot n°2 : Bancs didactiques – Efficacité Energétique et Lot
n°3 : Bancs didactiques Exploitation de biogaz)

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Entre

Le Secrétariat d'Etat auprès du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, chargé de la Formation Professionnelle, représenté par la Directrice de la Planification et de l'Evaluation du Département de la Formation Professionnelle, désigné dans ce qui suit par le Maître d'Ouvrage.

D'une part

Et

La Société :

1. au capital de:
2. Ayant siège à :
3. Inscrite au registre de Commerce de :
4. Affiliée à la CNSS sous le n° :
5. N° de patente :
6. Titulaire du Compte bancaire n° :
7. Ouvert au:
8. Représentée par :

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet **l'acquisition des bancs didactiques destinés à l'Institut de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Énergétique de Tanger en trois lots :**

- **lot n°1** – Bancs didactiques pour la filière solaire thermique,
- **lot n°2** – Bancs didactiques pour la filière Efficacité Énergétique,
- **lot n°3** – Bancs didactiques pour la filière exploitation de biogaz.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES MATÉRIELS

Les matériels devront être conformes au bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les obligations du Fournisseur pour l'exécution des prestations, objet du présent marché, résultent de l'ensemble des documents suivants:

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles constituant le marché seront par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales (C.P.S.) ;
3. Le bordereau des prix- détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux exécutées pour le compte de l'Etat.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

DOCUMENTS GENERAUX

9. Le Décret n° 2.12.349 du 8 jourada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
10. Le Décret n° 2-07-1235 du 5 Kaada 1429 (4 Novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'Etat ;
11. Le décret n° 2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics ;
12. Le Dahir du 1-15-05 du 29 rabii II.1436(19 Février 2015)Portant promulgation de la loi n)112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
13. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharram 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié.
14. Le Cahier des Prescriptions Communes provisoires applicables aux travaux du Ministère des travaux publics et de la Formation Professionnelle et de la Formation des Cadres, tel que ce Cahier est défini par la circulaire n°2/1242 DNRT du 13 Juillet 1987.
15. le Dahir n°170.157 du 26 Jourada I 1390 (30 Juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux du bâtiment.
16. Les textes officiels réglementant la main-d'œuvre et les salaires.
17. L'arrêté du Ministère des Travaux Publics et des Communications n°566-7 du 7 Octobre 1971 portant approbation du règlement pour la construction et l'installation des postes de livraison ou de transformation raccordés à un réseau de distribution d'énergie électrique publique ou privée de 2^{ème} catégorie.

18. L'arrêté viziriel du 28 Décembre 1951 concernant la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques.
19. L'arrêté du Directeur du Travail du 11 Juillet 1952 déterminant les conditions d'agrément pour la vérification des installations électriques.
20. L'arrêté du Directeur du Travail et des Questions Sociales du 31 Décembre 1951, fixant la périodicité des vérifications des installations électriques.
21. L'arrêté du Ministère des Travaux Publics du 14 Avril 1956 réglementant la production autonome d'énergie électrique.
22. Le Dahir n°1-61-346 du 24 Joumada I 1382 (24 Octobre 1962) réglementant les conditions relatives à la délivrance des autorisations, permissions et concessions de distribution d'énergie électrique ainsi qu'au fonctionnement et au contrôle des dites distributions.
23. Les bordereaux des salaires minimaux.
24. Le Code Général des Impôts institué par l'article 5 de la loi des finances n°43-06 pour l'année budgétaire 2007 promulguée par le Dahir n°1-06-232 du 31/12/2006 tel qu'il a été complété et modifié.
25. Les Dahir du 25 Juin 1927, 15 Mai 1961 relatifs aux accidents prévus par la législation du travail.
26. la circulaire ministérielle n°31/0716 du 22/02/94 relative aux mesures de sécurité dans les chantiers de bâtiment et de travaux publics.
27. Les Dahir n°1-60-371 du 31 Janvier 1961 et 1-61-202 du 29 Octobre 1962, modifiant le Dahir du 28-08-48 relatifs au nantissement des marchés publics.

NOTA :

Le fournisseur devra s'il ne possède pas ces brochures se les procurer au Ministère de l'équipement ou à l'imprimerie Officielle.

Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 4 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

- VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

- DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

En application de l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 8 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, la notification de l'approbation du marché doit intervenir dans un délai de 75 jours à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 5 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

Toutes les correspondances relatives au présent marché sont valablement adressées au domicile du fournisseur sis

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU FOURNISSEUR

Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, contre décharge, les documents constitutifs du marché en l'occurrence les pièces expressément désignées à l'article 3 du présent CPS à l'exception du cahier des clauses administratives générales applicable au marché de travaux.

Le maître d'ouvrage ne peut délivrer ces documents qu'après constitution du cautionnement définitif, le cas échéant.

ARTICLE 7 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions du dahir du 19 Février 2015 relatif au nantissement des marchés publics, étant précisé que:

1°) la liquidation des sommes dues par l'administration, maître d'ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Direction de la Planification et de l'Evaluation ou son délégué.

2°) le fonctionnaire, chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements et états prévus au Dahir 1-15-05 du 29 rabii II. 1436 (19 Février 2015), est Madame la Directrice de la Planification et de l'Evaluation ou son Délégué.

3/ Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Ministériel auprès du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au fournisseur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention " exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions du Dahir 1-15-05 du 29 rabii II. 1436 (19 Février 2015), relatif au nantissement des marchés publics.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du marché ainsi que de « l'exemplaire unique » remis au fournisseur sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : SOUS-TRAITANCE

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage ;

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations par rapport au montant du marché ;
- une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations énumérées ci-après, constituent le corps d'Etat principal, ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

- Lot n°1 : article n°1 et 2,
- Lot n°2 : articles 1,4, 5,6,7 et n°8,
- Lot n°3: article n°1.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 158 du décret précité n°2-12-349.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 9 : LIEU, MODALITE ET CONDITION DE LIVRAISON

LIEU DE LIVRAISON ET DE L'INSTALLATION

L'équipement objet du présent marché doit être livré, installé et mis en service ainsi que la formation du personnel, selon l'affectation faite par l'administration, sur le site suivant : **L'Institut de Formation aux Métiers des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique situé à : ZONE HORS DOUANE ILOT 3 TFZ Tanger.**

MODALITE DE LIVRAISON ET DE L'INSTALLATION

La livraison et l'installation du matériel objet du présent marché devront être réalisées par les moyens propres du titulaire du marché au lieu cité ci-dessus.

Les matériels livrés et installés par le fournisseur doivent être accompagnés d'un bulletin de livraison établi en 6 exemplaires dont deux remis au représentant du fournisseur. Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de livraison ;
2. La référence au marché;
3. L'identification du fournisseur ;
4. L'identification des matériels livrés (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des matériels, quantités livrées.....etc.).

Toute livraison et installation de matériels doivent s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le fournisseur et accepté par le maître d'ouvrage.

Avant toute livraison et installation de matériels, le titulaire du marché doit faire parvenir un préavis d'au moins huit jours au maître d'ouvrage.

Le fournisseur s'engage à fournir :

- 1- les documents de mise en marche;
- 2- un manuel d'utilisation ;
- 3- les documents de maintenance.

Ces documents doivent être rédigés en langue française.

3- CONDITIONS DE LIVRAISON ET DE L'INSTALLATION

La livraison et l'installation des matériels se dérouleront sur les lieux indiqués ci-dessus. Elles seront effectuées en présence des représentants du maître d'ouvrage et du fournisseur.

Les livraisons et installations seront effectuées par les fournisseurs à leur frais et sous leur responsabilité.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des discordances entre les matériels indiqués dans le marché ou entre la documentation technique déposée et celles effectivement livrées, la livraison et l'installation sont refusées par le maître d'ouvrage et le titulaire est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir au remplacement des matériels non conformes.

Les frais de transport pour retour des équipements refusés resteront à la charge du fournisseur.

Le retard engendré par le remplacement ou la correction des matériels jugées non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur et la non réception par le maître d'ouvrage ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement des matériels refusés, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle.

Les opérations de transport, de chargement, de déchargement, de déballage et d'emballage sont à la charge exclusive du fournisseur et sont effectuées sous sa responsabilité.

ARTICLE 10 : DELAI DE LIVRAISON ET PENALITES POUR RETARD

Le fournisseur devra livrer et installer les matériels désignés en objet dans un délai global de **Trois mois (3 mois) pour chaque lot** et le délai de livraison court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison et l'installation des matériels.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison et de l'installation de la totalité des matériels incombant au titulaire.

Le délai global de livraison et de l'installation court à partir du lendemain de la date de notification de ou des ordres de service prescrivant le commencement de la livraison et de l'installation des matériels y afférentes ou de la date prévue par lesdits ordres de services.

A défaut d'avoir terminé la livraison et l'installation des matériels dans les délais prescrits, il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1 ‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après une mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives par l'article 70 du CCAG-T.

En cas de livraison et de l'installation anticipées, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, soit d'accepter sans contrepartie la fourniture, soit de tenir les matériels à la disposition du fournisseur, à ses risques et périls, soit de les lui retourner à ses frais, risques et périls.

ARTICLE 11 : DEFECTUOSITE / REJET

Si le matériel livré et installé, appelle à des réserves ou ne répond pas entièrement aux spécifications techniques du marché, le maître d'ouvrage en prononcera le rejet pur et simple.

Les délais ouverts alors au titulaire du marché pour présenter des nouveaux équipements ne constituent pas par eux-mêmes, une justification valable d'une prolongation des délais de livraison.

ARTICLE 12 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

Le représentant du service technique s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des matériels aux spécifications techniques du marché.

Les matériels livrées et installées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des matériels livrées et installées avec le descriptif des matériels indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif, ou par comparaison avec les modèles décrits par la documentation technique déposée par le titulaire du marché.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire ou définitive selon le cas.

La réception définitive est prononcée après l'expiration du délai de garantie.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception provisoire ou définitive signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

ARTICLE 13 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire du marché sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix-détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la livraison des matériels y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des matériels.

ARTICLE 14 : CARACTERE DES PRIX

Le présent marché est passé à prix fermes. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

- **Lot n°1** – Dix Sept Mille dirhams TTC (17.000,00 DH).
- **Lot n°2** – Quarante Neuf Mille dirhams TTC (49.000,00 DH).
- **Lot n°3** – Trois mille dirhams TTC (3.000,00 DH).

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché.

ARTICLE 16 : RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10%) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des matériels.

ARTICLE 17 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des matériels, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 18 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

ARTICLE 19 : GARANTIE, MODALITES ET PRESTATIONS

Le fournisseur garantit que tous les équipements livrés et installés en exécution du marché sont neufs, n'ont jamais été utilisés, sont du modèle le plus récent en service et incluent toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériaux.

Le fournisseur garantit en outre que tous les équipements livrés et installés en exécution du marché n'auront aucune défectuosité due à leur conception, à leur utilisation ou à leur mise en œuvre, qui peut se révéler pendant l'utilisation normale des équipements livrés, dans les conditions prévalant dans le lieu de livraison indiqué à l'article 9 du présent C.P.S.

L'Administration notifiera rapidement au fournisseur toute réclamation faisant jouer cette garantie.

A la réception de cette notification, le fournisseur avec une promptitude raisonnable, réparera ou remplacera les équipements défectueux ou leurs pièces sans frais pour l'Administration.

Les prestations de garantie de tous les équipements objet du présent marché seront assurées dans les lieux d'utilisation.

ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 67 du CCAG applicable aux marchés de travaux, **le délai de garantie est fixé à une année à compter de la date de la réception provisoire.**

Pendant le délai de garantie, le fournisseur sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défectuosités constatées, sans pour autant que ces matériels supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 21 : DEFINITION DE L'ENTRETIEN ET DE LA MAINTENANCE DU MATERIEL PENDANT LA DUREE DE GARANTIE

La maintenance et l'entretien du matériel sont à la charge du fournisseur pendant la durée de garantie sur demande adressée par le maître d'ouvrage précisant le matériel présentant des défauts de fonctionnement ou des éléments défectueux.

Si le fournisseur n'effectue pas les prestations demandées, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par l'article 70 du CCAGT.

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

Pour l'établissement de décompte, le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en deux exemplaires décrivant les matériels livrés et installés et indiquant les quantités livrées et installées, le montant total à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Le règlement sera effectué sur la base dudit décompte en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées, déduction faite de la retenue de garantie et l'application des pénalités de retard, le cas échéant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire indiqué au préambule du présent marché.

ARTICLE 23 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Si le titulaire du marché est étranger non résident au Maroc, une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des matériels réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 24 : CONFIDENTIALITE

Toutes les informations reçues par le Fournisseur du Maître d'Ouvrage pour les besoins d'exécution de la Commande restent la propriété du Maître d'Ouvrage et sont considérées comme strictement confidentielles, sans que le Maître d'Ouvrage ait à préciser ou marquer leur confidentialité.

En aucun cas et sous aucune forme, le Marché ou la fourniture ne pourra donner lieu à une publicité directe ou indirecte sans autorisation écrite préalable du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 25 : DÉONTOLOGIE

Le fournisseur s'engage à respecter les règles de déontologie et de moralité les plus strictes. Notamment, le Fournisseur :

- atteste sur l'honneur que ses employés ou agents n'ont fait ou ne feront aucun paiement, cadeau ou prestation de toute nature (voyage...) à tout salarié ou représentant de le Maître d'Ouvrage dans le but de conclure des Commandes ;
- s'engage à informer la Direction du Maître d'Ouvrage concerné en cas de non-respect des engagements ci-dessus mentionnés.

Le non-respect du présent engagement autorisera le Maître d'Ouvrage à résilier sans indemnités la commande en cours sans préjudice de tout recours que le Maître d'Ouvrage déciderait d'intenter contre le fournisseur.

ARTICLE 26 : RESILIATION DU MARCHE

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n° 2.12.349 du 8 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, le Ministre, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de son Administration.

ARTICLE 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 71 et 72 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le fournisseur sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 28 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Conformément à l'article 6 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le fournisseur doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu l'enregistrement et timbre du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 29 : AVANCES

Il sera fait application des dispositions du décret n° 2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics.

Une avance sera accordée au prestataire, pour assurer les opérations préparatoires nécessaires à l'exécution des prestations qui font l'objet du marché. Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises. L'avance ne peut être versée qu'après constitution par le prestataire d'une caution

personnelle et solidaire du même montant. Cette caution restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance.

Le montant de l'avance n'est pas révisable quelle que soit la forme des prix du marché. Il ne peut être modifié même à l'occasion d'avenants ayant pour effet d'augmenter ou de diminuer le montant du marché.

L'avance est réglée dans les 60 jours après la notification de l'ordre de service de commencement de la livraison des équipements et l'acceptation de la caution bancaire.

Le remboursement de l'avance sera effectué par déduction de 100% du montant de cette avance sur le premier décompte.

ARTICLE 30: CLAUSE ANTI-CORRUPTION

Le fournisseur déclare que la négociation, la passation et l'exécution du marché n'a pas donné lieu et ne donnera pas lieu à un acte de corruption tel que défini par la Convention des Nation Unies contre la corruption en date du 31 octobre 2003.

ARTICLE 31: CLAUSE TRANSPARENCE

Le fournisseur déclare qu'il n'a commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de réalisation du Projet au détriment de l'Emprunteur et notamment qu'aucune Entente n'est intervenue et n'interviendra.

ARTICLE 32: CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Le fournisseur s'engage à respecter et à faire respecter par l'ensemble de ses sous-traitants les normes nationales et internationales en matière de protection de l'environnement et de droit du travail applicables au Royaume du Maroc dont les conventions fondamentales ratifiées dans le cadre de l'Organisation Internationale du travail (OIT) ainsi que les conventions internationales en matière d'environnement.

Annexe 9 : Liste des personnes contactées

M. Karim ISBAYENE : Directeur Coopération MTIP

Mme Amal BELAID : Chef de Service Coopération MTIP

M.Brahim ELHIMRI : Chef de Division Coopération DFP

Mme Mounia YAKKIOUI : Chef de Service Coopération DFP

Mme Touria SAKOUT : Chef de Service des Etudes d'Impact de la Formation en cours d'emploi. SEFP

M ; Anouar ALAOUI ISMAILI : Directeur Coopération ANAPEC

M. Fouad BENDRAT : Chef de Service Programmation et Budget DFP

Mme DRISSI Lalla Amina : Chef de Division des Evaluations Environnementales SEDD

Mme Hanane DAMGHI : Chef de service Etude d'Impact SEDD.

Annexe 10 : Liste des documents consultés

- Instrument Financement axés sur les Résultats. Banque Africaine de Développement ;
- Factsheet For Bank Task Teams on RBF Opérations Cycle ;
- Série sur les Sauvegardes et la durabilité Volume 1 Publication 4 (Novembre 2015) Procédures de l’Evaluation Environnementale Stratégique
- Lignes Directives du Système de Sauvegarde Intégré :
- Volume 1 : Conseils généraux pour la mise en œuvre de la Sauvegarde Opérationnelle 1
- Volume 2 : Lignes Directrices sur les Sauvegardes
- Manuel de procédures de la gestion du fond « CHARAKA » dédié au financement de la création/extension et de la reconversion des centres de formation professionnelle gérés dans un cadre de partenariat public privé (PPP)
- Stratégie Nationale pour l’Emploi du Royaume du Maroc (Document de Synthèse 2015)
- -Stratégie nationale de la Formation Professionnelle 2021.
- Stratégie Nationale de Développement Durable 2030 Résumé Exécutif ;
- Rapport d’activité Conseil Economique Social et Environnemental 2016 ;
- Instruments et procédure de gestion environnementale, Site officiel SEDD ;
- Cadre juridique de gestion environnementale et sociale : Site officiel SGG, SEDD ;
- Rapport Evaluation du Système de Gestion Environnementale et Sociale, Prêt- Programme axé sur les résultats (PPR) Transport urbain au Maroc (Octobre 2015)